

TABLE DES MATIÈRES

Cégep du Vieux-Montréal	3
LE DEVOIR : Francine Senécal pourrait s'adresser aux tribunaux – Édition du vendredi 28 novembre 2008	3
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Cégep du Vieux-Montréal : Une tuile pour Francine Senécal – Mise à jour le jeudi 27 novembre 2008 à 15 h 53	3
LA PRESSE : Controverse entourant la Société d'habitation et de développement de Montréal : Le cégep du Vieux Montréal ne veut plus de sa nouvelle directrice – Jeudi 27 novembre 2008	3
LA PRESSE : Vérifications en cours au cégep du Vieux Montréal – Mercredi 19 novembre 2008	3
LE DEVOIR : 1ère page : L'enquête à la SHDM fait des vagues au Cégep du Vieux-Montréal : La nomination de Francine Senécal à la direction du collège est compromise - Édition du mardi 18 novembre 2008	4
LA PRESSE : L'enquête à la SHDM affecte une nomination au Cégep du Vieux-Montréal – Mardi 18 novembre 2008	4
Montréal-Nord	4
24 HEURES.CA : Enquête publique réclamée à Montréal-Nord : L'hôtel de ville de Montréal fermée aux manifestants – Mardi 25 novembre 2008	5
Campagne ASSÉ	5
LE DEVOIR : En bref - Manif de l'ASSE – Édition du jeudi 20 novembre 2008	5
24 HEURES : Photo : Contre la privatisation des services sociaux – Jeudi 20 novembre 2008	5
24 HEURES.CA : Pour contester les PPP : Des étudiants prennent d'assaut le centre-ville - Mise à jour: Mercredi 19 novembre 2008 16:34	5
Élections Québec 2008	6
RADIO-CANADA / OUTAOUAIS : Hull : Débat à sept à l'UQO - Mise à jour le jeudi 27 novembre 2008 à 16 h 48	6
RADIO-CANADA : / QUÉBEC : débat à l'Université Laval : Le réseau de la santé préoccupe les étudiants - Mise à jour le jeudi 27 novembre 2008 à 10 h 00	6
MÉTRO : Étudiants et enseignants déçus – Jeudi 27 novembre 2008	6
LE DEVOIR : Libre opinion - L'enseignement collégial, un effet tonique sur l'économie, par Gaëtan Boucher, Président-directeur général de la Fédération des cégeps – Édition du mercredi 26 novembre 2008	6
LE DEVOIR : Priorité à l'éducation, dit un manifeste - Édition du mardi 25 novembre 2008	7
CYBERPRESSE : Manifeste faire de l'éducation une priorité nationale – Lundi 24 novembre 2008	7
RADIO-CANADA / ÉLECTIONS 2008 : Éducation : Au nom du système public : Mise à jour le lundi 24 novembre 2008 à 14 h 43	7
LE DEVOIR : Campagne électorale - Force Jeunesse défend le Fonds des générations - Édition du lundi 24 novembre 2008	8
MÉTRO : Priorité au remboursement de la dette – Lundi 24 novembre 2008	8
24 HEURES : Selon Force Jeunesse : Le remboursement de la dette doit être une priorité – Lundi 24 novembre 2008	8
RADIO-CANADA / ÉLECTIONS 2008 : Force jeunesse : Quelle place pour la jeunesse? - Mise à jour le dimanche 23 novembre 2008 à 12 h 37	8
LE DEVOIR : Charest veut augmenter le nombre d'étudiants étrangers - Édition du samedi 22 et du dimanche 23 novembre 2008	9
THE GAZETTE : Editorial : Universities woo public instead of political parties – Saturday, November 22, 2008	9
LA PRESSE : Charest courtise les étudiants étrangers – Vendredi 21 novembre 2008	9
LE SOLEIL : Les recteurs interpellent les chefs – Vendredi 21 novembre 2008	10
LE SOLEIL : Les libéraux indixeront les prêts et bourses – Vendredi 21 novembre 2008	10
LE QUOTIDIEN : L'UQAC joint sa voix au reste de la province – Vendredi 21 novembre 2008	10
JOURNAL DE MONTRÉAL : Opinion : Développer la formation collégiale, par Gaëtan Boucher, Président-directeur général, Fédération des cégeps - Vendredi 21 novembre 2008	11
RADIO-CANADA / Abitibi-Témiscamingue : Bernard Landry : Devant les cégepiens - Mise à jour le jeudi 20 novembre 2008 à 17 h 05	11
MÉTRO : Brève : Étudiants en caravane pour l'élection – Jeudi 20 novembre 2008	11
THE GAZETTE : Universities plead for funds : SUPPORT LAGS Montreal can build on higher education presence, group says – Thursday, November 20, 2008	11
LA PRESSE : L'éducation, ça presse! disent les recteurs – Mercredi 19 novembre 2008	11
THE GAZETTE : Universities' campaign platform is clear: show us the money : "Quebec politicians will do anything not to antagonize students, by Peggy Curran – Tuesday, November 18, 2008"	12
THE GAZETTE : Opinion : Quebec's political parties must reinvest in universities : Our learning institutes need to catch up with the rest of Canada and the world – Tuesday, November 18, 2008	12
LE DEVOIR : Les verts veulent plus pour l'éducation – Édition du lundi 17 novembre 2008	13
RADIO-CANADA / OUTAOUAIS : Fédérations étudiantes : Une liste de demandes – Mise à jour le jeudi 13 novembre 2008 à 15 h 28	13
LE DEVOIR : En bref - Les étudiants veulent un gel des droits de scolarité - Édition du lundi 10 novembre 2008	13
LA TRIBUNE : FEUS: sept grandes revendications étudiantes – Lundi 10 novembre 2008	14
MÉTRO : La FEUQ et la FECQ entrent dans la campagne : Sombre bilan en éducation pour le gouvernement Charest – Lundi 10 novembre 2008	14
24 HEURES : L'éducation et la campagne électorale québécoise : La FECQ et la FEUQ interpellent les partis politiques – Lundi 10 novembre 2008	14
THE GAZETTE : Student group wants tuition on voters' minds : Demands reversal of Liberals' fee hikes – Monday, November 10, 2008	14
CYBERPRESSE : Frais de scolarité: les étudiants réclament un moratoire – Dimanche 09 novembre 2008	15
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Prêts et bourses : Les étudiants reprennent le collier - Mise à jour le jeudi 6 novembre 2008, 15 h 35	15
LE SOLEIL : Les étudiants réclament 225 millions \$ - Jeudi 06 novembre 2008	15
Droits de scolarité	15
THE OTTAWA CITIZEN : Students uprisong – Thursday, November 06, 2008	15
LE DROIT : Des étudiants manifestent pour un gel des droits de scolarité en Ontario – Jeudi 06 novembre 2008	16
RADIO-CANADA / OTTAWA-GATINEAU : Frais de scolarité : Protestation étudiante - Mise à jour le mercredi 5 novembre 2008 à 17 h 52	16
Belgique : PPP en éducation	16
LE SOIR : Les étudiants s'expriment : Liège. Près de 500 élèves de secondaire ont manifesté ce jeudi leur opposition aux projets de partenariats public-privé (PPP) - Vendredi 14 novembre 2008	16
LA LIBRE BELGIQUE : Enseignement : Manifestation d'élèves contre le décret de PPP - Jeudi 13 novembre 2008	16
RTBF : Manifestation d'élèves du secondaire contre le décret de PPP à Liège – Jeudi 13 novembre 2008	16
RAPPEL : RTBF : Le privé investit dans l'école – Jeudi 29 mai 2008	17
Cégeps	17
LE SOLEIL : Rimouski au rythme des étudiants – Lundi 24 novembre 2008	17
LE SOLEIL : Étudiants à Rimouski: retombées de plus de 30 millions \$ - Lundi 24 novembre 2008	17
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Groupe Collegia : Un campus à Marrakech - Mise à jour le vendredi 21 novembre 2008, 13 h 46	18
THE GAZETTE : Student union 'in complete control' : \$ 43,000 in fees has disappeared – Friday, November 21, 2008	18
LE DEVOIR : Dossier Formation continue - Les cégeps souhaitent développer la formation à temps partiel et les cours hors programme : Le réseau collégiale plaide pour un « financement adéquat » et un assouplissement des règles – Édition du samedi 15 et du dimanche 16 novembre 2008	18
THE GAZETTE : Dawson Student Union contacts police : MONEY HAS BEEN MISAPPROPRIATED' Questions raised about how \$ 840,000 in activity fees have been spent since 2005 – Sauturday, November 15, 2008	19
LA TRIBUNE : Le Cégep de Drummondville garde le programme d'arts plastiques – Vendredi 14 novembre 2008	19
24 HEURES.CA : Les cégepiens ont de plus en plus de troubles d'apprentissage – Lundi 10 novembre 2008	19

LE SOLEIL : Troubles d'apprentissage : Les cégépiens en difficulté augmentent – Lundi 10 novembre 2008	19
RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN : Formation technique : Les cégeps en mal de recrutement - Mise à jour le dimanche 9 novembre 2008 à 13 h 48	20
THE GAZETTE : CEGEPs brace for a different crop : WITH THE FIRST group of reform-educated students set to start college in 2010, the big question is whether they'll be more – or less – prepared for higher education – Saturday, November 08, 2008	20
24 HEURES : Selon le vérificateur général : Québec devrait mieux encadrer les cégeps – Mercredi 05 novembre 2008	21
LE DEVOIR / JOURNAL DE MONTRÉAL / MÉTRO / CYBERPRESSE : Québec n'encadre pas assez les cégeps, dit le vérificateur général – Édition du mercredi 05 novembre 2008 / Mercredi 05 novembre 2008 / Mardi 04 novembre 2008	21
24 HEURES : 27 millions \$ pour les cégeps de Lanaudière et Lionel-Groulx – Mardi 04 novembre 2008	22
LE DEVOIR : Gouvernance des cégeps et des universités – Les employés se disent sous-représentés – Édition du samedi 1er et dimanche 02 novembre 2008	22
LE DEVOIR : En bref - Le documentaire Trisomie 21 - Le défi Pérou est primé en Abitibi – Édition du samedi 1er et dimanche 02 novembre 2008	22
FESTIVAL DU CINÉMA INTERNATIOANL EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE : TRISOMIE 21 / DÉFI PÉROU – Octobre-novembre 2008.....	22
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Rive-Nord : 27 millions pour l'éducation - Mise à jour le vendredi 31 octobre 2008 à 17 h 01.....	22
Québec : Universités	23
RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE : UQAT : Expertise autochtone qui s'élabore - Mise à jour le lundi 24 novembre 2008 à 16 h 58....	23
LE DEVOIR : 1ère page : L'entrevue - Madame la rectrice : Judy Woodsworth reprend sa mission au commande de l'université Concordia – Édition du lundi 17 novembre 2008	23
LA PRESSE : Palmares MacLean's : McGill encore première, Concordia dernière – Lundi 17 novembre 2008	24
LE DEVOIR : Îlot Voyageur: l'UQAM n'aura plus à supporter le poids des intérêts à payer : Québec met 200 millions dans une fiducie en attendant un règlement – Édition du vendredi 14 novembre 2008	24
JMINFORME.CA : Les étudiants manifestent contre l'endettement étudiant- Vendredi 14 novembre 2008	24
RADIO-CANADA / ATLANTIQUE : Éducation postsecondaire : Non à l'endettement - Mise à jour le jeudi 13 novembre 2008 à 17 h 17	24
RADIO-CANADA / OTTAWA-GATINEAU : Université du Québec en Outaouais : Grève étudiante - Mise à jour le mardi 11 novembre 2008 à 16 h 52	25
LE SOLEIL : L'animation 3D enseignée à l'Université Laval – Mardi 11 novembre 2008	25
THE GAZETTE : McGill tops rankings again : Controversial list sees little change – Tuesday, November 11, 2008.....	25
THE GAZETTE : Some students want Bs for effort, survey says : But spoiled kids don't get better grades – Tuesday, November 11, 2008.....	26
MACLEAN'S : New! Our 18th Annual Rankings – Monday, November 10, 2008.....	26
LE DEVOIR : Enseignement universitaire - L'argent, une limite à la liberté académique - Édition du vendredi 07 novembre 2008	27
LA PRESSE : Les blues des profs d'université : une étude affirme que la moitié auraient songé à quitter leur emploi - Vendredi 07 novembre 2008.....	27
LE DEVOIR : Publicité : Déclaration des chargées et chargés de cours des universités québécoises – Édition du vendredi 07 novembre 2008....	28
RADIO-CANADA / ONTARIO : Éducation : Grève à l'Université York - Mise à jour le jeudi 6 novembre 2008 à 16 h 26.....	28
JOURNAL DE MONTRÉAL : UQAM Employés de soutien : Une élection qui tombe à point – Jeudi 06 novembre 2008	29
LE DEVOIR : Courchesne réfléchit à l'idée de rémunérer les stagiaires en éducation - Édition du mardi 04 novembre 2008	29
LE DEVOIR : Étude de l'UQAM - Productifs, ces vieux scientifiques ! : Les 50 à 70 ans publient presque deux fois plus que les fringants nouveaux profs de 30 ans - Édition du lundi 03 novembre 2008.....	29
LE SOLEIL : Vélos gratuits à l'université - Dimanche 02 novembre 2008	29
THE GAZETTE : Law would open university decisions to outsiders – Sunday, November 02, 2008	30
LA PRESSE : Judith Woodsworth, première femme à la tête de Concordia: éponger le déficit – Samedi 1er novembre 2008.....	30
RADIO-CANADA / MAURICIE : Signature d'une nouvelle convention collective - Mise à jour le vendredi 31 octobre 2008 à 11 h 44	31
Réflexions, idées	31
THE GAZETTE : Queen's University makes a fool of itself – Thursday, November 27, 2008.....	31
LE DEVOIR : Essais québécois - Le remue-méninges de Jean-François Lisée – Édition du samedi 15 et du dimanche 16 novembre 2008	31
Les titres du Courrier international	32
les titres du 28 novembre 2008	32
les titres du 27 novembre 2008	32
les titres du 26 novembre 2008	33
les titres du 25 novembre 2008	33
les titres du 24 novembre 2008	34
les titres du 21 novembre 2008	34
les titres du 20 novembre 2008	35
les titres du 19 novembre 2008	35
les titres du 18 novembre 2008	36
les titres du 17 novembre 2008	36
les titres du 14 novembre 2008	37
les titres du 13 novembre 2008	37
les titres du 12 novembre 2008	38
les titres du 11 novembre 2008 : FÉRIÉ.....	38
les titres du 10 novembre 2008	38
les titres du 7 novembre 2008	39
les titres du 6 novembre 2008	39
les titres du 5 novembre 2008	40
les titres du 4 novembre 2008	41
les titres du 3 novembre 2008	41

Cégep du Vieux-Montréal

LE DEVOIR : Francine Sénécal pourrait s'adresser aux tribunaux – Édition du vendredi 28 novembre 2008

JEANNE CORRIVEAU

Francine Sénécal contestera vraisemblablement la décision du conseil d'administration de Cégep du Vieux-Montréal d'engager des procédures pour résilier son mandat de directrice générale. L'ancienne-présidente du comité exécutif de la Ville de Montréal estime que l'institution d'enseignement n'a aucun motif valable pour révoquer l'entente conclue entre les deux parties, a indiqué son avocat. Le 1er octobre dernier, Mme Sénécal avait été choisie par le Cégep pour occuper le poste de directrice générale à compter de janvier prochain. Elle avait aussitôt démissionné de ses fonctions de vice-présidente du comité exécutif pour ne conserver que celles de conseillère municipale du district de Côte-des-Neiges.

Mercredi soir, dans une décision unanime, les membres du conseil d'administration du Cégep ont résolu d'amorcer une procédure de résiliation du mandat de Mme Sénécal et de suspendre sa nomination jusqu'à la décision finale, qui sera prise le 7 janvier prochain, conformément à la loi. La résolution a été adoptée à la lumière du rapport déposé par le sous-comité mis sur pied par le

Cégep lorsqu'a éclaté, le 10 octobre dernier, la controverse au sujet de la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) dirigée par le conjoint de Mme Sénécal, Martial Fillion. Ce sous-comité soutient que «le climat s'est détérioré au point où la confiance de la communauté à l'endroit de Mme Sénécal n'existe plus et où il ne semble pas possible de rétablir ce lien de confiance essentiel à l'exercice de la fonction pour laquelle elle a été nommée», peut-on lire dans le document remis aux membres du conseil d'administration mercredi.

Les associations d'employés, de cadres et de professeurs du Cégep du Vieux-Montréal ont toutes demandé au conseil d'administration de reconsidérer la nomination de Mme Sénécal.

L'avocat de Mme Sénécal, Me Doug Mitchell, comprend mal les raisons qui ont amené le Cégep à renier sa parole puisque les conclusions du rapport se limitent au «lien de confiance rompu» sans autre justification. «Mme Sénécal s'est fait offrir un contrat et a réagi en conséquence. Elle a démissionné de ses fonctions de vice-présidente du comité exécutif et elle a subi une baisse de

saire à la suite de cette démission, a indiqué hier Me Mitchell. Elle croit avoir été engagée pour cinq ans et elle ne voit aucun motif pour résilier ce contrat. Elle va regarder ses droits et nous allons les faire valoir.»

En démissionnant de son poste de vice-présidente du comité exécutif, Mme Sénécal a dû renoncer à un revenu de 54 000 \$ par année. Les nouvelles fonctions qu'elle devait assumer au Cégep constituaient pour elle un retour à sa première passion puisque, avant de faire le saut en politique municipale en 2001, elle avait dirigé le Collège Lionel-Groulx.

De côté de l'administration du maire Tremblay, on s'est dit attristé de la tournure des événements et du sort réservé à Mme Sénécal. Le poste de vice-présidente laissé vacant par le départ de Mme Sénécal en octobre dernier n'a toujours pas été comblé.

Rappelons que le 10 octobre dernier, Martial Fillion a été relevé de ses fonctions de directeur général de la SHDM le temps que la lumière soit faite sur des allégations de favoritisme dans la gestion de l'organisation.

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Cégep du Vieux-Montréal : Une tuile pour Francine Sénécal - Mise à jour le jeudi 27 novembre 2008 à 15 h 53

Le conseil d'administration du cégep du Vieux-Montréal suspend la nomination de Francine Sénécal à titre de directrice générale de l'établissement. Une décision finale sera prise le 7 janvier.

L'ancienne vice-présidente du comité exécutif de la Ville de Montréal avait été nommée directrice

générale le premier octobre dernier en prévision d'une entrée en fonction en janvier.

La décision du cégep est directement liée au lancement d'une enquête exhaustive sur d'éventuelles irrégularités à la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM). Cette dernière est dirigée par le conjoint de Mme Sénécal,

Martial Fillion, qui est suspendu avec salaire depuis l'ouverture de l'enquête.

Un sous-comité a expliqué au conseil d'administration de l'établissement scolaire, mercredi, que le lien de confiance avec madame Sénécal était rompu et qu'il semblait impossible de le rétablir.

LA PRESSE : Controverse entourant la Société d'habitation et de développement de Montréal : Le cégep du Vieux Montréal ne veut plus de sa nouvelle directrice – Jeudi 27 novembre 2008

André Noël, La Presse

Le conseil d'administration du cégep du Vieux-Montréal a décidé, hier soir, d'amorcer la procédure de résiliation du mandat de Francine Sénécal en tant que directrice générale du cégep, à la suite de la controverse entourant la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM), dirigée par son conjoint, Martial Fillion.

Le cégep avait choisi Mme Sénécal comme directrice générale le 1er octobre. Celle-ci démissionnait alors de son poste de vice-présidente du comité exécutif de la Ville, tout en restant conseillère municipale.

Le 10 octobre, à la suite de la publication d'un article dans La Presse, la SHDM a décidé de suspendre M. Fillion de ses fonctions, le temps de compléter une vérification sur ses agissements. Les vérificateurs veulent entre autres savoir si M. Fillion a octroyé des avantages indus à Construction Frank Catania, qui construit des condos sur un ancien terrain de la Ville avec l'aide de la SHDM.

L'année dernière, le comité exécutif de la Ville avait décidé de céder ce terrain à la SHDM, lors d'une réunion à laquelle assistait Mme Sénécal. La SHDM a ensuite vendu le terrain à Catania.

Lorsqu'il a pris connaissance de la controverse, le conseil d'administration du cégep du Vieux-Montréal a formé un sous-comité «pour procéder à l'examen de la situation soulevée à la suite de la publication dans La Presse d'allégations d'irrégularités à la SHDM». Ce sous-comité a remis son rapport hier soir, et le conseil d'administration du cégep a décidé à l'unanimité d'amorcer la procédure de résiliation du mandat de Mme Sénécal en tant que directrice générale.

«Le sous-comité a constaté que le climat s'est détérioré au point où la confiance de la communauté à l'endroit de Mme Sénécal n'existe plus, a indiqué Gérald Lizée, président du conseil d'administration. Il ne semble pas possible de rétablir ce lien de confiance essentiel à l'exercice de la fonction pour laquelle elle a été nommée.»

Mme Sénécal a signé une déclaration à l'intention du sous-comité et lui a remis quelques documents, dont une lettre envoyée à La Presse le 16 octobre. Dans cette lettre, son procureur affirme que «lorsque la confirmation de sa nomination à titre de directrice générale du cégep a eu lieu, le 1er octobre, Mme Sénécal a immédiatement démissionné comme vice-présidente du comité exécutif (de la Ville) à la demande du cégep.»

Me François Houde, avocat du cégep, a dit hier soir au conseil d'administration que le cégep n'avait pas demandé à Mme Sénécal de démissionner immédiatement de son poste de vice-présidente du comité exécutif. Le cégep lui avait demandé d'abandonner tous ses autres emplois lorsqu'elle entrerait en fonction, en janvier, mais pas d'ici là.

Mme Sénécal, que La Presse n'a pu joindre hier soir, a remis deux autres lettres au sous-comité, affirmant qu'elle ne s'était jamais placée en situation réelle ou apparente de conflit d'intérêts. La première lettre est signée par Robert Cassius de Linval, directeur des affaires corporatives de la Ville; la seconde a été écrite, toujours à sa demande, par Me Jean Héту, un avocat spécialisé en droit municipal.

Les organisations représentant les élèves, les enseignants, les cadres et les employés du cégep ont toutes recommandé que la nomination de Mme Sénécal soit suspendue. Conformément à la loi, la décision finale sera prise lors d'une prochaine assemblée du conseil d'administration.

LA PRESSE : Vérifications en cours au cégep du Vieux Montréal – Mercredi 19 novembre 2008

André Noël, La Presse

Le promoteur Vincent Chiara, qui a fait des transactions avec la Société d'habitation et de déve-

loppement de Montréal, a participé à une activité de financement de la Fondation du cégep du Vieux

Montréal en décembre 2007, à la demande du directeur général de la SHDM, Martial Fillion.



M. Fillion, qui a été suspendu de ses fonctions le 10 octobre, est membre du conseil d'administration de la Fondation du cégep. Il a joué un rôle actif dans l'organisation de deux activités de financement l'année dernière, un souper de homards en juin et un souper au bar Le Medley en décembre, a dit hier le directeur de la Fondation du cégep, Michel Gagné.

M. Fillion avait invité des promoteurs avec qui il transigeait en tant que directeur général de la SHDM à acheter des billets pour ces activités. Joint hier, M. Chiara a dit qu'il se souvenait être allé au Medley, mais il a précisé qu'il y était resté peu de temps. Une personne qui était sur place a affirmé à La Presse qu'il s'était présenté avec trois autres personnes, dont un proche collaborateur de

Frank Zampino, alors président du comité exécutif de la Ville.

La conjointe de M. Fillion, Francine Senécal, était vice-présidente du comité exécutif de la Ville. Mme Senécal a démissionné de ce poste il y a un mois et demi, tout en restant conseillère municipale du district Côte-des-Neiges. Elle devait devenir directrice générale du cégep du Vieux Montréal, mais voilà que cette nomination est compromise.

«Lorsque La Presse a révélé que M. Fillion faisait l'objet d'une enquête (le 10 octobre), le président du conseil d'administration du cégep, Gérald Lisée, a demandé que soit formé un sous-comité du conseil pour analyser la situation», explique Mylène Boisclair, directrice des communications du cégep.

Le sous-comité remettra son rapport le 26 novembre, après quoi le conseil d'administration décidera s'il embauche ou non Mme Senécal. Mme Boisclair a dit que cette vérification n'est pas reliée aux activités de M. Fillion dans la Fondation du cégep.

M. Fillion était aussi actif dans le financement du parti du maire Gérald Tremblay, Union Montréal, a ajouté notre source, qui a demandé de taire son nom. «Il encourageait les directeurs des services de la SHDM et les entrepreneurs avec qui la SHDM faisait affaires à participer aux activités de financement d'Union Montréal», a dit cette source. La Presse a tenté de joindre M. Fillion, hier, mais en vain.

LE DEVOIR : 1ère page : L'enquête à la SHDM fait des vagues au Cégep du Vieux-Montréal : La nomination de Francine Senécal à la direction du collège est compromise - Édition du mardi 18 novembre 2008

Kathleen Lévesque

La nomination de Francine Senécal à la direction générale du Cégep du Vieux-Montréal est compromise en raison de la controverse qui frappe la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) dirigée par son conjoint, Martial Fillion.

Comme l'a appris Le Devoir, un sous-comité du conseil d'administration a été mis sur pied dix jours après que la nomination de Mme Senécal eut été adoptée officiellement par le cégep. On remet en question la décision qui s'appuyait sur un avis favorable et unanime de la commission des études du cégep, qui ignorait tout des allégations de favoritisme qui pèsent sur la SHDM.

Jusqu'à sa nomination, Mme Senécal était vice-présidente du comité exécutif de la Ville de Montréal. À ce titre, elle épaulait le président d'alors, Frank Zampino -- qui a tiré sa révérence en juillet dernier -- de qui relevait la SHDM. Le conjoint de Mme Senécal, Martial Fillion, dirige la SHDM. Il a été suspendu afin de permettre une enquête sur son rôle et sur celui du promoteur Construction Frank Catania dans le développement du projet résidentiel Contrecoeur, dans l'est de Montréal. Comme vice-présidente du comité exécutif, Mme Senécal a été appelée à se prononcer sur des dossiers concernant la SHDM.

Au Cégep du Vieux-Montréal, on confirme que la candidature de Francine Senécal nécessite désormais un examen approfondi. «Devant les allégations qui ont été rendues publiques et l'enquête qui est faite, c'est normal d'analyser la situation. Le sous-comité fera rapport au conseil d'administration mercredi prochain», a expliqué Mylène Boisclair, directrice des communications du cégep. Le mois dernier, le cégep vantait la créativité de Mme Senécal, «son leadership et son sens stratégique». Aujourd'hui, l'établissement craint vrai-

semblablement que l'arrivée de Mme Senécal puisse avoir un impact négatif sur l'organisation.

Il devrait alors y avoir un nouveau concours afin d'embaucher un successeur à Jacques Roussil, mais le temps presse. Le cégep a prévu le changement de garde en janvier prochain.

Le conjoint de Mme Senécal est également lié au Cégep du Vieux-Montréal puisqu'il siège au conseil d'administration de la Fondation depuis quelques années. Martial Fillion, dont le réseau politique est fort étendu, est un maillon du financement de la Fondation dont les fonds sont utilisés pour le développement du cégep (acquisition d'équipements de haute technologique et bonification de bourses étudiantes, par exemple).

Avant d'être à la tête de la SHDM, M. Fillion a dirigé le cabinet du maire Gérald Tremblay. Libéral notoire, M. Fillion avait déjà travaillé à ses côtés alors que M. Tremblay était ministre dans le cabinet Bourassa. Martial Fillion a également dirigé le cabinet de Claude Ryan lorsque celui-ci avait notamment la responsabilité des Affaires municipales.

À la fin du mois de septembre, des membres de la SHDM ont sonné l'alarme auprès du nouveau président du comité exécutif, Claude Dauphin. Depuis, une enquête est en cours, et la suspension de M. Fillion a été décrétée. Deux jours plus tard, le départ-surprise de Francine Senécal survenait. Mme Senécal est toutefois demeurée conseillère municipale du district Côte-des-Neiges. Lors de l'annonce de son départ, Francine Senécal soulignait qu'elle retournait à ses anciennes amours puisqu'elle est issue du milieu de l'éducation. Sous le régime libéral, Mme Senécal a travaillé au ministère de l'Éducation, à la direction générale de la formation professionnelle et technique. Puis, elle a été directrice générale du Collège Lionel-Groulx jusqu'en 2001. C'est à ce

moment qu'elle a fait le saut en politique dans l'équipe de Gérald Tremblay.

Lors de cette campagne électorale, en 2001, Martial Fillion était responsable de la rédaction du programme politique de M. Tremblay. Les communications étaient dirigées par l'équipe d'Octane Stratégies (à l'époque Communications Jean Bata). Cette même firme a obtenu en 2003 l'important contrat de trois ans de relations publiques et médiatiques pour Montréal en consortium avec d'autres entreprises. Le renouvellement du contrat a été effectué cette année pour une autre période de trois ans et 750 000 \$. Cette fois, Octane Stratégies a avalé le morceau seule. Cette même firme a la responsabilité des communications de la SHDM et de Construction Frank Catania.

Au sein du comité exécutif, Francine Senécal était responsable des dossiers de sport et de loisirs. Elle a participé aux discussions concernant la fusion des deux sociétés paramunicipales (SHDM et SDM), ce qui a donné naissance à l'actuelle SHDM, dont le statut soulève aujourd'hui des critiques. La transformation de la SHDM a fait en sorte que 300 millions d'actifs collectifs se sont retrouvés entre des mains privées, sans autre transparence qu'un lien avec le comité exécutif.

Si la SHDM brasse des affaires avec Construction Frank Catania, elle n'est pas la seule. Comme le révélait Le Devoir samedi dernier, la famille Catania, dont Construction Frank Catania et les Entreprises Catcan, ont obtenu 180 millions de contrats avec la Ville de Montréal, ses arrondissements ainsi que le conseil d'agglomération, depuis l'arrivée au pouvoir de Gérald Tremblay et de son bras droit, Frank Zampino. La compilation effectuée par Le Devoir laisse voir, de prime abord, que ces entreprises ont reçu des mandats selon les règles habituelles d'appels d'offres.

LA PRESSE : L'enquête à la SHDM affecte une nomination au Cégep du Vieux-Montréal - Mardi 18 novembre 2008

La Presse Canadienne, Montréal

La controverse qui frappe la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM) pourrait compromettre la nomination de Francine Senécal à la direction générale du Cégep du Vieux-Montréal, a appris *Le Devoir*.

Un sous-comité du conseil d'administration a été mis sur pied dix jours après la nomination officielle de Mme Senécal à la tête du Cégep. Le comité ignorait les allégations de favoritisme qui pèsent sur la SHDM, dirigée par Martial Fillion, le conjoint de Mme Senécal. Avant d'être nommée à la tête

du Cégep du Vieux-Montréal, Mme Senécal était vice-présidente du comité exécutif de la Ville de Montréal. Elle épaulait le président de l'époque, Frank Zampino, de qui relevait la SHDM.

Dans l'exercice de ses fonctions, Mme Senécal a été appelée à se prononcer sur des dossiers concernant la SHDM, donc le projet résidentiel Contrecoeur, dans l'est de Montréal, accordé au promoteur Frank Catania.

M. Fillion a été suspendu de ses fonctions à la SHDM afin de permettre une enquête sur son rôle

en ce qui a trait au projet résidentiel Contrecoeur, accordé au promoteur Frank Catania.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Gérald Tremblay et de son bras droit Frank Zampino, Construction Frank Catania a obtenu 180 millions \$ de contrats avec la Ville de Montréal.

En raison de la position de Mme Senécal alors qu'elle était vice-présidente du comité exécutif de la Ville de Montréal, le Cégep du Vieux-Montréal a confirmé au quotidien que sa candidature nécessitera un «examen approfondi».

Montréal-Nord

24 HEURES.CA : Enquête publique réclamée à Montréal-Nord : L'hôtel de ville de Montréal fermée aux manifestants – Mardi 25 novembre 2008

Richard Ouellet



Les manifestants du COBP ont pu gravir les escaliers devant l'hôtel de ville et réclamer une enquête indépendante pour la mort de Villanueva.

Photo: Richard Ouellet

Un groupe d'une cinquantaine de manifestants, le Collectif opposé à la brutalité policière (COBP), a tenté sans succès de franchir les portes de l'hôtel de ville de Montréal lundi soir, peu avant la séance du Conseil municipal.

Les manifestants du COBP ont pu gravir les escaliers devant l'hôtel de ville et déployer leur banderole, avec une inscription rouge où on pouvait y lire : « PLUS JAMAIS », en référence aux événements malheureux de Montréal-Nord où Fredy Villanueva a perdu la vie lors d'une intervention policière le 9 août dernier.

La séance de questions réservée aux citoyens, précédant le Conseil municipal, était prévue à 19h00, mais les autorités municipales ont préféré faire appel aux policiers et fermer complètement l'accès à l'hôtel de ville aux manifestants, au public ainsi qu'aux journalistes venus assister à la période de questions.

Les membres du COBP ont lancé des slogans hostiles aux policiers ainsi qu'à l'administration du maire Tremblay sur les marches de l'Hôtel de ville et se sont rendus par la suite sur le côté de l'édifice où ils ont encore tenté de rentrer à l'intérieur, mais les portes étaient verrouillées.

Les revendications du Collectif

Marcel Sévigny, ancien conseiller municipal à la retraite de Pointe St-Charles, était sur place lors de la manifestation et nous a résumé les principales revendications du COBP.

Se disant sensible aux revendications des manifestants, Sévigny a mentionné que les manifestants réclament une enquête publique et indépendante sur la mort de Fredy Villanueva, atteint mortellement de plusieurs balles tirées par la police.

« Il est absurde qu'un corps policier enquête sur un autre corps policier, surtout quand un policier est impliqué dans un cas de décès d'un citoyen », s'étonne Sévigny.

Plus de trois mois après la mort de Villanueva, rien n'a été dévoilé sur cette affaire, malgré la promesse des policiers de rendre public les conclusions de leur enquête.

La police peu bavarde

Près d'une heure après le départ des manifestants, l'hôtel de ville ouvrait ses portes à nouveau.

Nous avons tenté d'avoir une entrevue avec un policier posté devant l'hôtel de ville, mais la demande nous a été refusée.

Rappelons qu'une autre manifestation avait été organisée le 11 octobre dernier pour les mêmes revendications, soit une enquête publique et indépendante sur la mort de Fredy Villanueva.

Campagne ASSÉ

LE DEVOIR : En bref - Manif de l'ASSE – Édition du jeudi 20 novembre 2008

Le Devoir

Quelque 150 militants de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) ont manifesté hier dans le centre-ville de Montréal pour dénoncer «l'ingérence du privé dans les services publics». Les militants étudiants tirent tous azimuts sur les partenariats public-privé, la part croissante du privé en santé, l'accroissement du

nombre de membres externes aux conseils d'administration des cégeps et des universités, l'omniprésence de la publicité sur les campus, la construction d'autoroutes à péage, etc. «Les services publics doivent le rester, c'est ce qui garantit l'accès au service peu importe son revenu, pour qu'il n'y ait pas discrimination financière, que ce soit en éducation ou en santé», fait valoir

le porte-parole de l'ASSE, Éloi Bureau. L'ASSE dénonce notamment le projet de loi sur la gouvernance, qui prévoit une plus grande présence de membres externes aux conseils d'administration des cégeps et des universités. L'ASSE entend mener une campagne contre le privé sur les campus et organiser une manifestation nationale le 26 mars prochain.

24 HEURES : Photo : Contre la privatisation des services sociaux – Jeudi 20 novembre 2008

CONTRE LA PRIVATISATION DES SERVICES SOCIAUX



PHOTO ERIC BOLTE

LES ÉTUDIANTS MANIFESTENT. L'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante a tenu une manifestation hier au parc Émile-Gamelin pour présenter sa nouvelle campagne «Contre la privatisation des services sociaux» et son manifeste «Pour un système public libérons nous du privé».

24 HEURES.CA : Pour contester les PPP : Des étudiants prennent d'assaut le centre-ville - Mise à jour: Mercredi 19 novembre 2008 16:34



Environ 300 étudiants de l'ASSE ont participé à la manifestation.

Photo: Éric Bolte

Serge Forgues

Environ 300 étudiants, membres de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante, ont envahi les rues du centre-ville de Montréal, mercredi après-midi, pour protester contre les partenariats entre le public et le privé. Après un rassemblement au parc Émilie-Gamelin, près de l'UQAM, les étudiants ont tenu les policiers en haleine en déambulant au fil d'un parcours improvisé dans les rues.

Les étudiants se sont ensuite dirigés vers l'Agence de partenariat public-privé. «Nous sommes là pour protéger le système public. Les brèches des dernières années en santé et en éducation doivent être contestées» a déclaré M. Eloi Pureau, membre de l'exécutif de l'ASSÉ.»

Ce coup d'éclat, venant perturber la circulation à l'heure de pointe, constitue le lancement officiel d'une campagne visant à dénoncer l'ingérence du

secteur privé dans la sphère publique, qui culminera avec une manifestation nationale le 26 mars.

L'ASSÉ, formée de 16 associations représentant plus de 40 000 membres, conteste également le projet de loi de la ministre Courchesne visant à augmenter le nombre de membres externes qui siègent sur les conseils d'administration des établissements scolaires.

«Ces personnes n'ont pas leur place sur nos comités. Elles prennent des décisions sur la gestion sans vivre avec les conséquences qui en découlent» a déclaré le porte-parole du groupe.

L'ASSÉ, qui souhaite obtenir l'appui de la population, a mis en ligne une pétition sur le site www.nonauprive.info.

Élections Québec 2008

RADIO-CANADA / OUTAOUAIS : Hull : Débat à sept à l'UQO - Mise à jour le jeudi 27 novembre 2008 à 16 h 48



Les sept candidats dans Hull ont participé à la joute verbale.

Des candidats représentant tous les partis politiques en Outaouais ont croisé le fer, jeudi, lors d'un débat tenu à l'Université du Québec en Outaouais (UQO). Ils se sont affrontés sur des thèmes chers aux étudiants, en laissant de côté les dossiers de la santé et de l'économie.

Sept candidats de la circonscription de Hull ont donc participé au débat: outre ceux de l'Action démocratique du Québec, du Parti québécois et du Parti libéral, les candidats de Québec solidaire, du Parti vert, du Parti indépendantiste et du Parti marxiste-léniniste du Québec ont pris part à l'événement. À tour de rôle, les candidats ont donné leur opinion sur des sujets choisis par les étudiants.

Le candidat marxiste-léniniste, Gabriel Girard-Bernier, un étudiant de l'UQO, s'est notamment attiré la sympathie de l'auditoire. « Les partis

représentés à l'Assemblée nationale sont tellement arrogants face au futur de la société que moi je considère qu'il faut tous les débarquer à ces élections-ci », a-t-il soutenu.

L'environnement, la réforme des institutions démocratiques et l'identité nationale ont aussi figuré au menu du débat. Encore une fois, c'est un représentant d'un tiers parti, l'indépendantiste Jean-Roch Villemaire, qui a récolté les applaudissements, notamment lorsqu'il a reproché à la candidate libérale, Maryse Gaudreault, de se faire soigner en Ontario.

Cet échange s'est tenu au lendemain d'un débat entre les candidats Gilles Aubé (PQ), Bill Clennett (QS), Renée Gagné (ADQ) et Maryse Gaudreau (PLQ), de la circonscription de Hull, à la radio de Radio-Canada.

RADIO-CANADA : / QUÉBEC : débat à l'Université Laval : Le réseau de la santé préoccupe les étudiants - Mise à jour le jeudi 27 novembre 2008 à 10 h 00

Les candidats des quatre principaux partis politiques ont dû défendre, mercredi, leurs propositions en matière de santé, devant un parterre d'étudiants, de professeurs et de professionnels de la santé à l'Université Laval.

La pénurie de personnel, les listes d'attente et la surcharge de travail ont été parmi les thèmes abordés autant en médecine, qu'en pharmacie ou en soins infirmiers. Les étudiants s'inquiètent des conditions de leur profession qui se détériorent.

Le candidat libéral dans Jean-Talon, le Dr Yves Bolduc, a dû défendre, en tant que ministre responsable de la Santé, le bilan de son gouvernement.

« Quand les gens disaient qu'il ne s'était rien fait, il s'est fait beaucoup de choses au niveau clinique, beaucoup de choses au niveau des nos infrastructures et de nos formations, parce que notre taux

est augmenté en terme de ressources, on a réinjecté 7 milliards de plus depuis 5 ans », a-t-il affirmé.

Une proposition du Dr Bolduc à l'effet d'accepter les pharmaciens bacheliers pour servir dans les hôpitaux afin de réduire la pénurie de personnel a soulevé beaucoup d'interrogations, entre autres de la part d'une pharmacienne. « Avec la complexité, les responsabilités qu'on a actuellement, ça prend absolument une maîtrise, ça, c'est clair net et précis », a-t-elle déclaré. « Moi par exemple, j'ai vingt et quelques années d'expérience, et j'ai signé pour m'en aller. Je me dis : qu'est ce que les hôpitaux vont faire sans pharmaciens d'hôpitaux ? », a poursuivi la pharmacienne.

Le diplôme universitaire de maîtrise est nécessaire pour pratiquer dans les hôpitaux, alors que dans les pharmacies privées, le seul bac suffit,

sans compter qu'ils sont moins bien rémunérés dans les hôpitaux.

L'adéquate Eric Caire a pris position pour les pharmaciens. « Il n'y a pas de magie là-dedans, rattraper l'écart salarial, c'est le minimum qu'on peut faire, c'est à peu près 22 millions de dollars. L'autre chose qui m'apparaît fondamentale, c'est la reconnaissance de la spécialité. »

Yves Bolduc dit chercher des solutions pour diminuer la pénurie, mais persiste en disant qu'il faudra accepter des pharmaciens bacheliers dans les hôpitaux.

Le Dr François Aumont (PQ) candidat dans Chauveau, Eric Caire (ADQ) dans La Peltrie, Serge Roy (QS) dans Taschereau et le Dr Yves Bolduc (PLQ) dans Jean-Talon participaient au débat.

MÉTRO : Étudiants et enseignants déçus – Jeudi 27 novembre 2008

JENNIFER GUTHRIE, MÉTRO

Le débat des chefs n'a pas satisfait la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), qui s'est dite déçue du «manque d'intérêt» porté par les chefs des trois grands partis aux enjeux touchant l'éducation postsecondaire.

«Les chefs s'inquiètent avec raison du taux de réussite au secondaire, mais n'offrent rien à celles et ceux qui tiennent à réussir leur parcours post-

secondaire», a déploré le président de la FECQ, Xavier Lefebvre Boucher.

«Des 700 000 postes à combler dans les années à venir, la grande majorité nécessitera une formation collégiale ou universitaire», a rappelé M. Lefebvre Boucher.

Avis partagés

Le président de la Fédération autonome de l'enseignement, Pierre St-Germain, a lui aussi

déploré l'absence d'un réel débat sur l'éducation. «Rien d'inspirant n'est sorti de ce débat», a-t-il indiqué.

La Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ) s'est quant à elle dite déçue que l'éducation préscolaire, primaire et secondaire ait été reléguée au rang de «clichés électoraux et de généralités» tout au long du débat.

LE DEVOIR : Libre opinion - L'enseignement collégial, un effet tonique sur l'économie, par Gaëtan Boucher, Président-directeur général de la Fédération des cégeps – Édition du mercredi 26 novembre 2008

Alors que se déroule au Québec une campagne électorale à forte saveur économique, les cégeps

proposent au prochain gouvernement quatre pistes à mettre en œuvre pour que l'enseignement

collégial ait un effet encore plus tonique sur notre économie

S'adapter aux adultes

Assurer la prospérité économique du Québec, c'est former de la main-d'œuvre qualifiée en nombre suffisant pour affronter les pénuries, en faisant notamment en sorte que tous les adultes trouvent une réponse adaptée à leurs besoins de recyclage et de perfectionnement.

Ces services de formation, les adultes et les entreprises les chercheront de plus en plus du côté du cégep, puisque ce sont les emplois de niveau technique qui présenteront le taux de croissance le plus important d'ici à 2016, selon Emploi-Québec. Mais des contraintes réglementaires, organisationnelles et de financement empêchent toujours les collèges d'élargir leur offre de formation à temps partiel et d'accorder la possibilité de suivre un cours sans avoir à s'inscrire à un programme d'études complet. Par conséquent, au Québec, la formation collégiale à temps partiel est en déclin depuis 1997. Alors qu'en Ontario, sur 290 000 adultes inscrits en formation continue, 197 200 étudiaient à temps partiel en 2006-2007, à peine 10 900 adultes sur les 23 000 adultes inscrits en formation continue au cégep le font.

Lever l'ensemble de ces contraintes, systématiser l'accès à des services d'accueil, d'information et d'accompagnement permettant de cerner les besoins des adultes et des entreprises et d'y apporter une réponse, et financer la formation continue au cégep au moyen d'une enveloppe ouverte -- comme c'est le cas dans le réseau universitaire -- assureraient un meilleur équilibre entre l'offre et la demande en matière de recyclage et de perfectionnement de la main-d'œuvre. Dans le contexte actuel, abolir les obstacles qui rendent plus tortueux le parcours de ceux qui veulent accroître leur qualification est un geste dont on ne peut plus faire... l'économie.

Développer les activités de francisation

Permettre aux personnes immigrantes qualifiées de maîtriser suffisamment la langue française pour étudier dans un domaine technique, afin de compléter la formation acquise dans leur pays d'origine et de prendre une place sur le marché québécois du travail, est également crucial.

Près d'une vingtaine de cégeps offrent déjà, en partenariat avec le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), des cours de français à des personnes immigrantes. Toutefois, ces cours, et surtout le niveau de maîtrise de la langue qu'ils permettent d'atteindre, ne suffisent généralement pas quand vient le temps de suivre une formation technique. Une connaissance plus spécialisée du français devient alors absolument nécessaire.

Certaines initiatives à cet égard ont déjà été mises en place -- des cours de français à l'intention de professionnels de la santé ayant obtenu un diplôme à l'extérieur du Québec, par exemple --, et le MICC veut accroître les mesures qui vont dans le même sens. Des ressources doivent cependant être rapidement accordées aux collèges pour le développement et la mise en œuvre de formations en français spécialisé, en lien avec un plus grand nombre de programmes techniques.

Assurer l'intégration des immigrants, cela signifie bien souvent leur enseigner les mots pour s'exprimer dans le cadre d'une démarche de reconnaissance de leurs acquis et de leurs compétences, les mots pour acquérir de nouvelles notions et les mots pour travailler.

Renforcer l'action internationale

Lorsque la courbe démographique fléchit au point d'avoir des répercussions sur le plan économique, attirer des étudiants étrangers susceptibles de s'installer ensuite au Québec est un choix stratégique. Les cégeps sont déjà très actifs sur la scène internationale et, chaque année, près de 2500 jeunes issus de divers pays étudient dans le réseau collégial québécois. Il est cependant essentiel d'accroître les mesures déjà en place de manière à augmenter le nombre d'étudiants étrangers dans des programmes présentant des perspectives d'emploi favorables.

Par ailleurs, des entreprises québécoises doivent fréquemment pouvoir compter sur des techniciens et des technologues capables de travailler ou d'établir des contacts avec des fournisseurs dans d'autres pays. Les stages à l'étranger, au cours desquels les étudiants s'imprègnent de cultures

différentes, constituent en ce sens une action des cégeps à renforcer, puisqu'ils développent chez les jeunes une plus grande ouverture, ce qui facilite également leur participation à une société pluraliste.

Les ententes de coopération, que les cégeps concluent chaque année, mettent en valeur la formation technique tout en répondant aux besoins des pays émergents. Cette exportation de notre formation collégiale contribuant au rayonnement du Québec, il faut faire en sorte de mettre également l'accent sur ce volet de l'action internationale des collèges.

Valoriser la formation technique

Le taux de placement en formation technique avoisinant les 94 %, on peut affirmer sans risque de se tromper que les entreprises s'arrachent les services des techniciens, des techniciennes et des technologues issus des cégeps. De leur côté, les collèges ne ménagent pas leurs efforts pour s'assurer que le plus grand nombre de jeunes possible qui passent leurs portes en ressortent avec un diplôme. Toutefois, le nombre de diplômés demeure encore insuffisant au regard des besoins en main-d'œuvre qualifiée, l'intérêt des jeunes pour la formation technique, ainsi que pour certains domaines scientifiques, n'étant pas suffisamment éveillé malgré les débouchés intéressants.

Il faut donc convaincre un plus grand nombre de jeunes que la formation technique présente d'excellentes perspectives de carrière. Il s'agit là d'une responsabilité qui incombe au gouvernement, mais aussi aux entreprises et aux parents. Il en va de l'avenir des jeunes eux-mêmes et de la santé économique du Québec.

Alors que se profilent à l'horizon des difficultés sur le plan économique, le Québec se doit de jouer ses meilleures cartes. Le cégep constitue assurément un atout, dont l'incidence et la portée doivent être maximisées. C'est ce à quoi le prochain gouvernement devra s'attaquer dès la première année de son mandat.

LE DEVOIR : Priorité à l'éducation, dit un manifeste - Édition du mardi 25 novembre 2008

La Presse canadienne

Onze organisations ont publié hier [un manifeste, réclamant à l'unisson que l'éducation redevienne une priorité nationale](#) et une priorité dans la présente campagne électorale.

«Force est de constater que ce n'est pas la priorité de ceux et celles qui nous dirigent», a lancé l'un de ces onze, le président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Réjean Parent.

Ces onze, principalement des organisations syndicales, mais aussi des fédérations d'associations étudiantes, ont publié une liste d'améliorations qu'elles veulent voir apporter du préscolaire à l'université.

«Dans le contexte où, dans les élections, on parle énormément d'économie, oui c'est vrai que l'état de l'économie est préoccupant, mais le Québec a besoin d'une Commission Parent-2, pas d'une

stratégie de "patchage" de mis-de-poules», s'est exclamé le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), David Paradis.

Les signataires du manifeste revendiquent une diminution du nombre d'élèves par classe, le développement des activités parascolaires, de meilleurs services de garde en milieu scolaire, un réinvestissement de 1,5 milliard du primaire à l'université et une bonification du régime de prêts et bourses.

Au cours d'une rencontre avec la presse, hier, M. Parent a refusé d'y voir une liste d'épicerie avec des demandes moins prioritaires que d'autres. Il s'agit d'un plan cohérent, dit-il, avec une vision globale sur quelques années.

En matière de financement de l'éducation, les organisations revendiquent 700 millions pour le

préscolaire, le primaire et le secondaire et 800 millions pour l'enseignement supérieur.

«Un pour cent de la TPS [taxe sur les produits et services] aurait suffi à combler les lacunes dans tous les ordres d'enseignement», a martelé la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau.

M. Parent concède qu'il y a eu un rattrapage spectaculaire du Québec en matière d'éducation depuis les années soixante, mais juge que depuis une douzaine d'années, on s'est laissé aller. M. Parent souligne qu'aujourd'hui, 25 % des jeunes fréquentent l'université au lieu de 5 % il y a 40 ans. Dans les années soixante, seulement 14 % des jeunes obtenaient un diplôme du secondaire.

«Il s'est fait un pas de géant, mais, depuis une douzaine d'années, on a livré l'école au marché», a dit M. Parent.

CYBERPRESSE : Manifeste faire de l'éducation une priorité nationale - Lundi 24 novembre 2008

Lia Lévesque, La Presse Canadienne, Montréal
Onze organisations publient [un manifeste, réclamant à l'unisson que l'éducation redevienne une priorité nationale](#) et une priorité dans la présente campagne électorale.

Ces onze, principalement des organisations syndicales, mais aussi des fédérations d'associations étudiantes, ont publié une liste d'améliorations qu'elles veulent voir apportées, du préscolaire à l'université. Les onze revendiquent entre autres

une diminution du nombre d'élèves par classe, le développement des activités parascolaires, de meilleurs services de garde en milieu scolaire, un réinvestissement de 1,5 milliard \$ du primaire à l'université, et une bonification du régime de prêts et bourses.

Au cours d'une rencontre avec la presse, lundi, pour présenter ce plan, l'un des onze, le président de la Centrale des syndicats du Québec, Réjean Parent, a refusé d'y voir une liste d'épicerie avec

des demandes moins prioritaires que d'autres. Il s'agit d'un plan cohérent, dit-il, avec une vision globale sur quelques années.

Parmi les onze, on retrouve, hormis la CSQ, la CSN, le Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ), les Fédérations des associations étudiantes collégiale et universitaire, la Fédération autonome du collégial, la Fédération autonome de l'enseignement et la Fédération québécoise des professeurs d'université.



RADIO-CANADA / ÉLECTIONS 2008 : Éducation : Au nom du système public : Mise à jour le lundi 24 novembre 2008 à 14 h 43

Onze organisations publient [un manifeste pour demander aux politiciens en campagne de faire de l'éducation publique une priorité nationale](#).

Ce groupe, principalement formé d'organisations syndicales, mais aussi des fédérations d'associations étudiantes, a déposé une liste d'améliorations qu'il veut voir apporter, du préscolaire à l'université.

Parmi les mesures que le groupe voudrait voir devenir réalité, la diminution du nombre d'élèves par classe (déjà proposée par les partis), le développement des activités parascolaires (également dans les cartes), de meilleurs services de garde en milieu scolaire, un réinvestissement de 1,5 milliard de dollars du primaire à l'université, et une bonification du régime de prêts et bourses.

Quelques engagements des partis en matière d'éducation:

- [Parti libéral, désengorger les classes](#)
- [Parti québécois, contre le décrochage](#)
- [Action démocratique du Québec, contre le décrochage](#)
- [Québec solidaire, donner toute la place au public](#)

LE DEVOIR : Campagne électorale - Force Jeunesse défend le Fonds des générations - Édition du lundi 24 novembre 2008

Marco Bélaïr-Cirino

Le regroupement Force jeunesse demande aux partis politiques de faire une nouvelle profession de foi envers le Fonds des générations, consacré à la réduction de la dette, et de s'engager à l'adapter aux nouvelles pratiques comptables adoptées par le gouvernement du Québec.

«Présentement, dans la campagne électorale, il n'y a aucun signal de la part des partis politiques que l'équité intergénérationnelle -- s'assurer de ne pas laisser un fardeau trop lourd aux prochaines générations -- est [l'un de leurs] soucis», a indiqué hier à Montréal le président de Force jeunesse, Jonathan Plamondon.

En dépit du ralentissement de l'économie, le gouvernement doit garder le cap sur les objectifs du Fonds des générations, a martelé Jonathan Plamondon. Le président du regroupement a dévoilé la plateforme de revendications de Force jeunesse, deux semaines avant l'élection.

Le gouvernement québécois s'était fixé l'objectif de ramener le poids de la dette à moins du quart du produit intérieur brut d'ici à 2025-2026. Voué exclusivement à la réduction de la dette, le Fonds des générations est entre autres sources financé par des droits hydrauliques payés par Hydro-Québec ou des producteurs privés d'hydroélectri-

cié. La dette est évaluée à quelque 141 milliards de dollars.

Force jeunesse exige du prochain gouvernement qu'il applique les différentes mesures colligées dans le rapport Bernier pour améliorer la protection des travailleurs atypiques.

Du côté de l'enjeu de la conciliation travail-famille, Force jeunesse «voit d'un bon oeil les mesures qui ont été proposées par les différents partis politiques», mais s'inquiète de l'absence de mesures vigoureuses qui raccourciraient à court terme les listes d'attente des centres de la petite enfance.

MÉTRO : Priorité au remboursement de la dette – Lundi 24 novembre 2008



Jonathan Plamondon, président de Force Jeunesse.

Priorité au remboursement de la dette

JENNIFER GUTHRIE
jennifer.guthrie@journalmetro.com

ÉLECTIONS. À deux semaines du scrutin provincial, Force Jeunesse a demandé aux partis en campagne de s'engager à rembourser l'entièreté de la dette québécoise, tel que le prévoyait le Fonds des générations lors de sa création, en 2005.

Selon Jonathan Plamondon, président du regroupement de jeunes travailleurs Force Jeunesse, le gouvernement crée un «écran de fumée» pour convaincre les jeunes que la dette diminue alors qu'elle augmente. «On lance un fanion rouge pour réveiller les partis politiques», a déclaré M. Plamondon. On leur demande d'affirmer

qu'ils respectent les objectifs prévus par la loi et s'attaqueront à la dette.»

Force Jeunesse presse aussi le gouvernement d'amender la loi qui encadre le Fonds des générations et le remboursement de la dette afin qu'elle corresponde aux nouvelles pratiques comptables récemment introduites.

24 HEURES : Selon Force Jeunesse : Le remboursement de la dette doit être une priorité – Lundi 24 novembre 2008

Julie Charette



Jonathan Plamondon, président de Force Jeunesse, a demandé au prochain gouvernement de poursuivre ses objectifs de remboursement de la dette.

Photo: Julie Charette

En dépit du ralentissement économique, l'organisation Force Jeunesse souhaite que le rembour-

sement de la dette soit l'une des priorités du prochain gouvernement du Québec.

Pour assurer «l'équité intergénérationnelle», Force Jeunesse estime que le gouvernement élu le 8 décembre ne doit pas léguer le «fardeau financier» du Québec aux jeunes générations.

Pour ce faire, Force Jeunesse estime que le prochain gouvernement devra respecter les objectifs du Fonds des générations.

«On agite un petit drapeau rouge. On demande aux partis politiques de respecter les objectifs du Fonds des générations et qu'ils l'adaptent aux nouvelles pratiques comptables», a expliqué dimanche en conférence de presse le président de Force Jeunesse, Jonathan Plamondon.

Selon ce groupe, l'adoption de «pratiques comptables généralement reconnues» par le gouvernement du Québec a modifié le calcul de la dette publique.

Les versements devant être faits au Fonds des générations seraient alors sous-estimés par le gouvernement. D'où l'urgence pour Force Jeunes-

se d'harmoniser les objectifs financiers du Fonds des générations à la réforme comptable.

Des jeunes oubliés par les partis politiques

L'organisation déplore le manque de vision à long terme pour la jeunesse des partis politiques en campagne. «Si les partis veulent intéresser les jeunes, ils devront faire des efforts concrets», a indiqué M. Plamondon.

Conséquemment, le prochain gouvernement devra améliorer l'accès au CPE et développer des services de garde flexibles pour les parents ayant des horaires variables. «À court terme, il n'y a aucune solution pour mettre un baume à la crise des CPE», a mentionné M. Plamondon.

Force Jeunesse croit que ce gouvernement devra aussi miser sur la création de nouvelles formes de protections sociales pour les travailleurs atypiques.

Force Jeunesse existe depuis 1998 et regroupe de jeunes travailleurs. L'organisation vise la défense et l'amélioration des conditions de travail et des perspectives d'emploi de la relève.

RADIO-CANADA / ÉLECTIONS 2008 : Force jeunesse : Quelle place pour la jeunesse? - Mise à jour le dimanche 23 novembre 2008 à 12 h 37



Le défi de galvaniser la jeunesse
Un regroupement de jeunes travailleurs dénonce le manque d'intérêt des politiciens en campagne envers la jeune génération. L'organisation Force Jeunesse a déposé dimanche ses doléances auprès des partis en lice pour le scrutin du 8 décembre.

Ce qui nous inquiète actuellement dans cette campagne, c'est qu'il y a très peu de vision à long terme pour la jeunesse, de souci d'équité intergénérationnelle, et, à notre avis, les partis politiques, s'ils veulent dans un premier temps galvaniser la jeunesse, les intéresser à leur problématique, il va falloir qu'ils fassent des propositions concrètes dans ce sens.

— Jonathan Plamondon

Le président du groupe, Jonathan Plamondon, déplore que le Fonds des générations, introduit en 2006 pour réduire le poids de la dette québécoise, ait perdu de son impact puisque, selon lui, il n'est maintenant utilisé qu'en partie pour rembourser la dette. Il estime qu'il faut plutôt bonifier ce fonds

afin de réduire le fardeau de la dette des prochaines générations.

Autre sujet orphelin, selon le groupe, celui de la conciliation travail-famille.

Par contre, il accorde un bon point aux politiciens pour leurs engagements dans le domaine des places en garderie, tout en indiquant qu'à court terme, aucune mesure n'intervient pour mettre un baume sur la crise des listes d'attente des CPE. L'organisme propose des pistes de solutions à ces attentes, comme des listes d'attentes régionalisées.

Le regroupement Force Jeunesse a été fondé en 1998.

LE DEVOIR : Charest veut augmenter le nombre d'étudiants étrangers - Édition du samedi 22 et du dimanche 23 novembre 2008



Photo: Jacques Nadeau

Robert Dutrisac
Jean Charest souhaite que plus d'étudiants étrangers s'installent au Québec de façon définitive. Pour ce faire, un prochain gouvernement libéral remettrait un certificat de sélection du ministère de l'Immigration à tous les étudiants étrangers qui obtiendront un diplôme d'un collège ou d'une université du Québec. Ce certificat, qui est délivré à tout étranger choisi par le ministère en vue de son immigration au Québec, permettrait aux étudiants de devenir

résidents permanents beaucoup plus rapidement et, ensuite, citoyens canadiens.

Selon les données fournies hier, il y a près de 25 000 étudiants étrangers dans les collèges et les universités du Québec. En 2007, 14 400 étrangers ont demandé et obtenu l'autorisation d'étudier au Québec. Or, seulement 2000 étudiants étrangers s'établissent au Québec de manière permanente chaque année.

Grâce à ce certificat de sélection, les étudiants étrangers seront plus nombreux à immigrer au Québec, prévoit-on. Mais le PLQ ne s'est pas fixé d'objectifs.

Jean Charest a cité la vive concurrence que se livrent l'Australie et plusieurs pays européens pour inciter les étudiants étrangers à s'établir chez eux. Il a souligné le «défi démographique» auquel est confronté le Québec et le fait que, d'ici à 2011, il y aura 700 000 postes à combler au Québec.

C'est l'université McGill qui accueille le plus grand nombre d'étudiants étrangers au Québec. Jean Charest encourage les autres universités québécoises, ainsi que les cégeps, à imiter l'institution anglophone. Il a donné l'exemple de l'université Concordia, qui accueille bon nombre d'étudiants en provenance d'Asie, de l'Université de Sherbroo-

ke, qui a développé une filière africaine et maghrébine, ainsi que l'Université du Québec à Chicoutimi, qui attire des étudiants chinois.

Les universités ont récemment haussé les droits de scolarité pour les étudiants étrangers. Le chef libéral estime que ces droits restent cependant «très compétitifs» par rapport ce qui se fait dans d'autres pays et même dans d'autres provinces canadiennes.

Le printemps dernier, on apprenait que 15 % des 6400 étudiants français en sol québécois étudiaient en anglais, principalement à McGill, qui s'avère une aubaine pour les Européens qui veulent étudier en anglais en Amérique du Nord. Jean Charest ne s'inquiète pas de l'anglophilie des étudiants français. «On réalise très rapidement qu'ils restent français et qu'ils vont continuer leur vie en français», a-t-il avancé.

La ministre de l'Éducation, du Loisir et des Sports, Michelle Courchesne, voulait toute même renégocier l'entente France-Québec sur l'échange d'étudiants pour imposer une limite à ce passage à l'anglais, soit 20 % des Français qui étudient au Québec, selon un mémoire ministériel présenté au Conseil des ministres le printemps dernier.

THE GAZETTE : Editorial : Universities woo public instead of political parties – Saturday, November 22, 2008

Quebec's university rectors and principals, those august managers of academia, are going over the heads of the politicians and speaking directly to the voters this fall, with TV advertising and a well-honed publicity campaign.

Their message carries the bluntness of desperation: Flourishing universities are essential to the well-being of society, they say, and Quebec is losing ground. Politicians bubbling over with promises about health care and social programs are letting education slide down the priority list, they say. Only a "new revolution" in education, akin to what happened in Quebec's Quiet Revolution of the 1960s, will solve this problem, says the Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ).

That's quite a claim. Elections bring out mendicants from every point of the compass, of course, but the arguments in support of the university sector are far more convincing than many others. McGill University's Heather Munroe-Blum, currently president of CREPUQ, met The Gazette's editorial board this week, along with Luc Vinet, rector of the Université de Montréal. They focused their message on research funding: Quebec's share of

provincially-funded research is dwindling, from a robust 34 per cent of the Canadian total in 2003-04 down to 21 per cent in '06-'07. Other measures confirm that proportionally, Quebec is losing ground, even though everyone agrees that the "knowledge economy" is increasingly the mainspring of prosperity and progress. And no province has a higher university drop-out rate.

Just as we find the money to fulfill the goal of so many gold medals in each Olympics, our visitors argued, so we must set and meet a goal of educational – and especially university – excellence.

It's an easy campaign to endorse, and we do so unhesitatingly – although we are not convinced that the universities' stated goal of university access for half the population, roughly double the current proportion, is practical.

It may be that the universities are trying to reach around the parties and directly to the public in part because relations with Michelle Courchesne, the Liberal minister, appear to be so frosty. After picking up the \$400-million tab for a disastrous real-estate venture by the Université du Québec à Montréal, Courchesne is understood to be out of patience with importunate university chiefs.

She over-reacted to the UQAM mess with a tough bill curtailing university autonomy by stacking boards of governors with outsiders. We agree with CREPUQ that her one-size-fits-all governance model is unwise, and should not go ahead.

In fairness, we should note that the Liberals have also permitted modest tuition-fee increases, at some political cost. And they point out that they give universities much more money per student per year than Ontario gives its schools. CREPUQ responds, equally correctly, that if you exclude research and real-estate money, the Quebec government provides less per student than any other province but New Brunswick.

To change politicians' priorities, the universities need allies, which is why they are proposing almost a crusade: CREPUQ wants business, alumni, the media, almost every segment of society to rededicate ourselves to the importance of education. And broadly, they are right.

In today's world, only the most short-sighted of societies is so casual about the central and growing importance of education. We need to do better.



LA PRESSE : Charest courtise les étudiants étrangers – Vendredi 21 novembre 2008

Malorie Beauchemin, La Presse

Le chef libéral, Jean Charest, veut attirer et retenir davantage d'étudiants étrangers au Québec. Pour pallier au faible taux de natalité et en prévision d'une reprise économique, où il risque d'y avoir pénuries de main-d'oeuvre dans plusieurs secteurs, l'apport d'immigrants est fondamental, selon lui.

«Il faut voir au-delà de la tempête et préparer l'avenir. Il faut éviter que la démographie vienne freiner notre développement», a dit M. Charest. Or, bon an, mal an, le Québec a accueilli ces

dernières années près de 25 000 étudiants étrangers annuellement, ce qui représente un potentiel intéressant pour le chef libéral.

De ces étudiants, autour de 2000 d'entre eux choisissent de rester au Québec, ce qui n'est pas suffisant, selon lui.

Un futur gouvernement libéral, donc, remettrait à chaque étudiant étranger qui obtient un diplôme d'un collège ou d'une université du Québec un Certificat de sélection, première étape pour faciliter son immigration au Québec et au Canada.

Le chef de PLQ espère que cette mesure servira d'incitatif à venir étudier ici et y rester par après.

«Les frais de scolarité au Québec sont très compétitifs. Vous pouvez venir étudier au Québec si vous êtes un étudiant étranger et faire une bonne affaire, a souligné M. Charest. Évidemment on n'a pas à donner nos services. Les contribuables québécois paient de leurs poches, alors quand on reçoit des étrangers, ils doivent défrayer des frais de scolarité, c'est normal.»

Les libéraux s'engagent aussi à créer un bureau de recrutement des étudiants étrangers.

LE SOLEIL : Les recteurs interpellent les chefs – Vendredi 21 novembre 2008

Pierre Peichat, Le Soleil

(Québec) Les recteurs des 18 universités du Québec interpellent les chefs politiques dans la présente campagne électorale. Ils souhaitent qu'ils s'engagent à faire de l'éducation une priorité nationale.

«Je rêve d'un premier ministre qui va dire que c'est important d'aller à l'école, que c'est important d'aller à l'université», a lancé, hier, le président de l'Université du Québec, Pierre Moreau, au cours d'une entrevue éditoriale au Soleil.

Pour l'heure, les recteurs estiment que l'éducation n'a pas toute l'attention qu'elle devrait avoir, soutenant que ce secteur d'activité devrait faire l'objet d'une mobilisation nationale des principaux acteurs de la vie publique. À défaut, ils prédisent un recul du Québec par rapport à d'autres pays qui investissent massivement dans l'éducation, particulièrement dans la formation universitaire. Les engagements du Parti québécois et des libéraux pour réduire le nombre d'élèves par classe sont un pas dans la bonne direction, mais insuffisant, à leur avis.

Avenir incertain

«Si le gouvernement garde le statu quo, on est inquiets. Le développement économique et culturel au cours des prochaines années au Québec ne sera pas au rendez-vous. Ça n'aidera pas à sécuriser l'avenir du Québec», a averti le recteur de l'Université Laval, Denis Brière.

Selon les dirigeants des universités, la proportion de personnes qui détiennent un diplôme universitaire au Québec, bien qu'elle ait augmenté, demeure trop faible. En 2006, ce taux était de 26,2 %, soit 6,4 % de moins qu'en Ontario.

«Ce n'est pas la panique, mais il est urgent d'investir pour augmenter le nombre de diplômés au Québec. Des pays scandinaves ont un taux de 50 %. En Inde et en Chine, on forme de nombreux universitaires», a souligné M. Moreau.

Selon le recteur de l'Université Laval, déjà des entreprises se plaignent de manquer de personnel ayant une formation universitaire au Québec. «On ne voyait pas ça avant, des présidents de compagnies débarquer dans mon bureau parce qu'ils n'ont pas les gens pour leur entreprise. C'est le cas depuis un an et demi», a-t-il dit.

Le message passe mal

Les recteurs reconnaissent toutefois leur échec à faire passer leur message dans la population, et, par ricochet, auprès des politiciens. Ils déplorent également le manque de leadership sur cet enjeu sans toutefois blâmer les dirigeants gouvernementaux.

«Ça nous prend un plan d'ensemble qui va sensibiliser la population. On ne pourra pas régler le sous-financement des universités sans avoir de grands objectifs. Il faut une adhésion générale de la population pour y arriver», a plaidé M. Brière. Les recteurs évoquent la tenue d'un sommet où seraient réunis le milieu universitaire, les cégeps, les entreprises privées, les syndicats et des représentants de la population.

Les universités évaluaient en 2002 leur sous-financement à 375 millions \$. Les recteurs demandent aux partis politiques d'annoncer leurs couleurs sur la façon de corriger ce problème sans pour autant favoriser une hausse des droits de scolarité.

LE SOLEIL : Les libéraux indexeront les prêts et bourses – Vendredi 21 novembre 2008

Jean-François Cliche, Le Soleil

(Québec) Le Parti libéral s'apprête à annoncer qu'il indexera les prêts et bourses pour les étudiants, a déclaré hier le candidat «rouge» dans Montmorency Raymond Bernier.

«Il y a une mesure qui sera annoncée dans les prochains jours, ou dans quelques heures, c'est la pleine indexation de l'aide financière des étudiants dans le cadre du programme des prêts et bourses», a laissé tomber M. Bernier lors d'un débat organisé au pavillon De Koninck par la CADEUL.

L'annonce devrait être faite demain, quand Jean Charest dévoilera sa plateforme en éducation, mais la date peut encore changer, a-t-on appris par la suite à la permanence du PLQ à Québec.

Hormis le candidat libéral, l'adéquate Martin Briand et la péquiste Françoise Mercure étaient aussi présents, tandis que Martine Sansfaçon,

candidate dans Charlesbourg, représentait Québec solidaire (QS). Dans l'ensemble, le débat fut l'occasion pour chacun de réchauffer le programme de son parti à la sauce étudiante, mais l'événement n'en fut pas pour autant exempt d'échanges significatifs ? surtout sur les frais de scolarité et l'aide financière.

Ainsi, pour défendre la position de l'Action démocratique, impopulaire auprès des étudiants, qui est d'indexer les frais de scolarité de même que les prêts et bourses, M. Briand a décrit les études postsecondaires comme un «investissement sur soi» et une responsabilité.

«Ça m'a coûté 28 000 \$ (de prêts) pour aller me chercher un diplôme, a-t-il témoigné, mais quand je suis allé voir la Caisse populaire pour emprunter et m'acheter une maison, j'ai montré mon diplôme, et ils m'ont dit oui. C'est un investisse-

ment qu'on fait sur notre vie. Et si ce n'est pas vous qui prenez cette responsabilité-là, ce sont vos enfants qui vont devoir le faire.»

Cet argument a fait bondir la candidate de QS. «Je ne comprends pas comment on peut parler d'endettement comme si c'était un investissement, s'est-elle exclamée. (...) Il n'y a pas de fierté à endetter nos étudiants et nos étudiantes!» Ce à quoi M. Briand a répondu sèchement : «Moi, je ne vois pas de fierté à endetter nos enfants. Il faut le prendre à quelque part, cet argent-là. Ça ne pousse pas dans les arbres.»

Mme Mercure a rappelé la position péquiste à cet égard, qui est de geler les frais de scolarité jusqu'à la tenue d'un sommet sur l'éducation où tous les acteurs concernés pourront en débattre.

LE QUOTIDIEN : L'UQAC joint sa voix au reste de la province – Vendredi 21 novembre 2008

Louis Tremblay, Le Quotidien

(CHICOUTIMI) Le recteur de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), Michel Belley joint sa voix à celles de ses collègues pour réclamer le maintien du financement universitaire malgré la crise économique et préparer la région et le Québec à l'économie du 21e siècle.

Les membres de la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec ont décidé de profiter de la campagne électorale pour présenter aux partis politiques des engagements visant à faire de l'éducation une priorité, avec un volet spécifique pour l'enseignement universitaire.

Selon Michel Belley, cette incursion des recteurs dans la campagne électorale ne se veut pas un message d'urgence ou une demande ponctuelle à satisfaire rapidement.

«Nous sommes conscients de la période que nous allons traverser. Nous allons travailler dans nos organisations à maintenir la qualité de l'enseignement. Nous demandons au moins à ce qu'il n'y ait pas de réduction dans le financement comme nous l'avons déjà vécu», plaide le recteur.

Du même souffle, Michel Belley rejette la solution facile d'imposer une hausse des frais de scolarité. Cette mesure va à l'encontre de l'un des objectifs

poursuivis par les recteurs qui est celui de la diplomation. Dans une région comme le Saguenay-Lac-Saint-Jean où il subsiste toujours des îlots de pauvreté, un accroissement trop important de la facture transmise aux étudiants va constituer un frein aux études supérieures.

«Les statistiques confirment que les parents de 70% des étudiants qui s'inscrivent à l'UQAC n'ont pas de diplomation universitaire. Ça signifie en principe que ce sont des personnes qui ont des revenus moins élevés et nous devons tenir compte de cette réalité.»

JOURNAL DE MONTRÉAL : Opinion : Développer la formation collégiale, par Gaëtan Boucher, Président-directeur général, Fédération des cégeps - Vendredi 21 novembre 2008

Développer la formation collégiale

Dans le cadre de la campagne électorale, les cégeps proposent au prochain gouvernement 4 pistes pour que l'enseignement collégial ait un effet encore plus tonique sur notre économie.

■ **S'ajuster aux adultes**

Assurer la prospérité économique du Québec, c'est former de la main-d'œuvre qualifiée en nombre suffisant, en faisant notamment en sorte que les adultes trouvent une réponse à leurs besoins de recyclage et de perfectionnement. Des contraintes réglementaires, organisationnelles et de financement empêchent les cégeps d'élargir leur offre de formation à temps partiel et d'accorder la possibilité de suivre un cours sans s'inscrire à un programme d'études. Il faut lever ces contraintes et financer la formation continue à travers une enveloppe ouverte.

■ **Développer les activités de francisation**

Permettre aux personnes immigrantes de maîtriser suffisamment la langue française pour compléter leur formation est crucial. Les cégeps offrent des cours de français à des personnes immigrantes, mais ces cours ne suffisent généralement pas pour suivre une formation technique. Des ressources doivent être accor-

dées pour le développement de formations en français spécialisées.

■ **Renforcer l'action internationale**

Chaque année, des jeunes issus de divers pays étudient dans le réseau collégial. Il est cependant essentiel d'accroître les mesures en place pour augmenter le nombre d'étudiants étrangers dans des programmes présentant des perspectives d'emploi favorables.

■ **Valoriser la formation technique**

Il faut convaincre un plus grand nombre de jeunes que la formation technique présente d'excellentes perspectives de carrière. C'est une responsabilité qui incombe au gouvernement, mais aussi aux entreprises et aux parents.

Alors que se profilent à l'horizon des difficultés économiques, le cégep constitue un atout dont l'incidence et la portée doivent être maximisées. C'est ce à quoi le prochain gouvernement devra s'attaquer.

*Gaëtan Boucher,
président-directeur général
de la Fédération des cégeps*

RADIO-CANADA / Abitibi-Témiscamingue : Bernard Landry : Devant les cégepiens - Mise à jour le jeudi 20 novembre 2008 à 17 h 05

Environ 150 étudiants du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue ont assisté à une conférence donnée par Bernard Landry jeudi midi à Rouyn-Noranda.

M. Landry a commencé son discours en parlant de la crise économique mondiale. Il a réitéré l'importance de l'éducation comme moteur de changement économique au sein de la société.

L'ancien premier ministre péquiste a ensuite parlé du problème démographique au Québec, entre autres du fait qu'il y aura bientôt une seule personne active sur le marché du travail pour deux retraités.

Bernard Landry a finalement tenu à expliquer en quoi la souveraineté serait un moyen pour que les Québécois s'épanouissent davantage. Selon M. Landry d'ailleurs, ce n'est pas parce que la souveraineté n'est pas au cœur de la campagne électorale qu'elle est moins importante pour le Parti québécois.

La conférence s'est terminée par une période d'échange entre M. Landry et les étudiants.

MÉTRO : Brève : Étudiants en caravane pour l'élection - Jeudi 20 novembre 2008

Étudiants en caravane pour l'élection

Des étudiants suivront à la trace les candidats des élections provinciales au cours des prochaines semaines. La Caravane contre l'endettement, une initiative de la FEUQ et de la Fédération étudiante collégiale du Québec, ira à la rencontre des candidats et des chefs de parti dans les rassemblements publics pour exprimer leurs préoccupations et obtenir des partis des engagements clairs quant à l'aide financière aux études. LA PRESSE CANADIENNE

THE GAZETTE : Universities plead for funds : SUPPORT LAGS Montreal can build on higher education presence, group says - Thursday, November 20, 2008



JOHN MAHONEY THE GAZETTE
Luc Vinet (left), rector of Université de Montreal, and Heather Munroe-Blum, principal of McGill University, explain their election strategy in a meeting with The Gazette's editorial board yesterday.

JAN RAVENSBERGEN THE GAZETTE

Any courage among Quebec's political leaders to tackle a turnaround for the lagging university

system will become apparent early next week, the president of a province-wide body of university chiefs said yesterday.

The group has asked for written campaign commitments providing specific measures to rejuvenate higher education in Quebec, said Heather Munroe-Blum, president of the Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, known as CREPUQ.

The responses - expected from the leader of each provincial party - are to be posted on the group's website on Monday.

Quebec requires "a new revolution" in its commitment to education, akin to the one that helped power the Quiet Revolution of the 1960s, Munroe-Blum told the editorial board of The Gazette.

Munroe-Blum, who is also principal and vice-chancellor of McGill University, refused to criticize by name any of the party leaders battling in the Dec. 8 provincial election.

But, she added, while on the campaign trail thus far, none have exhibited the kind of "stiff spine" for the university sector that she said will be needed.

South Korea and other emerging Asian power-houses have successfully premised their explosive economic development on a solid commitment to higher education, she said. France is also turning around its university system, she said.

But, Munroe-Blum said, Quebec has allowed its share of provincially funded university research to tumble to 21.4 per cent of the Canadian total in 2006-07 - from 34.2 per cent in 2003-04.

Political backbone will be an essential trait, she said, if the marked loss of momentum across the province-wide university system in recent years is to be successfully reversed.

Directing more money into higher education might not be the most politically rewarding promise for candidates in midcampaign, Munroe-Blum readily conceded.

Montreal, she said, is uniquely positioned to build on its highereducation presence, with "more university students per capita than in any other city in North America except Boston."

CREPUQ represents 17 universities and affiliated schools across the province.

LA PRESSE : L'éducation, ça presse! disent les recteurs - Mercredi 19 novembre 2008

Marie Allard, La Presse

L'éducation doit redevenir une priorité nationale au Québec, ont plaidé hier quatre recteurs d'université en rencontre éditoriale à La Presse. «Aux Jeux olympiques, on veut avoir des médailles d'or, a dit Luc Vinet, recteur de l'Université de Montréal. Alors pourquoi ne veut-on pas les meilleurs universités au monde?»

Les recteurs sont inquiets: il y avait 6,4% moins de détenteurs de baccalauréat au Québec qu'en Ontario, en 2005. Jadis leader en recherche universitaire, le Québec a perdu des plumes, ne remportant que 25,4% des fonds de recherche fédéraux en 2006-2007, contre 29% en 2000.

«Je ne suis pas animé par un sentiment de panique, mais d'urgence, a indiqué Pierre Moreau, président de l'Université du Québec. Notre message ne passe pas.»

Besoin de leadership

Pour diplômer plus d'étudiants, faire plus de recherche, accentuer l'internationalisation, instaurer une saine gouvernance et relever le niveau de financement moyen par étudiant, «nous avons besoin de leadership», a précisé Heather Munroe-Blum, principale de McGill et présidente de la CREPUQ.

Les recteurs ont aussi besoin d'argent. En 2002, il avait été établi que les universités québécoises touchaient 375 millions de moins par an que les universités du reste du Canada. Soit 7800\$ par étudiant, comparativement à 9110\$ dans le reste du pays. «L'écart a augmenté depuis», a dit M. Moreau.

«L'augmentation de nos dépenses est de 4% par an, comme le gouvernement, mais nos revenus augmentent de seulement 2%, a expliqué M.

vinet. C'est simple à comprendre: on a un problème structurel.»

Un réel partenariat

Mais «it's not about money», a affirmé Mme Munroe-Blum. En cette période électorale, les recteurs ne veulent pas se contenter de parler d'argent: ils réclament un réel partenariat. «En ce moment, on ne sent pas cette approche de partenariat, a dit Denis Brière, recteur de l'Université Laval. Ce que je sens, c'est qu'on ne reconnaît pas la contribution des universités.»

Quant aux fédérations étudiantes des cégeps et universités, elles dévoileront leurs revendications - qui portent surtout sur une amélioration du régime de prêts et bourses - ce matin.



THE GAZETTE : Universities' campaign platform is clear: show us the money : "Quebec politicians will do anything not to antagonize students, by Peggy Curran – Tuesday, November 18, 2008"

ALLEN MCINNIS GAZETTE FILE PHOTO

The television commercial begins with a teacher standing at the blackboard in a neat, cheery classroom. Small children are sitting at attention when the screen freezes. As the film rolls backward, words vanish from the blackboard and the teacher disappears, leaving students to run wild and tear up their copybooks. An announcer's voice delivers the slogan: Knowledge Matters.

The advertisement is one of three sponsored by the Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), highlighting the importance of education. It's part of a province-wide campaign launched on the eve of the provincial election campaign purportedly designed to "build awareness of the importance of a university education."

"(Access to) ...the knowledge of our universities is at the very heart of the future of our society, just as health care, education and environmental protection are," says Heather MunroeBlum, principal of McGill University and current president of CREPUQ. "What matters then, is to sensitize the population of Quebec and decision-makers to the realities facing our institutions, and to convince them of the importance of a high-quality network of universities."

Scratch the surface of that high-minded but self-evident message and it's not difficult to see what's on the minds of the principals, rectors and presidents of Quebec's 17 universities and affiliated schools: Show us the money.



A year ago this week, thousands of students march through downtown Montreal to protest against incremental university fee increases. In the current economic climate, that could be a tough sell – particularly since Quebec politicians

of all stripes will do anything not to antagonize students by so much as hinting they plan to tap into the most obvious source of additional revenue, tuition fee hikes.

The Liberals defused a potential time bomb on the eve of this election campaign when Education Minister Michelle Courchesne announced Quebec's decision to pick up \$400 million in bad debts incurred by Université du Québec à Montréal. UQAM's ill-conceived real estate ventures have created friction among Quebec's universities, especially since the government has decided to make amends for past mistakes by reforming university boards to prevent any more fiscal fiascos. Still, there's a general consensus that UQAM, with 40,000 students the biggest prong by far in the UQ network, needed the bailout to stay afloat.

If Jean Charest's Liberals have learned anything over the last five years, it's that you don't mess with the student lobby anywhere near a ballot box. In 2005, Charest's government teetered on the edge and education minister Pierre Reid walked the plank after the Liberals' attempt to revamp the loans and bursaries program triggered a massive strike by university and CEGEP students. And a year ago this week, thousands of students marched through downtown Montreal to protest against incremental fee increases that will boost tuition by \$100 a year until 2012. Basic undergraduate tuition for Quebec residents now hovers around \$1,800. Additional fees bring the cost of a year at a Quebec university closer to \$3,000, still well below the national average of \$3,600. Charest has already said he doesn't plan to increase tuition if the Liberals are re-elected.

But that's still not good enough for the Fédération étudiante universitaire du Québec and the Fédération étudiante collégiale du Québec. The province's two largest student associations are calling for a moratorium on any further tuition increases and have threatened to take aim at politicians whose views on postsecondary education collide with theirs.

The Parti Québécois platform makes no attempt to disguise its quest for the student vote. The PQ promises to freeze tuition at current levels and hold a summit on the financing of post-secondary education – two key demands of student associations. Without getting specific, it also vows to

reinvest in higher education in a big way and reform student aid packages to account for cost-of-living increases. It proposes allowing students to defer tuition payments until after they graduate and get a job.

The PQ also sees opportunities to redress dwindling demographics by revamping university funding formulas to encourage more Quebecers and international students to study in Quebec's regional hinterland.

The message from Mario Dumont's Action démocratique du Québec is blurrier. The ADQ's platform steers clear of the tuition fee issue altogether, focusing instead on the decidedly less sexy subject of university autonomy. The ADQ insists universities, and especially the UQ network, need more freedom to make decisions, yet it concedes the Education Department must be kept up to speed on expenditures.

"There are a lot of demands on the government's money and I don't think we are going to see a lot more investment from provincial governments," says Judith Woodsworth, new president of Concordia University. She said Quebec's longtime freeze on tuition has complicated matters for the province's university administrators.

"There is not a lot of sympathy for raising fees. Students don't want fees to go up. Politically, there has never been a good time for the government to lift the cap. They did it a tiny bit and even that didn't go over well. To do it, the government would have to make a big decision and they would have to take a bit of negative impact. ... Until something happens, it's going to be difficult because all of the Quebec universities are into funding crunches."

Meanwhile, Munroe-Blum and fellow university brass will continue making speeches and visiting editorial boards urging the next government to do right by its universities, and Quebecers.

"The advancement of knowledge will make the difference between stagnation and growth in our society," Munroe-Blum said. "It is essential to raise awareness of the importance of the contribution of university teaching and research ... and to foster a consensus on the need for a university system that is excellent by international standards."

THE GAZETTE : Opinion : Quebec's political parties must reinvest in universities : Our learning institutes need to catch up with the rest of Canada and the world – Tuesday, November 18, 2008

The crucial contribution of education to Quebec's economic growth and social progress has been clear since the Quiet Revolution. Since then, all Quebec governments have acted to support universities in achieving their missions.

This commitment has had extraordinary results: The number of university students has increased tenfold and research budgets have grown by a factor of 20. The portion of the population aged 25 to 64 holding a university degree has increased from 9.8 per cent in 1986 to 21.6 per cent in 2006.

But much remains to be done. The need to match, indeed, to surpass levels of access to university education and the quality of teaching and research in competing nations is more crucial than ever. Quebec is struggling to keep up, both in the number of graduates and in maintaining the needed funding.

During the Quebec election campaign, we ask this: How does each of the political parties propo-

se to make education in general, and university education in particular, a priority so that our universities can sustain excellence and continue to contribute to Quebec's future? Specifically, we have identified five important challenges that must be met: Ambitious goals in relation to the number of graduates. In 2005, the portion of the population holding a bachelor's degree in Quebec was 6.4 percentage points lower than in Ontario. Quebec cannot allow itself to fall behind. We must significantly increase the portion of the population obtaining not only bachelor's degrees, but master's and doctorates as well.

This requires ambitious goals for access to university, including for first-generation students, young people from the regions, workers wishing to improve as part of continuing education, and for immigrants who have professional qualifications. Comparable jurisdictions are aiming for 50 per cent access to undergraduate education, an ob-

jective the Conseil supérieur de l'éducation proposes that Quebec reach by 2017.

The professional mobility strategy of the outgoing government, as well as efforts to improve success rates and reduce the number of drop-outs, must be extended.

To succeed in increasing the proportion of Quebecers with a university degree, the government must make it a priority.

Are the political parties prepared to collaborate with us in setting ambitious goals for the proportion of Quebecers holding a university degree, and to provide universities with the means of reaching these goals? World-class teaching and research. Increasing the number of university graduates only makes sense. We need teachers and researchers of international calibre, adequate staff and the highest-quality infrastructure for classrooms, libraries, laboratories and information technology.

The future of the Quebec knowledge economy, its competitiveness and its capacity to build on existing social and technological innovation depend on meeting this challenge.

What measures do the parties propose to ensure that Quebec regains the leadership position in university research that it held in the 1980s and early 1990s?

A global vision Our universities are central to economic success in the 21st century. As drivers of science, knowledge and innovation, universities have always transcended borders. Internationalization is transforming both the form and the content of education, affecting nearly every aspect of the university.

We are committed to preparing students to face the needs of the workplace in the knowledge economy, which is, increasingly, global. One of the most effective ways to prepare our graduates is to offer them the opportunity to study and live abroad. The growing number of international students in Quebec universities provides another means for students to gain exposure to different perspectives. The experience of international students has a positive effect on international relations, whether they return home as our ambassadors, or stay in Quebec.

What do the political parties propose to ensure that we can sustain our contribution to the internationalization of Quebec society? Governance and autonomy We endorse principles to ensure modern and effective governance and complete, transparent rendering of accounts. However, we hesitate to support initiatives that would restrain our capacity to steer our development, or that cast all institutions in the same mold. Universities are neither ministries nor Crown corporations, and

are not businesses. We need governance that reflects our autonomy, the diversity of our particular missions, our collegial nature, and our commitment to academic freedom. That is why we believe that good governance is best served by individual university agreements with the education department.

Are the parties prepared to put into effect the report of the Institute for Governance of Private and Public Organizations by recognizing "that good university governance is anchored by institutional autonomy" and by undertaking to respect "the diversity, history, tradition, culture and values specific to each institution"?

Funding There was consensus in 2002 that Quebec universities were underfunded by \$375 million, and that gap is much greater today. We propose that funding levels per student rise to the average per capita level at other universities in Canada, and ask the parties to make such a promise.

Like all Quebecers, we are concerned about the the global economic crisis and the need to make a response to this crisis a priority. Nevertheless Quebec must also position itself to face the challenges of the future.

Knowledge matters Our ability to sustain a strong economy and meet the challenges we face as a society, including in health care and the environment, depend on the advancement of knowledge, and on providing quality education at every level, and particularly in our universities.

That is why we ask Quebec's political parties to take a stand on the issues raised here, and to explain how they will make higher education a priority.

This article was provided by the Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), whose members are listed below :

- Heather Munroe-Blum, principal of McGill University;
- Michael Goldbloom, principal of Bishop's University;
- Judith Woodsworth, president of Concordia University;
- Denis Brière, rector of Université Laval;
- Luc Vinet, rector of Université de Montréal;
- Michel Patry, director of HEC Montréal;
- Christophe Guy, director-general of École Polytechnique de Montréal;
- Bruno-Marie Béchar, rector of Université de Sherbrooke;
- Pierre Moreau, president of Université du Québec;
- Claude Corbo, rector of Université du Québec à Montréal;
- Ghislain Bourque, rector of Université du Québec à Trois-Rivières;
- Michel Belley, rector of Université du Québec à Chicoutimi;
- Michel Ringuet, rector of Université du Québec à Rimouski;
- Jean Vaillancourt, rector of Université du Québec en Outaouais;
- Johanne Jean, rector of Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue;
- Pierre Lapointe, director-general of Institut national de la recherche scientifique;
- Marcel Proulx, director-general of École nationale d'administration publique and Yves Beauchamp, director-general of École de technologie supérieure.

LE DEVOIR : Les verts veulent plus pour l'éducation – Édition du lundi 17 novembre 2008

Fabien Deglise
Plus de professeurs, moins d'élèves par classe, une formation plus rapide des enseignants, la fin des subventions aux écoles privées, mais également la gratuité des études universitaires... «lorsqu'on en aura les moyens». Voilà en substance les engagements électoraux en matière d'éducation présentés par le Parti vert du Québec (PVQ). «Pour assurer un développement économique durable, pour une vie culturelle dynamique, pour améliorer la santé, pour réduire la pauvreté, il faut investir dans l'éducation», a indiqué ven-

dredi dernier le chef du PVQ, Guy Rainville, lors d'un point de presse tenu à l'UQAM.
Dans cette optique, les verts souhaitent injecter 460 millions de plus dans le système d'éducation afin de «travailler pour l'avenir» en «entourant» mieux les élèves. Comment? En réduisant de 11 à 17 % le nombre d'élèves par classe, surtout au primaire et au secondaire, mais aussi en augmentant les ressources spécialisées. Le parti veut aussi un programme rapide de formation des enseignants, en un an.
Pour financer ces mesures, le PVQ compte retirer les subventions aux écoles privées pour les don-

ner au secteur public. «Nous sommes la seule province canadienne à faire ça», a dit M. Rainville. Quant aux droits de scolarité, le PVQ se dit favorable à leur indexation sur l'augmentation du coût de la vie.
Pour le moment. Car, à terme, la formation politique à saveur écologiste vise surtout la gratuité, a avoué son chef. «C'est dans le programme des verts mondiaux, ajoute Rainville. Et on veut arriver à ça, quand on aura collectivement les moyens de se le payer.»

RADIO-CANADA / OUTAOUAIS : Fédérations étudiantes : Une liste de demandes - Mise à jour le jeudi 13 novembre 2008 à 15 h 28

Deux fédérations étudiantes du Québec réclament un engagement accru du gouvernement provincial dans le financement du système d'éducation postsecondaire. De passage à l'Université du Québec en Outaouais jeudi, les présidents de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont présenté les revendications étudiantes dans le cadre de la campagne électorale provinciale.

Les étudiants demandent notamment au prochain gouvernement de geler les droits de scolarité jusqu'en 2012. Les deux fédérations demandent également aux partis de s'engager à indexer l'aide financière aux coûts de la vie.
« L'aide financière aux études, c'est un excellent levier dont le Québec dispose pour s'assurer qu'un étudiant qui a les capacités, qui a la volonté d'aller au bout de ses études, puisse le faire indépendamment de ses capacités financières »,

estime David Paradis, président de la FEUQ. Selon lui, les partis politiques doivent s'engager à réformer le programme d'aide financière aux études.
Les fédérations ont fait parvenir des questionnaires aux différents partis politiques pour connaître leurs préoccupations en matière d'éducation. Elles entendent publier les réponses au cours de la campagne.

LE DEVOIR : En bref - Les étudiants veulent un gel des droits de scolarité - Édition du lundi 10 novembre 2008

La Presse canadienne
La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération collégiale du Québec (FECQ) ont demandé au prochain gouvernement provincial un moratoire sur le dégel des droits de scolarité, hier.
Ce moratoire serait abordé lors d'états généraux ou d'une consultation sur la situation de l'éduca-

tion postsecondaire au Québec. Selon les fédérations étudiantes, le dégel des droits de scolarité du gouvernement libéral de Jean Charest a laissé un manque à gagner de 71 millions dans l'aide financière aux études. Cette décision pourrait priver d'études universitaires entre 6000 et 13 000 étudiants potentiels, souligne la coalition étudiante en s'appuyant sur des études réalisées

par le ministère de l'Éducation. «C'est simple, le Québec ne peut pas se passer de tout ce talent-là. On a besoin d'une stratégie concertée à long terme. C'est terminé le patchage de nids-de-poule», a déclaré le président de la FEUQ, David Paradis.



LA TRIBUNE : FEUS: sept grandes revendications étudiantes – Lundi 10 novembre 2008

Gilles Fiset, La Tribune

(Sherbrooke) Les étudiants de l'Université de Sherbrooke demandent aux candidats de chaque partie de prendre position face aux sept grandes revendications étudiantes dont le financement des universités et le gel des frais de scolarité. C'est au cours d'une conférence de presse tenue dans ses locaux, lundi matin, que la Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke (FEUS) a fait part de sa plateforme électorale. Comme l'a expliqué son porte-parole, le vice-président aux affaires externes, Tommy Girouard-Belhumeur, la

FEUS rendra visite aux candidats, au cours de la présente campagne électorale, pour les sensibiliser à ces revendications. Elle organisera également des débats à l'université et auxquels seront invités des candidats de la région sherbrookoise. La plateforme de la FEUS, a résumé M. Girouard-Belhumeur, s'articule autour de sept grands thèmes : la réforme de l'aide financière aux étudiants, le gel des frais de scolarité, le sous-financement de l'éducation postsecondaire, la rémunération des stages en enseignement; les

étudiants internationaux, la compétition interuniversitaire et l'imputabilité des universités. Les universités, rappelle la FEUS, sont aux prises avec un déficit accumulé de 400 millions \$. Le prochain gouvernement, dit la FEUS, « devra s'attaquer au-sous-financement par le biais d'un réinvestissement public massif. Il devra de même s'engager à exiger du gouvernement fédéral le rétablissement des transferts aux provinces pour l'éducation postsecondaire à leur niveau de 1994-1995, soit un rétablissement de 3,5 milliards \$, dont 816 millions \$ pour le Québec ».

MÉTRO : La FEUQ et la FECQ entrent dans la campagne : Sombre bilan en éducation pour le gouvernement Charest – Lundi 10 novembre 2008

AUDREY LAVOIE, MÉTRO

Les fédérations étudiantes universitaires et collégiales (FEUQ et FECQ) ont fait une sortie, hier, pour rappeler l'importance de l'éducation. Elles en ont profité pour dresser un sombre bilan du dernier mandat des libéraux au Québec. Malgré le fait que la FEUQ et la FECQ disent attendre les plateformes des différents partis pour se prononcer, les deux présidents, David Paradis et Xavier Lefebvre Boucher, se sont faits caustiques envers le premier ministre sortant et son parti.

David Paradis octroie la note F au gouvernement Charest, alors que Xavier Lefebvre Boucher lui accorde un D.

En plus de critiquer la coupe de 103 M\$ dans le programme de prêts et bourses, la déréglementation des frais pour les étudiants internationaux et la non-indexation de l'aide financière aux études, les étudiants protestent contre le dégel des frais de scolarité amorcé en 2007 et demandent un moratoire sur ce dégel.

«Selon les études du ministère de l'Éducation, ce dégel privera de 6 000 à 13 000 étudiants poten-

tiels de la possibilité de faire des études universitaires, dénonce le président de la FEUQ. Dans le contexte économique que nous connaissons, le Québec ne peut pas se priver d'autant de futurs diplômés.»

La FEUQ et la FECQ ont aussi présenté leur plateforme de revendications, qui en compte 34. Elles demandent aux partis politiques de faire de l'éducation la priorité absolue de cette campagne.

[Vidéo](#)

24 HEURES : L'éducation et la campagne électorale québécoise : La FECQ et la FEUQ interpellent les partis politiques – Lundi 10 novembre 2008

Stéphane Rolland



Le président de la FEUQ, David Paradis (à gauche), et son homologue de la FECQ, Xavier Lefebvre Boucher, en conférence de presse, à Montréal dimanche matin.

Photo: Stéphane Rolland
Québec doit augmenter l'aide financière versée aux étudiants, s'il ne veut pas que l'économie perde sa future main-d'œuvre.

C'est ce qu'ont affirmé à Montréal le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), David Paradis, le président de la Fédéra-

tion étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Xavier Lefebvre Boucher, en conférence de presse, dimanche matin.

Ils ont également demandé aux formations politiques de faire connaître leur programme en matière d'éducation.

Plus d'argent pour les étudiants

Les deux intervenants ont réclamé un moratoire sur le dégel des frais de scolarité entamé par le gouvernement Charest. Depuis l'automne 2007, la facture des étudiants universitaires augmente de 500 \$ par session. Cette hausse se poursuivra jusqu'en 2012.

«De 6000 à 13 000 étudiants trouveront le coût des études universitaires trop élevé pour les poursuivre. Le Québec ne peut tout simplement pas se priver d'autant de futurs diplômés», déplore David Paradis.

Xavier Lefebvre Boucher a, quant à lui, demandé l'indexation de l'aide financière en fonction du coût de la vie. Selon lui, cela coûterait 71 millions de dollars au Trésor québécois.

«Actuellement, les étudiants qui obtiennent de l'aide financière ont en moyenne 7 \$ par jour.

C'est rire des étudiants qui en bénéficient. On ne demande pas la lune. On veut simplement que l'aide financière soit adaptée à la réalité», dénonce le président de la FECQ.

L'éducation une priorité nationale

L'économie a beau être le sujet principal de la campagne électorale, David Paradis entend bien faire de l'éducation une priorité nationale.

«C'est par l'éducation que nous allons renforcer notre économie. Le gouvernement va se tirer dans le pied s'il laisse les étudiants en plan», explique David Paradis, le président de la FEUQ.

Pour l'instant, les deux associations ne soutiennent aucun candidat. Ils demandent aux différents partis politiques de faire connaître leur position par rapport à leurs revendications.

Cette conférence fait suite à la publication d'un sondage CROP commandé par la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) dont les résultats démontrent que 97% des répondants veulent que l'éducation soit un enjeu important dans la campagne.

THE GAZETTE : Student group wants tuition on voters' minds : Demands reversal of Liberals' fee hikes – Monday, November 10, 2008

A provincial election called over the issue of the economy is an excellent time to re-think a decision to unfreeze tuition fees, a pair of student federations contend.

"The paradox is that on the one side, the government is saying we can't afford to lose a single skilled worker," said David Paradis, president of the Fédération étudiante universitaire du Québec, which claims to represent 120,000 of the province's university students. "But on the other, the Education Ministry's own figures say that removing the tuition freeze will result in 6,000 to 13,000 fewer students attending university."

Saying that the Dec. 8 provincial general election "will play a defining role in the future of Quebec,"

Paradis, who met the press along with Xavier Lefebvre Boucher, head of the Fédération étudiante collégiale du Québec, noted that young Quebecers "have a lot of concerns" over just how well they'll be able to balance continuing their education against the grim economic times ahead.

"There's a major, planet scale economic crisis in progress right now, there's a real threat of a recession, we're facing increased and very aggressive international competition and we have a lack of skilled manpower.

"It's not complicated. We need a strong, long term strategy (for post-secondary education), the pothole patching approach will no longer work.

"We need university graduates ... and by investing in education, we all win."

The federations' main concern is a decision by the Liberal government to remove a freeze on tuition hikes and phase in a \$500 annual tuition increase over five years.

The student groups contend such a move will cause the province's already shrinking pool of skilled labour to shrink even further.

"We want all of the parties in this election to agree to a moratorium on any increase in tuition fees," Paradis said. "And then hold an estates general, a consultation with all of the actors involved in education in Quebec that will finally

allow us to come up with a long term (education) strategy for Quebec.”

Paradis said each of the political parties in this year's campaign would be sent questionnaires seeking their positions on the issues affecting

post-secondary education in Quebec, and their answers, or lack of them, would be published in student newspapers.

“Afterwards, students can look at those responses and vote their conscience,” he said.

While they maintain they are non-partisan, both federations also intend to tour the province to “remind local politicians and remind the heads of the parties that young people are the future of Quebec.”

CYBEPRESSE : Frais de scolarité: les étudiants réclament un moratoire – Dimanche 09 novembre 2008

Alexandre Geoffrion-McInnis, La Presse Canadienne

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération collégiale du Québec (FECQ) ont demandé au prochain gouvernement provincial un moratoire sur le dégel des droits de scolarité, dimanche.

Ce moratoire serait abordé à travers des états généraux ou une consultation sur la situation de l'éducation postsecondaire au Québec. Selon les fédérations étudiantes, le dégel des droits de scolarité du gouvernement libéral de Jean Charest a laissé un manque à gagner de 71 millions \$ dans l'aide financière aux études.

Cette décision pourrait priver d'études universitaires entre 6000 et 13 000 étudiants potentiels, souligne la coalition étudiante en s'appuyant sur des études réalisées par le ministère de l'Éducation.

«C'est simple, le Québec ne peut pas se passer de tout ce talent-là. On a besoin d'une stratégie concertée à long terme. C'est terminé le patchage

de nids-de-poule», a déclaré le président de la FEUQ, David Paradis.

La FEUQ et la FECQ ont indiqué qu'elles avaient l'intention de participer activement à la campagne électorale notamment en effectuant une tournée du Québec pour rappeler aux chefs des différents partis les préoccupations des jeunes.

«Nous allons aussi mettre de l'avant la liste des préoccupations des étudiants et nous allons distribué des questionnaires aux chefs des différents partis politiques afin de connaître leurs positions en éducation et permettre aux étudiants de faire un choix éclairé le jour du vote», a dit M. Paradis.

Une meilleure conciliation famille-études, l'indexation annuelle de l'aide financière aux études et le réinvestissement provincial en éducation postsecondaire au niveau de 1994-1995 figurent parmi les autres revendications des fédérations étudiantes.

«Les étudiants d'aujourd'hui doivent souvent jongler avec leurs livres, la poussette et les couches. Il faut éviter que les étudiants aient à choi-

sir entre la famille et les études», a indiqué M. Paradis.

Les fédérations étudiantes ont précisé qu'elles étaient préoccupées par la crise économique actuelle, mais que le gouvernement provincial «se doit d'investir dans l'éducation pour maintenir le niveau d'innovation et le pouvoir d'achat» du Québec.

Pour financer ces actions, la FEUQ et la FECQ suggèrent au gouvernement de récupérer les transferts fédéraux du Québec en éducation, estimés, selon elles, à 820 millions \$.

«Il faut rendre les cégeps et les universités accessibles financièrement et géographiquement. C'est comme ça qu'on va se bâtir une société forte, qui pourra rivaliser avec les nouvelles puissances mondiales», a répété le président de la FECQ, Xavier Lefebvre Boucher.

Les deux fédérations ont précisé qu'elles ne soutenaient aucun parti politique et qu'elles encourageaient les étudiants à aller exercer leur droit de vote le 8 décembre prochain.

RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Prêts et bourses : Les étudiants reprennent le collier - Mise à jour le jeudi 6 novembre 2008, 15 h 35

Les fédérations étudiantes du Québec dénoncent l'insuffisance du régime de prêts et bourses. La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) rappellent que les montants d'aide n'ont pas été indexés depuis 1999.

Les deux fédérations, qui regroupent 160 000 étudiants, réclament une révision des critères du régime. Ainsi pour soutenir les jeunes parents, les fédérations demandent à Québec de cesser d'inclure le versement des pensions alimentaires dans le calcul de l'aide financière aux études.

Le président de la FECQ, Xavier Lefebvre-Boucher, souligne que le ministère considère que des parents ayant un revenu familial de 30 000 \$ peuvent contribuer aux études de leurs enfants. Selon M. Lefebvre-Boucher, ce seuil devrait être augmenté à 45 000 \$.

Au total, les mesures de redressement réclamées totalisent 143 millions de dollars annuellement. « Avec l'argent qui vient du Programme canadien de subventions aux étudiants, on est capable d'aller en chercher une partie, soit 85 millions par année », fait valoir M. Lefebvre-Boucher. Le problème, ajoute le président de la FECQ, c'est

que le Québec peut se retirer de ce programme fédéral et utiliser l'argent transféré par Ottawa à une autre fin que la bonification du régime de prêts et bourses.

Aux yeux de Xavier Lefebvre-Boucher, la campagne électorale est une occasion d'obtenir des engagements politiques. Il souligne que l'acquisition du savoir est l'une des solutions pour sortir de la crise économique, surtout en région.

Il promet que les fédérations et les associations locales interrogeront les partis et les candidats à ce sujet.

LE SOLEIL : Les étudiants réclament 225 millions \$ - Jeudi 06 novembre 2008

Carl Thériault, collaboration spéciale, Le Soleil (Rimouski) Au moment où le premier ministre Charest déclenchait les élections, hier, les fédérations étudiantes lançaient sur la table des partis politiques une facture additionnelle de 225 millions \$ pour l'aide financière aux étudiants.

«On se fera un plaisir de rappeler nos demandes durant les campagnes électorales et de talonner les partis politiques pour qu'ils se prononcent.

(...) Ce n'est actuellement pas dans les cartons de suivre le premier ministre et (...) il n'y a pas de grève sur les écrans radars. On veut faire des critiques constructives et documentées», a dit David Paradis, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

La somme récurrente de plus de 200 millions \$ comprend 71 millions \$ pour la non-indexation du programme d'aide financière depuis 1999, 85

millions \$ du programme canadien de subventions aux étudiants (avec exercice du droit de retrait par Québec), 35 millions \$ pour la conciliation études-famille des parents étudiants et une hausse du seuil de contribution minimale parentale de 30 000 \$ à 45 000 \$ qui équivaldrait à une contribution de 37 millions \$.

Droits de scolarité

THE OTTAWA CITIZEN : Students uprising – Thursday, November 06, 2008



More than 3,000 students marched in downtown Ottawa yesterday in a provincewide day of action to demand lower tuition fees and increased funding for post-secondary education. The rally, organized by the Canadian Federation of Stu-

dents, wound its way through downtown to the Human Rights Monument at Lisgar and Elgin streets. Organizer Seamus Wolfe said: 'Any day that we have three to four thousand students out to fight for post-secondary education is a good

day.' He said the protest was to bring attention to the fact that Ontario has the lowest per-capita funding for post-secondary education and the highest tuition rates in the country for graduate students.

LE DROIT : Des étudiants manifestent pour un gel des droits de scolarité en Ontario – Jeudi 06 novembre 2008



Michel Lafleur, LeDroit
Bryan Michaud, Le Droit

Environ mille étudiants universitaires, du collégial et du secondaire ont manifesté, pour exiger du gouvernement de Dalton McGuinty un gel des frais de scolarité, jeudi, dans le centre-ville d'Ottawa.

La manifestation a débuté par une marche dans les rues du centre-ville, vers 10h, pour atteindre son point culminant en face du Monument des droits de la personne, à l'intersection de la rue Elgin et de l'avenue Laurier.

«Il y a beaucoup de jeunes qui n'ont pas accès à une grande carrière parce que les frais de scolarité sont élevés et qu'ils n'arrêtent pas de grimper, lance le vice-président de l'Association étudiante

de l'Université Carleton, Erik Halliwell. Il en coûte, par année, 5 000 \$ à un étudiant en ingénierie, 8 000 \$ pour un étudiant en études internationales et 16 000 \$ pour les étudiants étrangers.»

M. Halliwell assure que les associations étudiantes ne lâcheront pas le morceau et garderont la pression sur le gouvernement ontarien jusqu'au moment où ils auront gain de cause.

Selon ce dernier, il n'est pas normal que les frais de scolarité en Ontario soient plus élevés que la moyenne canadienne.

RADIO-CANADA / OTTAWA-GATINEAU : Frais de scolarité : Protestation étudiante - Mise à jour le mercredi 5 novembre 2008 à 17 h 52

Plus de 1000 étudiants d'Ottawa ont envahi les rues du centre-ville, mercredi, pour manifester leur mécontentement contre les hausses des frais de scolarité imposées par les universités.

Des étudiants de l'Université d'Ottawa, de l'Université Carleton, de la Cité collégiale et des élèves

du secondaire se sont rassemblés au centre-ville pour faire passer leur message. Ils demandent au premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty, de mettre un frein à ces augmentations.

Les étudiants refusent de porter le fardeau du sous-financement de leurs institutions d'ensei-

gnement et demandent au gouvernement d'assumer ses responsabilités.

Des manifestations semblables ont lieu partout dans la province mercredi.

Belgique : PPP en éducation

LE SOIR : Les étudiants s'expriment : Liège. Près de 500 élèves de secondaire ont manifesté ce jeudi leur opposition aux projets de partenariats public-privé (PPP) - Vendredi 14 novembre 2008

PIERRE MOREL

Cette semaine (*Le Soir* du 13/11), le gouvernement de la Communauté française a adopté le décret « PPP », partenariat public-privé, qui doit lui permettre de faire appel au secteur privé pour financer des travaux de rénovation et entretien de ses bâtiments scolaires.

On avait déjà pu constater lors d'une réunion à l'Athénée de Liège 1 (*Le Soir* du 23/10) combien ce décret fait peur au corps professoral et à certaines directions.

Ce jeudi matin, ce sont les étudiants qui ont fait entendre leur voix : près de 500 d'entre eux ont manifesté à Liège. Ils étaient venus principalement du Lycée de Waha, de l'Athénée Liège 1, de l'Icadi et de l'IPES de Herstal, écoles devant

lesquelles des piquets avaient été organisés (sans cependant réellement perturber la bonne marche des cours).

Une organisation du Comité des élèves francophones (CEF), un syndicat écolier informel qui, sous l'appellation CEL, avait déjà manifesté contre ce projet de décret en 2006.

« Ce partenariat avec le privé nous semble annoncer une privatisation larvée de l'enseignement », souligne l'un des manifestants. « L'État a sauvé les banques grâce à des emprunts conclus à des taux très raisonnables, mais ici, il va se faire arnaquer par le privé, affirme l'un des leaders du mouvement. Ce que la Communauté va payer au privé, cela va être répercuté sur les écoles, et donc sur les élèves. L'enseignement est censé

être gratuit, mais les écoles demandent déjà, d'une manière ou d'une autre, des participations à leurs élèves. Le PPP va accentuer le clivage entre riches et pauvres. »

« On veut une école gratuite, et chauffée correctement toute l'année, souligne une jeune fille à ses côtés. Il est temps de refinancer l'enseignement, oui, mais c'est le rôle du public ! »

La manifestation s'est disloquée dans le calme vers midi. Le CEF entend maintenant initier semblables initiatives partout en Belgique : « Nous sommes les premiers concernés. Nous pensons que nous avons notre mot à dire sur le présent et l'avenir des écoles ! »

LA LIBRE BELGIQUE : Enseignement : Manifestation d'élèves contre le décret de PPP - Jeudi 13 novembre 2008

Mis en ligne le 13/11/2008

Les manifestants, élèves en 3e, 4e, 5e et 6e années du secondaire, étaient principalement issus de l'Athénée Liège 1, du Lycée Léonie de Waha (Liège), de l'IPES de Herstal et de l'Icadi.

A l'appel du Comité des Ecoliers Francophones (CEF), un syndicat officieux d'élèves du secondaire, près de 500 écoliers ont manifesté jeudi à Liège contre le décret de partenariat public-privé (PPP), récemment adopté par le parlement de la Communauté française.

Ce décret doit permettre à la Communauté de faire appel au secteur privé pour financer les

travaux de reconstruction, rénovation et entretien de ses bâtiments scolaires. Pour les jeunes manifestants, il s'agit là d'un premier pas vers une privatisation de l'école.

"Cette méthode de refinancement, avec la redevance annuelle que la Communauté va verser au privé, va inévitablement retomber sur les écoles et sur les élèves", estime un des leaders du mouvement.

"Alors que l'enseignement devrait être gratuit, beaucoup d'écoles sollicitent déjà leurs élèves. L'Etat va se faire arnaquer par le privé. Il faut

un refinancement strictement public de l'enseignement."

Les manifestants, élèves en 3e, 4e, 5e et 6e années du secondaire, étaient principalement issus de l'Athénée Liège 1, du Lycée Léonie de Waha (Liège), de l'IPES de Herstal et de l'Icadi. Le CEF avait organisé des piquets devant ces écoles, et les manifestants en sont partis pour se rejoindre sur la place du Marché, où la manifestation s'est disloquée dans le calme.

RTBF : Manifestation d'élèves du secondaire contre le décret de PPP à Liège – Jeudi 13 novembre 2008

A l'appel du Comité des Ecoliers Francophones (CEF), un syndicat officieux d'élèves du secondaire, près de 500 écoliers ont manifesté jeudi à Liège contre le décret de partenariat public-privé (PPP), récemment adopté par le parlement de la Communauté française.

Ce décret doit permettre à la Communauté de faire appel au secteur privé pour financer les travaux de reconstruction, rénovation et entretien de ses bâtiments scolaires. Pour les jeunes mani-

festants, il s'agit là d'"un premier pas vers une privatisation de l'école".

"Cette méthode de refinancement, avec la redevance annuelle que la Communauté va verser au privé, va inmanquablement retomber sur les écoles et sur les élèves", estime un des leaders du mouvement. "Alors que l'enseignement devrait être gratuit, beaucoup d'écoles sollicitent déjà leurs élèves. L'Etat va se faire ici arnaquer par le

privé. Il faut un refinancement strictement public de l'enseignement."

Les manifestants, élèves en 3e, 4e, 5e et 6e années du secondaire, étaient principalement issus de l'Athénée Liège 1, du Lycée Léonie de Waha (Liège), de l'IPES de Herstal et de l'Icadi. Le CEF avait organisé des piquets devant ces écoles, et les manifestants en sont partis pour se rejoindre sur la place du Marché, où la manifestation s'est disloquée dans le calme.

RAPPEL : RTBF : Le privé investit dans l'école – Jeudi 29 mai 2008

Le gouvernement de la communauté française a adopté ce matin le décret PPP, pour partenariat public privé. Il institue un financement alternatif des bâtiments scolaires, tous réseaux confondus. En clair, dans les 10 prochaines années, ce sont des sociétés privées qui rénoveront 10 à 15% des infrastructures scolaires, pour un montant d'un milliard d'euros. En échange, ces sociétés recevront une redevance annuelle de la Communauté française...

La Communauté française toujours été à l'étroit dans son budget se devait de trouver la parade. Elle tient en lettres : PPP pour partenariat public

privé. Un système déjà utilisé par d'autres pouvoirs publics. Ces sociétés privées vont prendre en charge la construction, la rénovation mais aussi la maintenance des bâtiments scolaires pendant 25 à 30 ans.

Elles n'en deviendront pas propriétaires mais elles percevront pendant ce laps de temps une redevance. L'idée a été lancée il ya trois ans par Joëlle Milquet, elle est aujourd'hui traduite en projet de décret. La première phase de travaux est déjà prévue pour l'an prochain.

Pour l'instant, la Communauté française réalise des audits ; elle analyse les besoins les plus

urgents dans une soixantaine d'écoles environ. Elle composera ensuite des sortes de lot par situation géographique ou par type de travaux par exemple. Ces lots seront proposés aux investisseurs ; la première phase de travaux absorberait un petit tiers de l'enveloppe globale, soit 300 millions environ.

A noter encore qu'il y a en Wallonie et à Bruxelles, 3.600 établissements, tous réseaux et tous niveaux confondus hors université et au total, 10 à 15% d'entre elles seront concernées par ce milliard d'Euros du PPP.

Cégeps

LE SOLEIL : Rimouski au rythme des étudiants – Lundi 24 novembre 2008

Carl Thériault, collaboration spéciale, Le Soleil

(Rimouski) Tous les jours, au café La Brûlerie d'ici, au centre-ville de Rimouski, les conversations abondent entre étudiants de l'Université du Québec (UQAR), ceux du cégep et de l'Institut maritime du Québec situés à proximité. Au centre-ville comme ailleurs, la présence des étudiants se voit partout?: dans les commerces, les résidences, dans les transports.

Cette forte présence d'étudiants rythme la vie de Rimouski au moins neuf mois par année. L'expression «L'industrie du savoir» prend tout son sens. Sur les 43 000 citoyens de Rimouski, les tiers (15 000) sont aux études.«Il y a des étudiants et des professeurs qui fréquentent régulièrement notre établissement, du dimanche au lundi, et l'endroit est devenu un lieu apprécié pour les travaux en équipe. Nous fournissons des dictionnaires, l'accès à Internet, parfois des crayons. Lors des fins de session, nous voyons des étudiants carburer au café. Dès que les étudiants de l'université quittent au printemps, il y a une baisse suivie d'une autre lorsque les cours prennent fin au cégep», affirme Anne-Marie Boucher, à l'emploi de la Brûlerie d'ici depuis 10 ans.

Maria Anastasaki, étudiante en maîtrise en éthique à l'UQAR, apprécie l'atmosphère de la Brûlerie d'ici. «À la fin de mon cours, j'avais juste hâte de revenir à Montréal. À Montréal, j'avais hâte de revenir à Rimouski pour faire un bac en développement social et ma maîtrise en éthique», raconte-t-elle au Soleil qui la rencontre au café.

Il faut savoir que la région immédiate de Rimouski compte 11 écoles primaires, trois écoles secondaires, un centre de formation professionnelle, un cégep, l'Institut maritime de Rimouski et son école de plongée professionnelle, le Conservatoire de musique de Rimouski et l'Université du Québec à Rimouski.

Dès la rentrée de septembre, ces étudiants se dirigent au Festi Jazz, et pendant l'année, ils sont très nombreux au Colisée de Rimouski pour suivre un match de hockey junior et appuyer la populaire équipe l'Océanic, ou ils apprécient aller à la salle Desjardins-TELUS pour un spectacle. Sans oublier la présence étudiante dans les multiples activités de plein air.

Des étudiants de 35 pays

Près de 270 étudiants provenant de 35 pays sont inscrits à l'UQAR et des dizaines d'autres venant de l'île de La Réunion sont inscrits au cégep.

Parmi ces étudiants étrangers, 14 sont de la République populaire de Chine; ils sont ici en immersion pour apprendre la langue française. L'adaptation n'est pas facile, relate INFO-UQAR, l'organe d'information de l'institution.

«S'ils disent que les gens sont sympathiques, ils trouvent par ailleurs que la nourriture est beaucoup trop sucrée.» La barrière de la langue est encore difficile à franchir. Ils souhaitent que les gens qui les abordent parlent plus lentement.

Main-d'oeuvre disponible

Cette forte présence étudiante à Rimouski signifie en même temps une bonne offre de main-d'oeuvre mais cela ne va pas au détriment des résultats scolaires.

Plus d'une centaine d'entreprises s'engagent dans la réussite scolaire en permettant aux jeunes de concilier travail et études puisqu'un trop grand nombre d'heures de travail (au-delà de 20 heures par semaine) peut nuire à la poursuite des études. Au cégep qui en accueille 2500, un étudiant sur deux occupe un emploi occasionnel.

L'engagement des entreprises prend la forme d'une adhésion formelle à favoriser la persévérance scolaire auprès de leur personnel étudiant et de l'obtention d'un diplôme avant l'embauche d'un étudiant à temps plein.

LE SOLEIL : Étudiants à Rimouski: retombées de plus de 30 millions \$ - Lundi 24 novembre 2008

Carl Thériault, collaboration spéciale, Le Soleil

(Rimouski) L'impact économique et culturel des étudiants se déploie sous de multiples facettes à Rimouski. Les chiffres parlent quand le groupe de promotion Rimouski, ville étudiante évoque des retombées de plus de 30 millions \$ et plus de 2700 emplois sans compter les centaines d'emplois à temps partiel occupés par les étudiants.

Cette cohorte d'étudiants exerce une pression sur la demande de logements même si les étudiants réussissent, malgré un taux d'inoccupation très bas, à trouver à se loger, note Jacques Lavoie, coordonnateur de Rimouski, ville étudiante.«Plusieurs étudiants vont se loger jusqu'à Sainte-Luce, au Bic ou dans le quartier Sainte-Blandine, ce qui les oblige à avoir une automobile», constate M. Lavoie.

Les autorités municipales ont mis en place le Réseau de covoiturage en ligne qui sert à créer des liens entre conducteurs et passagers.

Un tarif étudiant pour le service Taxibus, INTER-Taxibus et transport adapté est en vigueur même si le débat se poursuit sur l'amélioration du transport en commun pour les étudiants.

Vie culturelle

Cette caractéristique particulière de Rimouski a nécessairement une résonance sur la vie culturelle.

Pour la première fois à la mi-novembre, un spectacle grand public, Rendez-vous étudiant 2008, a réuni sur une même scène des étudiants de l'Université, du cégep, de l'Institut maritime, du Conservatoire de musique, du Centre de formation Rimouski-Neigette et des écoles secondaires.

«Il y avait 16 artistes sur scène pour cette première présentation. Nous aurons par ailleurs la Semaine de l'étudiant, du 7 au 15 février; cette semaine a pour objectif de mettre en valeur les étudiants en leur remettant des bourses en collaboration avec la municipalité. Il y a aussi un volet sociocréatif qui s'appelle le Bol des Neiges», explique Jacques Lavoie. Secondaire et cégep en spectacles s'ajoutent comme ailleurs à cette contribution. À l'UQAR, les étudiants étrangers organisent, à la fin de l'année universitaire, des activités multiculturelles dont un grand souper qui donne lieu à une prise de contact avec la communauté en mettant en valeur des talents culinaires ou artistiques de plusieurs d'entre eux.

L'Orchestre symphonique de l'Estuaire et l'Orchestre symphonique des jeunes du Québec maritime bénéficient directement de la présence du



Conservatoire de musique de Rimouski qui accueille 70 élèves.

Et les sports

La vie sportive anime aussi la région de Rimouski avec cette présence d'autant d'étudiants en saison.

Ainsi, on peut voir de nombreux étudiants de niveau collégial et universitaire au Colisée de

Rimouski pour voir évoluer le club de hockey junior majeur l'Océanic, dont plusieurs joueurs fréquentent ces mêmes institutions. L'université reconnaît le travail du joueur étudiant du mois en lui remettant une bourse.

On imagine que des dizaines de ces joueurs de l'Océanic pensent déjà à la présentation de la coupe Memorial prévue en mai 2009.

Des étudiants actifs dans différents sports (collégial AA), les Pionniers du Cégep de Rimouski par exemple, font leur marque sur le plan provincial. «Rimouski ville étudiante», c'est l'expression d'une grande fierté pour les citoyens de la région.

RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Groupe Collegia : Un campus à Marrakech - Mise à jour le vendredi 21 novembre 2008, 13 h 46

Le Groupe Collegia, le service de formation continue du Cégep de Matane, a annoncé, jeudi, avoir signé un contrat avec l'entreprise minière Managem du Maroc.

Son expertise sera mise à contribution pour établir un campus à Marrakech et pour élaborer un

programme pédagogique afin de former les employés de la multinationale.

L'entente s'élève à 500 000 \$. Elle est d'une durée de deux ans.

« On les accompagne, on les outille afin qu'ils puissent mettre sur pieds le campus, explique le directeur du Groupe, Paul Thériault. » Il ajoute

que l'entreprise Managem aura par la suite les moyens de développer son centre de formation, d'évaluer les besoins en compétences et de trouver des formateurs compétents.

M. Thériault mentionne que ce contrat démontre que l'expertise du Groupe Collegia est reconnue à l'étranger.

THE GAZETTE : Student union ' in complete control ' : \$ 43,000 in fees has disappeared – Friday, November 21, 2008

ANN CARROLL, THE GAZETTE

The Dawson Student Union says its money management problems are well in hand, despite the disappearance of \$43,000 in student activity fees in the last two years.

"We are in complete control at the moment," said Kat Teller, student union president at the downtown CEGEP. "The student union is in the best state it has ever been in."

Teller said a student has admitted to using a union credit card to rack up \$29,000 in personal expenses, including clothes, jewellery and trips.

The union contacted Montreal police in September to report the alleged misuse of funds, Teller said, and has asked a lawyer to file a lawsuit to recover the missing money.

The student has yet to be charged by police, or named in a civil suit.

Julien Déry, a student who is circulating a petition against the union, says the fiasco proves CEGEP students are too young to handle thousands of dollars in activity fees on their own.

"That's vast amounts of money that teens are managing without experience," Déry said.

The union collects \$280,000 in annual student activity fees, and allocates the money to campus clubs, the radio station, the newspaper and student union events and operations.

Déry said management of student activity fees should revert to the school administration, which controlled expenditures before the student union accreditation in 2005.

But Teller says there is no need to get the administration involved.

"We're taking all the right steps to ensure this never happens again," Teller said, citing recently adopted measures to improve spending oversight and limit misuse of funds.

The union executive has cancelled its credit card, Teller said, and will hire a bookkeeper and set up a finance committee to monitor spending.

The measures, outlined to union members at a general assembly meeting Monday, will be incorporated into the union charter in 2009, Teller said.

The union's long overdue audits for 2005-08 also will be ready for the general assembly meeting next spring, she added.

The Canadian Federation of Students, which serves 85 associations representing half-a-million students, says the Dawson Student Union is on the right track.

"The current leadership has done a lot," said Brent Farrington, national deputy chairperson of the federation.

"They took the bull by the horns to ensure that their members' money is protected, and that this won't happen again."

Farrington said misuse of student association funds is rare on Canadian campuses.

The federation includes groups with annual budgets ranging from \$3,000 (University of Prince Edward Island Graduate Student Association), to \$9 million (University of Manitoba Student Union).

"The vast majority have no problems," Farrington said, noting that many associations hire bookkeepers and accountants to track spending and prepare annual statements. But Déry remains skeptical. "The financial measures put in place are a step in the right direction, but they don't answer the question of how this was allowed to happen in the first place."

LE DEVOIR : Dossier Formation continue - Les cégeps souhaitent développer la formation à temps partiel et les cours hors programme : Le réseau collégiale plaide pour un « financement adéquat » et un assouplissement des règles – Édition du samedi 15 et du dimanche 16 novembre 2008

Brigitte Saint-Pierre

La Fédération des cégeps estime que le réseau collégial fait partie de la solution aux pénuries de main-d'œuvre qualifiée. Elle préconise «une meilleure adéquation entre l'offre de formation continue collégiale et les besoins de recyclage et de perfectionnement de la main-d'œuvre». Pour y parvenir, elle plaide pour un «financement adéquat», un assouplissement des règles administratives et une plus grande flexibilité dans l'organisation du travail. Le réseau collégial public souhaite développer la formation continue à temps partiel et les cours hors programme. «Dans les collèges du Québec actuellement, ce qu'on fait beaucoup, c'est de la formation pour les adultes, mais à temps plein», indique Gaëtan Boucher, président-directeur général de la Fédération des cégeps.

«On vise, avec la formation à temps partiel, particulièrement les personnes qui sont en emploi et qui sont peut-être menacées de le perdre dans une période de turbulence comme on connaît, ou encore qui veulent améliorer leurs qualifications», poursuit-il.

Le nombre de personnes inscrites à un programme de formation continue à temps partiel dans le

réseau collégial public est passé de 60 585 en 1992 à 11 496 en 2006. Selon M. Boucher, cette situation s'explique par un désengagement, de la part d'Emploi-Québec, de la formation à temps partiel. En 2006, le nombre d'étudiants à temps plein inscrits à un programme de formation continue dans un cégep public était de 10 933, comparativement à 8073 en 1992.

Des travailleurs peuvent par ailleurs souhaiter suivre un ou plusieurs cours, par exemple en bureautique ou en comptabilité, sans s'inscrire à un programme. Leur objectif est alors d'acquérir des compétences très particulières et non d'obtenir un diplôme. Les cours hors programme permettraient de répondre à leurs besoins. «C'est complètement absent actuellement de notre réalité», dit M. Boucher.

La Fédération des cégeps fait valoir que les personnes immigrantes qualifiées qui veulent suivre une formation d'appoint pour s'intégrer au marché du travail pourraient également profiter de programmes à temps partiel ou de cours hors programme.

Le réseau collégial souhaite aussi éviter d'avoir à refuser des personnes dans les programmes de

formation continue à temps plein, faute de moyens. «Au cours des dernières années, à cause des modèles de financement de l'enseignement collégial, plusieurs milliers d'adultes n'ont pas pu trouver réponse à leurs besoins dans les collèges, particulièrement à Montréal et à Québec», déplore le président-directeur général de la Fédération des cégeps.

Besoins et demandes

Il faudra remplacer, dans les prochaines années, de nombreux travailleurs qui atteindront l'âge de la retraite, en plus de combler de nouveaux emplois. Une bonne proportion des postes à pourvoir seront des emplois de technicien ou de technologue, fait valoir M. Boucher.

Le réseau collégial affirme avoir besoin de leviers réglementaires, organisationnels et financiers pour développer la formation continue. «Il faut que le financement soit au rendez-vous pour accueillir ces nouvelles clientèles», affirme d'abord M. Boucher. La Fédération des cégeps plaide aussi pour un assouplissement des règles administratives régissant les collèges.

Le président-directeur général mentionne à titre d'exemple que, en raison des règles de finance-

ment actuelles, il n'est pas possible d'offrir un cours de formation continue s'il n'y a pas un nombre donné d'étudiants qui veulent le suivre. Dans certaines régions du Québec, cela peut poser problème. M. Boucher croit que si, par exemple, huit personnes désirent s'inscrire à un cours, il faudrait pouvoir répondre à leurs besoins. Il estime que le Québec n'a pas les moyens de laisser des gens sur le carreau.

Les cégeps souhaitent aussi obtenir une «enveloppe budgétaire ouverte», à l'instar des universités. À l'heure actuelle, ils ont une «enveloppe budgétaire fermée». «Nous avons un budget et quand il est épuisé, nous devons attendre l'année suivante», explique M. Boucher. Si une personne se présente par exemple au mois de décembre pour suivre une formation en janvier, le cégep en question risque fort de ne pas pouvoir l'accepter, parce que son enveloppe budgétaire est épuisée, et de devoir lui dire de revenir en avril. Les cégeps désirent éviter que cette situation se produise.

Plus de flexibilité

La Fédération des cégeps préconise aussi une plus grande flexibilité dans l'organisation du travail. «On va souhaiter assez rapidement s'asseoir avec nos vis-à-vis syndicaux pour faire en sorte que les règles des conventions collectives soient plus et mieux adaptées à la réalité de la formation continue», indique M. Boucher. Selon lui, ces règles ont davantage été conçues en fonction d'une clientèle composée de jeunes en formation initiale. Les cégeps veulent par exemple être en mesure d'offrir des services le soir et la fin de semaine. En 2006-2007, quelque 290 000 personnes ont suivi des cours de formation continue dans les collèges de l'Ontario, comparativement à moins de 23 000 dans les cégeps publics au Québec. «Il y a un retard considérable à rattraper», affirme M. Boucher.

Formation continue offerte

En 2007, 11 313 adultes étaient inscrits à un programme de formation continue à temps plein et 10 913 personnes suivaient une formation continue à temps partiel dans un cégep public au Québec. Leur âge moyen était de 31 ans.

La clientèle des cégeps en formation continue est composée d'adultes en emploi qui désirent améliorer leurs qualifications ou se recycler, de prestataires de l'assurance emploi ou de l'aide sociale en démarche de réorientation, ainsi que de personnes qui veulent faire reconnaître leurs acquis et leurs compétences et suivre au besoin une formation d'appoint. «Les attestations d'études collégiales offertes par les collèges le sont en fonction des besoins du marché du travail établis par Emploi-Québec», affirme M. Boucher.

La Fédération des cégeps a répertorié un certain nombre d'initiatives de collèges québécois. Le cégep de Chicoutimi a par exemple offert de la formation et des services de placement à des travailleurs de l'industrie forestière âgés de plus de 50 ans qui avaient perdu leur emploi à la suite de la fermeture d'une usine.

Le collège Gérald-Godin, situé dans l'ouest de l'île de Montréal, a pour sa part mis au point une attestation d'études collégiales destinée aux techniciens de l'industrie pharmaceutique.

THE GAZETTE : Dawson Student Union contacts police : MONEY HAS BEEN MISAPPROPRIATED' Questions raised about how \$ 840,000 in activity fees have been spent since 2005 – Saturday, November 15, 2008

How did the Dawson Student Union spend an estimated \$840,000 in student activity fees over the past three years?

Some students at the downtown college are demanding an answer to that question since the union hasn't published financial statements since it became accredited in 2005.

Kat Teller, the newly appointed student union president, told The Gazette yesterday "money has been misappropriated."

The student union has contacted police, said Teller, who wouldn't disclose how much money was allegedly misappropriated, saying it would be discussed at the union's general assembly on Monday at Dawson College.

Their auditor will show previous audits and their lawyer will also speak to students, she said.

"I think we're taking the right steps to ensure this doesn't happen again by wanting to pass these financial controls, which is why it's so important that our students come out and take a vote on this."

The proposed new controls include hiring an independent bookkeeper. Executive members no longer have credit cards, Teller said.

Teller, who took over at the helm in August, said her executive is also new to the student union.

The student union receives \$280,000 annually in student activity fees, which are used to finance clubs, on-campus events and agendas given to students.

The controversy comes three years after it became an accredited student union, which gives student groups legal recognition similar to that of a trade union. It also follows a protracted dispute

with Dawson College over control of student activity fees that ended with an out-of-court settlement that gave the student union financial autonomy.

The student union is required to publish audits for its membership, Teller said.

The reason it hasn't done so yet, she added, is because there weren't enough financial controls when the union first became accredited, which made the audits take longer.

A petition against the student union was published in The Plant, the student newspaper.

"We're not doing a witchhunt," said Julien Déry, a first-year student who has helped circulate the petition and plans to show up at Monday's meeting.

"All we want is to ensure that our money was well-managed," he said.

LA TRIBUNE : Le Cégep de Drummondville garde le programme d'arts plastiques – Vendredi 14 novembre 2008

Jean-Pierre Boisvert, La Tribune (DRUMMONDVILLE) Le ministère de l'Éducation vient d'autoriser le Cégep de Drummondville à offrir le programme d'études pré-universitaires en arts plastiques sur une base permanente.

Répondant à un besoin maintes fois manifesté par la communauté, cette décision vient consacrer de

nombreuses années d'efforts qui avaient déjà conduit à une autorisation provisoire au trimestre d'automne 2005. Une deuxième cohorte vient d'ailleurs de quitter le collège vers de nouvelles perspectives universitaires, telles que les arts plastiques, les communications graphiques, le design, etc.

Comme l'a souligné la ministre Michelle Courchesne, le programme en arts plastiques est de plus en plus populaire auprès de la clientèle étudiante. «La hausse constante des inscriptions dans ce programme nous donne l'assurance de sa viabilité à long terme», a-t-elle commenté.

24 HEURES.CA : Les cégepiens ont de plus en plus de troubles d'apprentissage – Lundi 10 novembre 2008

Il n'y a pas qu'au primaire et au secondaire où le nombre d'élèves en difficulté augmente. Les cégeps n'échappent pas à cette réalité.

En deux ans seulement, le nombre d'élèves ayant des troubles d'apprentissage a presque doublé, forçant les cégeps à revoir les services offerts.

Selon les chiffres fournis par la Fédération des cégeps et publiés par *Le Soleil* lundi, il y avait 426 étudiants qui éprouvaient de sérieux troubles d'apprentissage en 2006, comparé à 769 en 2007. C'est une hausse de 55 % en deux ans.

La bonne nouvelle, c'est que ces étudiants arrivent à obtenir un diplôme d'études secondaires malgré leurs difficultés, affirme Mario Beauchemin, président de la Fédération des enseignants du cégep.

LE SOLEIL : Troubles d'apprentissage : Les cégepiens en difficulté augmentent – Lundi 10 novembre 2008

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil (Québec) Il n'y a pas qu'au primaire et au secondaire où le nombre d'élèves en difficulté augmente. Les cégeps n'échappent pas à cette réalité. En deux ans seulement, le nombre d'élèves ayant des troubles d'apprentissage a presque doublé, forçant les cégeps à revoir les services offerts.

Selon les chiffres fournis par la Fédération des cégeps, il y avait 426 étudiants qui éprouvaient de sérieux troubles d'apprentissage en 2006, comparé à 769 en 2007. Une hausse de 55 % en deux ans.

La bonne nouvelle, c'est que ces étudiants arrivent à obtenir un diplôme d'études secondaires malgré leurs difficultés. La mauvaise nouvelle,

c'est qu'une fois arrivés au cégep, ils ne reçoivent pas les services auxquels ils auraient droit, affirme Mario Beauchemin, président de la Fédération des enseignants du cégep.

«Présentement, les services sont quasi inexistant, dit-il. Les profs sont démunis, ça alourdit considérablement la tâche dans la classe. Il y a un grand manque de formation.»



Même son de cloche de la part de Bernard Bérubé, président de la Fédération du personnel professionnel des cégeps. «Il y a cinq ans, les élèves en difficulté d'apprentissage, c'était un phénomène très rare. Maintenant, ça explose littéralement. On n'a jamais eu autant d'appels d'enseignants qui craquent et qui ne savent pas quoi faire avec ces jeunes.»

Le risque, ajoute-t-il, est que ces étudiants ayant besoin d'un encadrement particulier nuisent au reste de la classe, si les services ne sont pas au rendez-vous.

Un autre problème est le manque de collaboration entre les commissions scolaires et les cégeps. «Les dossiers ne suivent pas, dit M. Bérubé. Le jeune a eu un plan d'intervention au secondaire, mais une fois arrivé au cégep, il faut repartir à zéro. On a encore beaucoup de chemin à faire là-dessus.»

Orthopédagogues à la rescousse

Pour répondre aux besoins de ces étudiants, des cégeps ont commencé à embaucher des orthopédagogues, une nouveauté dans le réseau collégial. Selon un relevé effectué par la Fédération du personnel professionnel des cégeps, une dizaine de collèges ont embauché des orthopédagogues ou des professionnels qui offrent ce type de services, à temps plein ou à temps partiel.

C'est le cas du Cégep Limoilou, qui est présentement en recrutement. «L'augmentation des problèmes d'apprentissage, c'est un problème de société. On a décidé que l'embauche d'un orthopédagogue était la meilleure façon de répondre à ce problème», affirme la directrice des ressources humaines, Nicole Laflamme.

La présidente de l'Association des orthopédagogues du Québec, Lise Bibaud, confirme la tendance. «Mais ça commence lentement, dit-elle. La

machine est grosse et ça prend du temps avant de décaler des budgets.»

Cette année, un réinvestissement de 75 millions \$ dans le réseau collégial, provenant des coffres d'Ottawa, a permis aux cégeps de mieux respirer. L'argent supplémentaire sert justement à améliorer les services aux étudiants. Chaque cégep y va selon ses priorités : au Cégep de Sainte-Foy, par exemple, les ressources ont servi à améliorer l'aide en français, sans toutefois avoir recours aux services d'un orthopédagogue.

Pour Mme Bibaud, la nouvelle clientèle d'étudiants en difficulté au niveau postsecondaire est «le sujet de l'heure», puisqu'on doit leur offrir les mêmes services «par souci d'équité», dit-elle.

Il n'a pas été possible vendredi de joindre le président de la Fédération des cégeps, Gaëtan Boucher. Le sous-financement du réseau collégial est évalué à 305 millions \$.

RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN : Formation technique : Les cégeps en mal de recrutement - Mise à jour le dimanche 9 novembre 2008 à 13 h 48

Les quatre établissements collégiaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont de plus en plus de difficulté à recruter des étudiants dans de nombreux programmes techniques où les mathématiques et les sciences sont essentielles.

Selon le *Progrès-Dimanche*, au moins 13 de ces programmes techniques sont en pénurie de clientèle étudiante.

Le directeur général du cégep de Jonquière, Michel Gravel, explique que ces programmes de

formation sont pourtant en lien direct avec les besoins de l'économie régionale. Ils offrent d'excellentes possibilités d'emploi, soutient M. Gravel. Ce dernier croit d'ailleurs que les acteurs de l'éducation et du monde du travail devraient mieux se concerter afin d'attirer les jeunes vers ces programmes techniques.

« Je pense qu'il y a une méconnaissance de la qualité de ces emplois-là pour les jeunes. Ce sont vraiment des emplois intéressants, ouverts sur le

monde et qui peuvent donner une foule d'opportunités », affirme le directeur général du cégep de Jonquière.

« Je pense que les jeunes ont peut-être une perception de ces emplois-là qui n'est pas la bonne », ajoute M. Gravel. « Partout à la grandeur du Québec, les PME et l'industrie se les arrachent », conclut-il.

THE GAZETTE : CEGEPs brace for a different crop : WITH THE FIRST group of reform-educated students set to start college in 2010, the big question is whether they'll be more – or less – prepared for higher education – Saturday, November 08, 2008



Valérie Barnabé teaches history to Secondary IV students at Laurier MacDonald High School in St. Léonard last May.

VINCENZO D'ALTO SPECIAL TO THE GAZETTE

Crunch time. With their final exam only days away, students in Cathy Chevrier's English class hunkered down in groups at Laurier Macdonald High School in St. Léonard.

Their task was to take an essay separated into different pieces of paper and to put it back together in logical order.

"Miss, we're done!" a boy with glasses called out first.

"You don't have a thesis in your introduction," Chevrier said, looking at how the four boys arranged the essay. On their next try, Chevrier asked them: "How come you have the thesis in the conclusion?"

Chevrier used that hands-on group exercise to prepare her Grade 10 students for their final English exam last June. With two Grade 9 classes last year, Chevrier was familiar with Quebec's new curriculum, which went into effect in Grade 10 this fall.

The reform, she said, has forced her to re-think how to get students to learn some things by building their own knowledge while still arriving at the proper conclusion.

Helping students become critical thinkers and apply what they've learned is part of the thrust behind Quebec's sweeping education reform, which will be fully implemented during the next school year.

The big question now for colleges is: What should they expect when the first cohort of reform-educated students lands on their doorsteps in 2010?

"There is a major change in the way things are taught," said Keith Henderson, director-general of John Abbott College. "I think that's the biggest thing that people in the college system are wondering about – are these students going to be trained in such a different way that we're going to have to change the way that we deal with them?" Henderson contends the reform actually brings the high school system more in line with CEGEPs, which put in place competency-based education in 1994. "Basically it's where you're focusing on giving students true skills, where they integrate and they apply what they've learned, as opposed to giving them a lot of information and hope that they retain it," he explained.

Faculty need to know what the changes are at the high school level so if something that is needed for the college curriculum hasn't been addressed, "that we deal with it here," Henderson said.

His belief is the more staff know about the changes at the high school level, "the more relieved they'll be."

"I'm banking on the fact that we'll have a much better prepared cohort of students by then."

Work is under way to help ease the transition. "When you make a change to the secondary system, it always means you have to adapt the college system," said Henderson, who is chairing a commission of the Conseil supérieur de l'éducation, which is looking at how colleges should be gearing up to receive the students in 2010.

In its eventual report to the advisory body to Quebec's Education Department, Henderson said the commission will make recommendations to colleges, school boards and government about how to make the transition as seamless as possible.

Gaëtan Boucher, head of the Fédération des CEGEPs, said their concern now is not being sure that incoming students will have the knowledge, competencies and skills to undertake college studies.

Boucher met with Education Minister Michelle Courchesne and government bureaucrats this fall and said he got a good hearing. A working group is being set up "in the coming days" with people from colleges, school boards and government to ensure CEGEP teachers have a much better grasp of what is coming in terms of program content and pedagogical approaches, Boucher said.

Stéphanie Tremblay, a spokesperson with Quebec's Education Department, noted that when new high school programs are developed, people from the CEGEP level are also part of the process to ensure that the knowledge required is sufficient.

"The minister is confident that the transition will be done in a harmonious way," Tremblay said.

For the past two years, most of Quebec's English CEGEPs have been involved in a project looking at how the new mathematics and science curriculum is preparing high school students for CEGEP. High school staff and the Education Department are also working on the project.

There is far more biology in the new curriculum than in the previous one, said Karim Jaffer, a physics professor at John Abbott College who is part of the initiative.

"When the CEGEP teachers hear about the reform and they hear about the implementation problems, it's natural for them to assume that they're going to be in for a very rocky period from 2010 for at least a couple of years," Jaffer said.

“What we’re trying to do is minimize that rockiness by making them as informed as possible” about what the variability will be among incoming students, he said.

24 HEURES : Selon le vérificateur général : Québec devrait mieux encadrer les cégeps – Mercredi 05 novembre 2008

SELON LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Québec devrait mieux encadrer les cégeps

PAR LA PRESSE CANADIENNE

Le ministère de l'Éducation devrait mettre son nez dans les engagements financiers des cégeps, selon le vérificateur général du Québec, qui brandit le spectre du fiasco financier de l'UQAM.

Il pointe du doigt le laxisme dans les relations d'affaires entre les cégeps et leurs partenaires, avec la complicité tacite du ministère.

Au bout du compte, dans certains cas, ce sont les contribuables qui doivent

payer la note, selon les vérifications comptables effectuées par Renaud Lachance, dans le premier tome de son rapport annuel, rendu public hier.

« Normalement », Québec devrait « demander une forme de reddition de comptes aux cégeps », a-t-il déclaré en conférence de presse.

Québec verse 1,3 milliard \$ par an au réseau des cégeps.

Or, le ministère de l'Éducation peut devoir inter-

venir lorsque les cégeps subissent des pertes financières, rappelle le vérificateur général, qui a examiné les états financiers de six cégeps.

La direction d'un cégep a la latitude de s'engager financièrement dans un projet, sauf que si le projet tourne mal, le gouvernement, « dans des cas extrêmes, va devoir payer », comme dans le dossier de l'UQAM, a-t-il rappelé.

CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL

À une échelle plus modeste, note M. Lachance, le ministère de l'Éducation a dû verser en mars dernier 2,5 millions \$ au cégep du Vieux-Montréal, qui a perdu de l'argent lors de la vente d'une résidence étudiante.

Le vérificateur général note que le ministère ne possède aucun portrait d'ensemble des partenaires des cégeps.

Aucune autorisation du ministère n'est requise avant que les cégeps n'engagent des fonds dans un projet, ajoute-t-il.

AUTRES LACUNES

Par ailleurs, comme chaque année, le rapport annuel du vérificateur général relate des lacunes chez d'autres organismes gouvernementaux.

Par exemple, le ministère de la Santé évalue mal son soutien aux organismes communautaires.

Il lui reproche notamment de ne pas procéder à

une « réévaluation systématique et périodique » du montant accordé à chacun de ces organismes.

Des lacunes ont été ob-

servées, également, dans la délivrance des permis d'alcool par la Régie des alcools, des courses et des jeux.



PHOTO ARCHIVES

Selon Renaud Lachance, aucune autorisation du ministère n'est requise avant que les cégeps n'engagent des fonds dans un projet.

DEVENEZ SPÉCIALISTE EN PEINTURE INDUSTRIELLE

Beaucoup disponible

Peinture industrielle

Secteurs d'activités :

- Aérospatiale
- Fabrication de produits
- Fabrication et installation d'appareils d'éclairage
- Équipement de transport
- Luminaires et lampes

DÉBUT : 24 novembre 2008
DURÉE : 27 semaines

Formation courte

CONDITIONS : avant de commencer une formation, il faut obtenir un permis d'emploi-Québec. Pour être admissible, vous devez : être prestataire ou avoir été au cours des 4 dernières années ou des 5 dernières années de maternité ou parentales ou être prestataire de l'aide sociale ou du revenu. FORMATIONS OFFERTES EN COLLABORATION AVEC LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

Services aux entreprises et de formation continue
Certifié ISO 9001

Po 5

LE DEVOIR / JOURNAL DE MONTRÉAL / MÉTRO / CYBERPRESSE : Québec n'encadre pas assez les cégeps, dit le vérificateur général – Édition du mercredi 05 novembre 2008 / Mercredi 05 novembre 2008 / Mardi 04 novembre 2008

Jocelyne Richer, La Presse Canadienne Québec

Le ministère de l'Éducation devrait mettre son nez dans les engagements financiers des cégeps, selon le vérificateur général du Québec [dans son rapport annuel 2008-2009, Chapitre 5], qui brandit le spectre du fiasco financier de l'UQAM.

Il pointe du doigt le laxisme dans les relations d'affaires entre les cégeps et leurs partenaires, avec la complicité tacite du ministère.

Au bout du compte, dans certains cas, ce sont les contribuables qui doivent payer la note, selon les vérifications comptables effectuées par Renaud Lachance, dans le premier tome de son rapport annuel, rendu public mardi.

« Normalement », Québec devrait « demander une forme de reddition de comptes aux cégeps », a-t-il déclaré en conférence de presse.

Québec verse 1,3 milliard \$ par an au réseau des cégeps.

Or, le ministère de l'Éducation peut devoir intervenir lorsque les cégeps subissent des pertes

financières, rappelle le vérificateur général, qui a examiné les états financiers de six cégeps.

La direction d'un cégep a la latitude de s'engager financièrement dans un projet, sauf que si le projet tourne mal, le gouvernement, « dans des cas extrêmes, va devoir payer », comme dans le dossier de l'UQAM, a-t-il rappelé.

Dans un rapport précédent, M. Lachance avait dénoncé la « gouvernance déficiente » et le manque de suivi rigoureux du ministère de l'Éducation ayant mené au fiasco financier de l'UQAM.

Québec a englouti 400 millions \$ de fonds publics pour aider l'UQAM à se sortir du gouffre.

À une échelle plus modeste, note M. Lachance, le ministère de l'Éducation a dû verser en mars dernier 2,5 millions \$ au cégep du Vieux-Montréal, qui a perdu de l'argent lors de la vente d'une résidence étudiante.

Le vérificateur général note que le ministère ne possède aucun portrait d'ensemble des partenaires des cégeps.

Aucune autorisation du ministère n'est requise avant que les cégeps n'engagent des fonds dans un projet, ajoute-t-il.

Par ailleurs, comme chaque année, le rapport annuel du vérificateur général relate des lacunes chez d'autres organismes gouvernementaux.

Par exemple, le ministère de la Santé évalue mal son soutien aux organismes communautaires.

Il lui reproche notamment de ne pas procéder à une « réévaluation systématique et périodique » du montant accordé à chacun de ces organismes.

Des lacunes ont été observées, également, dans la délivrance des permis d'alcool par la Régie des alcools, des courses et des jeux.

Enfin, M. Lachance conclut que rien ne porte à croire qu'il y a dilapidation des fonds publics ou d'abus de pouvoir de la part du Protecteur du citoyen.

C'est la protectrice du citoyen qui lui avait demandé, en mars dernier, de vérifier des allégations contenues dans une lettre anonyme.

27 millions \$ pour les cégeps de Lanaudière et Lionel-Groulx

PAR JEAN-CLAUDE GRENIER

Le gouvernement du Québec a confirmé des investissements de 13,8 millions \$ au cégep Lionel-Groulx à Ste-Thérèse et de 13 millions \$ au cégep de Lanaudière à Terrebonne.

Cette aide financière de plus de 26 millions \$ est destinée à l'agrandissement des établissements. La somme investie au cégep de Terrebonne permettra à l'établissement de majorer

sa capacité d'accueil à 1300 élèves. « Il est essentiel de répondre aux besoins des élèves et des enseignants avec des équipements et des infrastructures appropriés. » a déclaré la

ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne. Quant au cégep Lionel-Groulx, il procédera à la réalisation de la deuxième phase de son projet d'agrandissement. Le collège

de Ste-Thérèse pourra augmenter le nombre d'élèves de 3800 à 4800. L'institution a aussi reçu une enveloppe de 2,3 millions \$ pour la réflexion de ses laboratoires de sciences.

LE DEVOIR : Gouvernance des cégeps et des universités - Les employés se disent sous-représentés – Édition du samedi 1er et dimanche 02 novembre 2008

Clairandrée Cauchy
Les projets de loi sur la gouvernance des cégeps et des universités, déposés jeudi à l'Assemblée nationale, sont décriés par les syndicats d'employés du secteur post-secondaire. Ces derniers déplorent l'affaiblissement de la représentation des employés au sein des instances décisionnelles. Les administrateurs provenant de l'interne «sont parfaitement à même d'alerter les membres du conseil d'administration si la direction de l'établissement cède à des projets aventureux. Leur connaissance du milieu et leur sensibilité quant à la portée des décisions stratégiques en font des interlocuteurs privilégiés», a fait valoir le président de la Fédération nationale des enseignants (FNEEQ-CSN), Ronald Cameron. Dans un communiqué conjoint, les syndicats de la CSN représentant des professeurs d'université, des employés de soutien, des chargés de cours et des enseignants de cégep ont qualifié d'«inacceptable» l'imposition de deux tiers d'ad-

ministrateurs externes dans les conseils d'administration (CA).
La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et le Syndicat des professionnels du gouvernement (SPGQ) abondent dans le même sens. «Non seulement le contrôle de nos institutions publiques est cédé à des administrateurs provenant du secteur privé, mais de plus le gouvernement impose à nos collèges et universités une culture de la performance qui est totalement contraire à leur propre mission. C'est donc dire que des intérêts purement économiques risquent maintenant de primer sur tout autre lié à la formation, la recherche et la création, ce qui n'a aucun sens», a déploré le président de la Fédération des enseignants de collège (FEC-CSQ), Mario Beauchemin. Les étudiants ne l'entendent pas de la même façon, notamment la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). Tout en mettant des bâtons sur la plus grande emprise du privé sur les CA, le président de la FECQ, Xavier Lefebvre

Boucher salue le «renforcement des pratiques de gestion». «Une telle proposition arrive à point pour éviter de possibles dérapages financiers comme ce fut le cas dans certaines universités», a affirmé M. Lefebvre Boucher.
L'Institut de recherche et d'information socio-économiques (IRIS), qui s'est penché récemment sur les sources de financement des universités, a ajouté sa voix au concert de protestation contre l'augmentation de membres externes sur les CA. «Ce n'est pas une carence de gestionnaires externes qui est à la source de la crise de l'UQAM, mais plutôt l'influence croissante d'un mode de régulation propre au secteur privé et importé de force dans les services publics», a soutenu le chercheur Philippe Hurteau. La logique de gouvernance privée qui s'imisce dans les universités les conduit à une dynamique de concurrence et à une gestion, sans égard aux services publics qu'elles doivent offrir, estime l'IRIS.

LE DEVOIR : En bref - Le documentaire Trisomie 21 - Le défi Pérou est primé en Abitibi – Édition du samedi 1er et dimanche 02 novembre 2008

Devoir Le
C'est l'émouvant documentaire Trisomie 21 - Le Défi Pérou de Lisette Marcotte suivant le périple de jeunes adultes trisomiques et de leurs accompagnateurs au Machu Picchu péruvien, ovationné dimanche dernier, qui a récolté le Grand Prix Hydro-Québec au 27e festival abitibien. En plus des projections officielles au Théâtre du Cuivre de Rouyn, le film avait eu droit à des

séances supplémentaires au cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, à la Maison Pie XII et à la Résidence Saint-Pierre pour personnes âgées. Le jury du prix Communications et Société a considéré ce documentaire «comme un modèle inspirant de coopération internationale vécue dans le respect et la réciprocité qui va au-delà d'un formidable exemple de courage et de dépassement de soi qui force l'admiration». Ce jury a également décerné

une mention spéciale à l'excellent film Papa à la chasse aux lagopèdes de Robert Morin. Le prix Télébec du court métrage est allé à Next Floor de Denis Villeneuve, déjà largement primé ailleurs. Quant au laurier de la meilleure animation RNC Media, il coiffe Mia et le migou de Jacques-Rémy Girerd.

FESTIVAL DU CINÉMA INTERNATIONALE EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE : TRISOMIE 21 / DÉFI PÉROU – Octobre-novembre 2008

Première mondiale



Canada

2008
Documentaire
Betacam numérique NTSC
Couleur
90 min
Version originale française
Sous-titre : Aucun
Réalisation :
Lisette Marcotte
Interprétation :
Jean-Marie Lapointe, Jean-François Martin
Production :

PRODUCTIONS AVANTAGES
Imaginez six jeunes adultes ayant une trisomie 21, six stagiaires du Cégep du Vieux-Montréal, deux professeurs et Jean-Marie Lapointe vivant ensemble une expérience hors de l'ordinaire : l'ascension du Machupicchu et la participation à un projet communautaire auprès de villageois péruviens

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Rive-Nord : 27 millions pour l'éducation - Mise à jour le vendredi 31 octobre 2008 à 17 h 01

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a choisi la journée d'Halloween pour jouer à la bonne fée sur la Rive-Nord de Montréal. Mme Courchesne a annoncé des investissements de 26,8 millions de dollars dans deux cégeps de la région. Elle a d'abord annoncé l'investissement de 13 millions de dollars au cégep de Lanaudière à

Terrebonne et 13,8 millions de dollars au collège Lionel-Groulx. Cette aide financière, destinée à l'agrandissement des établissements, était prévue au plan quinquennal des immobilisations 2008-2013.

« L'école n'est pas qu'un lieu d'apprentissage. C'est aussi un milieu de vie à part entière. Nos cégeps doivent être at-

trayants, accueillants, stimulants et sécuritaires pour que nos étudiantes et nos étudiants aient le goût d'y réaliser des projets et d'y façonner leur avenir. — Michelle Courchesne

L'argent investi à Terrebonne servira à agrandir et réaménager le cégep de Lanaudière. L'établissement pourra ainsi hausser sa capacité d'accueil à



1300 élèves. « Il est essentiel de répondre aux besoins des élèves et des enseignants en matière d'équipement et d'infrastructures scolaires », a déclaré le ministre Courchesne.

Quant au cégep Lionel-Groulx, situé à Sainte-Thérèse au nord de Montréal, il procédera à la réalisation de la deuxième phase de son projet d'agrandissement. Le collège pourra ainsi augmenter le nombre d'élèves de 3800 à 4800. Le

coût total du projet est de 26,8 millions de dollars.

Le cégep a également obtenu une subvention de 2,3 millions pour la réfection de ses laboratoires de sciences.

Québec : Universités

RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE : UQAT : Expertise autochtone qui s'élabore - Mise à jour le lundi 24 novembre 2008 à 16 h 58

L'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) a lancé lundi matin à Amos sa cinquième chaire de recherche, une chaire en foresterie autochtone.

Grâce à cette chaire, les chercheurs espèrent faire un pont entre le savoir traditionnel des Premières Nations et les connaissances scientifiques. Ils souhaitent également offrir aux communautés autochtones des outils pour faciliter leur participation à l'aménagement des forêts.

« On a un projet avec Pikogan et Tembec sur le terrain. On a aussi un autre projet avec Kitcisakik

et Domtar. Il faut savoir que depuis quelques années, les compagnies sont en quelque sorte obligées de consulter et d'accommoder les Premières Nations dans l'aménagement forestier qu'elles réalisent sur leurs territoires. Des fois elles [les communautés] manquent d'outils. Pas nécessairement de volonté », indique le titulaire de la nouvelle chaire, Hugo Asselin.

La place des femmes dans la gestion des forêts sera également étudiée. « Ce que je veux tenter d'explorer c'est la place des femmes dans la gestion et l'aménagement forestier. Voir comment

l'implication des femmes pourrait apporter une plus grande contribution des peuples autochtones dans la gestion territoriale », indique l'étudiante au doctorat, Susie Belzile.

Quant à la rectrice de l'UQAT, Johanne Jean, elle affirme que la mise en place de la nouvelle chaire de recherche vient confirmer l'expertise de l'université en matière autochtone. Elle espère que la chaire permettra à l'université de recruter des chercheurs de renom.

LE DEVOIR : 1ère page : L'entrevue - Madame la rectrice : Judy Woodsworth entreprend sa mission au commandement de l'université Concordia – Édition du lundi 17 novembre 2008

Clairdrée Cauchy

Nommée à la fin de l'été, la première femme rectrice de l'université Concordia sera intronisée officiellement ce matin, lors d'une cérémonie de collation des grades. Judith Woodsworth revient à ses anciens amours, regagnant par la grande porte l'université où elle a commencé sa carrière en 1980. La rectrice Judith Woodsworth apparaît détendue lors d'une rencontre à ses bureaux dans le centre-ville, visiblement heureuse d'être de retour dans ses terres. Cette détentrice d'un doctorat en littérature française, qui a commencé sa carrière de professeure à l'université Concordia en 1980, a été recrutée alors qu'elle terminait sa sixième année comme rectrice à l'université Laurentienne.

La dame, née en France de parents anglophones, a souvent été aux confins des univers anglophone et francophone: soit comme professeure de littérature française à Concordia, comme directrice du département ou encore comme rectrice d'une université bilingue ontarienne. Elle ne cache pas aujourd'hui son souhait de courtiser davantage la clientèle francophone. Déjà, Concordia accueille 18 % de francophones. Les anglophones composent 55 % de la population étudiante et les allophones, 27 %. Il y a chez les francophones un bassin d'expansion à l'heure des déficits budgétaires.

Déjà, depuis son retour au Québec, cet été, Mme Woodsworth dit constater une plus grande ouverture envers l'anglais que lorsqu'elle est partie pour Halifax à la fin des années 1990. « Il y avait une période où les Québécois voulaient préserver leur langue. Je pense qu'ils ont réussi, cela va assez bien et, maintenant, ils sont plus ouverts à poursuivre des études en anglais », fait-elle valoir. La nouvelle rectrice jongle avec des mesures pour répondre aux besoins des étudiants francophones. « S'il y a un intérêt, on peut ajouter des cours d'anglais d'appoint, un programme de transition pendant l'été », avance Mme Woodsworth, qui succède à Claude Lajeunesse, dont le mandat s'était terminé abruptement en octobre 2007 après un différend avec le conseil d'administration.

Du classique et un plan stratégique

L'idée, comme beaucoup d'autres, sera débattue cet automne, alors que l'élaboration du premier

plan stratégique de l'université bat son plein. Voilà le premier mandat qui occupe Mme Woodsworth depuis son entrée en fonction: produire d'ici au mois de juin un plan qui définira l'allocation des ressources, les secteurs à développer, l'évolution des dépenses d'immobilisation, etc. Elle a même repoussé pour ce faire la grande campagne de financement réclamée par son conseil d'administration. « Je n'ai pas voulu lancer la campagne avant d'avoir une mission, une vision bien définie des orientations stratégiques », explique la rectrice.

La semaine dernière, des « world cafés » se tenaient sur les deux campus pour consulter la communauté universitaire d'une façon un peu originale. Quatre personnes, réunies autour d'une table avec un animateur, dans une ambiance bercée de musique classique discutaient pendant une vingtaine de minutes, pour ensuite changer de table et poursuivre sur un autre thème.

Cette consultation presque new age cédera le pas à des assemblées plus traditionnelles au cours des prochaines semaines. Une version préliminaire du plan stratégique cheminera ensuite dans les instances formelles de l'université au début 2009. Avec un sourire, la nouvelle rectrice reconnaît que le processus apparaît un peu complexe. « C'est une organisation où il y a tellement de gens intelligents qui ont chacun une opinion. Il y a tellement de bonnes idées, ce n'est pas facile d'arriver à un consensus. »

Elle sait que l'exercice peut susciter des réticences parmi le corps professoral. « Il est important, non seulement pour notre conseil d'administration mais aussi de plus en plus pour le gouvernement et pour le public d'être transparent. C'est une question de marketing certes, mais aussi de reddition de comptes. Dans la nouvelle loi proposée par le ministre de l'Éducation, cela deviendrait même obligatoire. »

Elle fait ici référence au projet de loi sur la gouvernance des universités, qui prescrit notamment la composition des conseils d'administration et oblige les institutions à présenter un plan stratégique avec des objectifs précis. À l'instar de plusieurs de ses collègues recteurs, Mme Woodsworth n'apprécie guère le projet de loi, mort au feuillet avec le déclenchement des élections. « C'est un peu étonnant de voir à quel point le

gouvernement veut imposer des règlements à des institutions qui ont l'habitude d'être autonomes », constate la rectrice qui appréhende des modifications aux statuts de son université pour s'y conformer.

« On verra après les élections », laisse tomber la rectrice avec philosophie. Pour l'heure, elle se préoccupe plutôt de chiffres... L'université Concordia tente tant bien que mal de s'extirper d'un déficit budgétaire. De douze millions l'an dernier, on espère qu'il oscillera entre trois et cinq millions à la fin de l'exercice financier en juin. « Ce sera trois si le scénario d'augmentation des inscriptions se concrétise », précise la rectrice.

Mais encore, tout dépend dans quels programmes sont inscrits ces étudiants. Concordia, comme l'UQAM, s'estime défavorisée par la nouvelle formule de financement, en vigueur depuis deux ans. Certaines disciplines ne seraient pas subventionnées adéquatement. « Je vais sûrement collaborer avec mon homologue à l'UQAM pour voir si on peut faire quelque chose », avance prudemment Mme Woodsworth.

Les scénarios de hausses importantes des droits de scolarité évoqués à l'occasion dans le milieu universitaire ne lui apparaissent pas comme une panacée. « J'ai beaucoup de sympathie pour les étudiants, surtout pour la population étudiante que nous avons ici, dont plusieurs sont les premiers de la famille à fréquenter les universités, des immigrants, des gens issus de familles peu nanties. »

Le système d'aide financière trop complexe sert mal les étudiants. « Si on clarifie tout cela et que les étudiants sont assurés de recevoir l'aide dont ils ont besoin, je serai plus à l'aise avec une augmentation des frais », fait valoir la rectrice, qui aimerait aussi augmenter les bourses données directement par l'Université.

Pas de doute, la rectrice aura fort à faire. Cela ne lui fait pas peur. On sent même un brin de fierté dans son regard à l'idée de pouvoir enfin relever de tels défis dans l'université qu'elle a dû quitter pour acquérir ailleurs une expérience de gestion significative.

Son visage doux rayonne avec plus d'éclat lorsqu'elle rappelle qu'aucune femme n'a auparavant assumé la direction de Concordia. Qu'est-ce que cela change? « Cela peut modifier la perception de



la fonction. Pour moi, c'est moins une fonction de pouvoir qu'une fonction de service à la communauté. [...] Les femmes sont peut-être plus portées à prendre des décisions en équipe, à consul-

ter davantage. Cela a aussi des inconvénients, parce que cela prend plus de temps avant de prendre une décision, mais une fois qu'elle est prise, les gens sont peut-être plus satisfaits»,

conclut Mme Woodsworth. Sur ce, elle invite le grand public à lui transmettre ses suggestions pour le plan stratégique à l'adresse president@concordia.ca.

LA PRESSE : Palmares MacLean's : McGill encore première, Concordia dernière – Lundi 17 novembre 2008

Daphné Cameron, La Presse
Pour la quatrième année consécutive, l'Université McGill est arrivée en tête du palmarès des universités canadiennes publié par la revue Maclean's. Si l'institution anglophone se félicite de cette première place, d'autres universités montréalaises se questionnent toujours sur la méthodologie du classement. C'est la 18e fois que le magazine publie ce palmarès controversé. Cette année, il se divise en trois catégories: les universités qui ont des facultés de médecine, celles qui n'en ont pas mais qui offrent un éventail de programmes aux trois cycles d'en-

seignement, et les universités qui offrent surtout des programmes de baccalauréat. Dans la catégorie des institutions qui ont une faculté de médecine, McGill se classe première sur 15. Les universités Laval, de Montréal et Sherbrooke traînent derrière, respectivement aux 12e, 13e et 14e places. Dans la catégorie des établissements qui offrent des programmes de baccalauréat, de maîtrise et de doctorat, l'Université Concordia est arrivée dernière sur 11. Quant à l'Université du Québec à Montréal, elle brille par son absence. L'administration a décidé en 2000 de ne plus se plier à l'exer-

«Nous avons décidé de nous retirer, car le palmarès semblait davantage être une mesure de la richesse et de la notoriété des institutions que de la qualité de l'enseignement dans nos programmes», affirme la directrice du service des relations avec la presse, Francine Jacques. «Nous considérons que l'approche de Maclean's n'est pas scientifique», tranche la porte-parole de Concordia, Christine Mota. «L'un des facteurs pris en considération dans l'évaluation est le nombre d'années que mettent les étudiants pour décrocher leur diplôme. C'est injuste pour notre établissement, car environ 45% de nos étudiants sont à temps partiel.»

LE DEVOIR : Îlot Voyageur: l'UQAM n'aura plus à supporter le poids des intérêts à payer : Québec met 200 millions dans une fiducie en attendant un règlement – Édition du vendredi 14 novembre 2008

Clairandrée Cauchy
Québec place dans une fiducie 200 millions de dollars pour «tenir l'Université du Québec à Montréal indemne des conséquences financières de l'îlot Voyageur». Les intérêts réalisés sur le montant en fiducie pourront être utilisés pour assumer les frais encourus par l'UQAM en attendant que le ministère des Finances termine les négociations afin de dégager l'université de ce bourbier financier. Le ministère de l'Éducation s'engage de plus à verser une subvention additionnelle si les intérêts de la fiducie s'avéraient insuffisants pour couvrir les frais financiers. Contexte électoral oblige, l'annonce a été faite en début de soirée hier, après que Le Devoir eut découvert que le montant de 245 millions annoncé par la ministre de l'Éducation le 9 octobre dernier n'avait toujours pas été versé à l'UQAM et interrogé le cabinet de la ministre à ce sujet. À ce jour, les subventions conditionnelles de 65 millions et les 180 millions promis pour éponger la dette liée à la construction du Complexe des sciences n'ont pas été versés, ce qui entraîne des frais d'intérêt de 27 000 \$ par jour. Des questions avaient aussi été posées sur les frais financiers qui s'accumulaient dans le dossier de l'îlot Voyageur depuis plus d'un an. Au cabinet de Michelle Courchesne, on a assuré que ces frais d'intérêt seraient assumés par le gouvernement.

Cette aide s'ajoutera à l'engagement pris en septembre 2007 par le gouvernement de faire en sorte que l'UQAM ne soit pas touchée par les conséquences financières de l'îlot Voyageur. Mais voilà, les modalités de cette aide n'étaient toujours pas connues jusqu'à hier, et les frais financiers continuaient de s'accumuler sur la marge de crédit de l'UQAM. Ce flou inquiétait d'autant plus à l'UQAM que les négociations entre le promoteur immobilier Busac et le ministère des Finances semblaient pouvoir traîner en longueur. Le Devoir révélait d'ailleurs en octobre que les deux parties n'avaient pas encore commencé à négocier sur le montant des pénalités liées au retrait de l'UQAM. «Le gouvernement a décidé de verser dans une fiducie les 200 millions de dollars qu'il avait prévu pour ce dossier dans son cadre financier 2007-08. L'UQAM recevra les intérêts gagnés sur le capital de la fiducie, ce qui lui permettra de payer les intérêts qu'elle doit assumer sur les emprunts réalisés jusqu'à maintenant pour financer le projet de l'îlot Voyageur. Il reste maintenant à terminer la négociation avec Busac sur la restructuration du projet. Nous ne négocierons pas sur la place publique, mais j'ai bon espoir que nous pourrions prochainement clore ce dossier pour de bon», a expliqué la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, dans un communiqué diffusé hier.

La fiducie, dotée d'un capital de 200 millions, «constituera un patrimoine distinct de ceux du gouvernement, du fiduciaire et de l'UQAM». Lorsqu'un repreneur aura été trouvé ou lorsque les liens contractuels entre Busac et l'UQAM auront été définitivement rompus, l'UQAM pourra utiliser le capital de la fiducie pour rembourser les dettes et autres coûts liés au projet. L'université devra cependant au préalable obtenir l'autorisation du gouvernement pour effectuer de tels paiements. Dans le communiqué, on prend bien soin de préciser que l'UQAM demeure «entièrement et exclusivement responsable des engagements qu'elle a pris» avec le promoteur immobilier Busac. Ce faisant, le gouvernement tente de se dégager d'éventuelles poursuites que le promoteur pourrait engager en raison de l'avortement du projet. L'UQAM et le ministère de l'Éducation discutent par ailleurs toujours des détails entourant le versement des 245 millions annoncés le 9 octobre dernier. Hier, on assurait que ces pourparlers allaient bon train et qu'une entente finale était imminente. En contrepartie de l'aide gouvernementale qui oscille autour de 400 millions, l'UQAM s'est engagée à renouer avec l'équilibre budgétaire en 2013-14.

JMINFORME.CA : Les étudiants manifestent contre l'endettement étudiant- Vendredi 14 novembre 2008

FREDERICTON - Des manifestations d'étudiants ont eu lieu dans les universités à travers le Nouveau-Brunswick jeudi afin d'envoyer un message au gouvernement sur la dette étudiante. Jon O'Kane, vice-président de l'Association étudiante de l'Université du Nouveau-Brunswick, a exprimé sa frustration face à l'aide financière aux étudiants.

Selon lui, la moyenne de la dette d'un étudiant dans la province après quatre ans s'élève à 34 000 \$. C'est 10 000 \$ de plus que la moyenne nationale, ce qui est qualifié d'inacceptable. L'Alliance des étudiants du Nouveau-Brunswick fait des représentations auprès du gouvernement pour remplacer le système actuel d'aide financière par un système avec un plafond fixé à 24 000 \$.

Le gouvernement a lancé plus tôt cette année un plan pour améliorer l'éducation post-secondaire. Le gouvernement devrait annoncer des mesures pour l'année académique 2009-2010.

RADIO-CANADA / ATLANTIQUE : Éducation postsecondaire : Non à l'endettement - Mise à jour le jeudi 13 novembre 2008 à 17 h 17

Les étudiants de l'Université de Moncton au Nouveau-Brunswick ont manifesté jeudi midi au centre-ville de Moncton pour dénoncer leur taux d'endettement. Ils réclament des mesures fermes

de la part du gouvernement provincial pour lutter contre cet endettement. Les étudiants affirment qu'ils comptent une dette moyenne de 34 000 \$ à l'obtention de leur diplôme. Ils ajoutent que ce montant surpasse de

10 000 \$ l'endettement moyen des étudiants au Canada. Les manifestants se sont vêtus de rouge pour symboliser leur endettement qu'ils qualifient d'excessif. Ils estiment que les actions menées



par le gouvernement provincial pour réduire leur endettement sont décourageantes.



Tina Robichaud

Les étudiants indiquent qu'ils ont tenté de convaincre le gouvernement, particulièrement au cours des deux dernières années, de les aider à réduire leur endettement. Ils soutiennent que le plan de réforme de l'éducation postsecondaire annoncé l'été dernier ne comporte aucune mesure pour les aider en ce domaine.



« Le gouvernement avait promis que les étudiants seraient au coeur, au centre de la réforme, puis c'a été absolument le contraire. On a entendu le plan d'action qui est sorti le 26 juin dernier, on a vu un gros statu quo par rapport à l'endettement, et maintenant, il n'y a rien qui s'est fait depuis ce temps et les mesures mises en place par le gouvernement ne sont pas en train de régler le problème », déclare Tina Robichaud, présidente de la

Fédération des étudiants du Centre universitaire de Moncton.

Les manifestants demandent au gouvernement de limiter l'endettement moyen des étudiants, notamment en leur offrant davantage de bourses.

« Ce serait beaucoup plus encourageant pour l'étudiant de commencer des études postsecondaires en sachant qu'il ne finira pas avec [une dette de] 40 000 \$, 50 000 \$. Puis, on pourrait s'assurer d'une baisse de la moyenne provinciale », affirme Tina Robichaud.

Mme Robichaud ajoute que la manifestation s'inscrit dans un mouvement provincial contre l'endettement des étudiants. Des étudiants d'autres établissements universitaires de la province ont aussi fait des gestes de protestation.

[audio-vidéo](#)

[Michèle Brideau explique les demandes des manifestants.](#)

RADIO-CANADA / OTTAWA-GATINEAU : Université du Québec en Outaouais : Grève étudiante - Mise à jour le mardi 11 novembre 2008 à 16 h 52

Une trentaine d'étudiants ont manifesté à l'Université du Québec en Outaouais (UQO) mardi. Au total, quatre associations étudiantes étaient en grève pour la journée.

À l'intérieur et à l'extérieur des murs de l'université, les étudiants ont empêché l'accès aux cours de psychologie, de psychoéducation, de travail social et de sciences sociales

ils revendiquaient l'élimination de sanctions imposées par l'université contre cinq étudiants qui auraient, au dire de l'UQO, occupé la cafétéria au mois de septembre.

Les étudiants disent quant à eux que ces étudiants n'avaient pas occupé la cafétéria, mais auraient tout simplement installé un comptoir parallèle face au comptoir principal de la cafétéria. Cette action avait été décidée car l'exploitant de

la cafétéria, l'entreprise Laiberté, avait décidé de fermer le café étudiant, prétextant que le café n'était plus rentable.

L'université affirme qu'elle ne reculera pas et que les sanctions seront imposées. Elle indique également qu'après la fin des appels d'offres, trois entreprises sont sur les rangs pour exploiter la cafétéria et le café étudiant à partir de 2009.

LE SOLEIL : L'animation 3D enseignée à l'Université Laval – Mardi 11 novembre 2008

Josée Guimond, Le Soleil (Québec) Après les cégeps et les écoles privées techniques, l'Université Laval prend officiellement le train de la formation en animation 3D. L'institution d'enseignement accueille d'ailleurs actuellement ses premiers étudiants au sein d'un nouveau programme de baccalauréat en art et science de l'animation.

L'Université n'aurait pu rêver mieux comme milieu pour démarrer son nouveau programme que l'École des arts visuels, située en plein quartier Saint-Roch, dans les locaux de l'édifice de La Fabrique. Le secteur fourmille en effet d'entreprises de haute technologie 3D telles Ubisoft, Beeno ou Sarbakan, pour ne nommer que celles-là. La ville de Québec démontre d'ailleurs la plus forte croissance de la province quant au dévelop-

pement de l'emploi dans le domaine du divertissement interactif. **Pas de doublement**

Contrairement aux formations techniques, le nouveau programme universitaire veut mettre l'accent sur l'histoire et les fondements de l'animation pour n'aborder qu'ensuite la conception et la scénarisation, bref, le travail sur le contenu. Suivront, bien sûr, les notions des techniques d'animation traditionnelle (type Frédéric Bach, par exemple, ou 2D des dessins animés) et les techniques actuelles de 3D.

Selon Alain Rochon, directeur de l'École des arts visuels, le programme, unique au Québec, ne doublera pas les formations techniques déjà offertes un peu partout. « Il s'agit de former des artistes de la discipline, des créateurs et des idéateurs, en plus d'en faire des techniciens spé-

cialisés capables d'utiliser les logiciels qu'on retrouve dans l'industrie. »

C'est justement ce côté très créatif et artistique qui attire les étudiants intéressés.

En plus d'être formée techniquement, Cécile Roussel-Dupré, une étudiante de 20 ans originaire de La Guadeloupe, dans les Antilles, dit apprécier l'approche artistique et esthétique « vraiment stimulante ».

L'Université Laval a mis quatre ans pour perfectionner ce nouveau baccalauréat en art et science de l'animation. Cette année, 30 étudiants sont inscrits au programme; on compte attirer 50 nouveaux inscrits chaque année à partir de l'an prochain.

THE GAZETTE : McGill tops rankings again : Controversial list sees little change – Tuesday, Novembre 11, 2008

GORDON BECK GAZETTE FILE PHOTO



McGill University was No. 1 in the medical doctoral category, followed by the University of Toronto.

OTTAWA – Most of the country's top universities are holding steady in their spots in Maclean's

magazine's annual rankings of Canada's post-secondary schools made public yesterday.

The eighteenth edition of the annual publication will hit newsstands on Thursday.

The in-depth issue ranks schools in three categories: primarily undergraduate institutions are schools with few graduate programs; comprehensive covers schools with a significant amount of research activity, undergraduate and graduate programs; and the medical doctoral category includes universities with a broad range of PhD programs and research and medical schools.

McGill University was again the No. 1-ranked school in the medical doctoral category followed by the University of Toronto and Queen's University in Kingston, Ont., which tied for second. The University of British Columbia was ranked fourth.

Universities on Canada's east coast dominated the primarily undergraduate category, filling three of the four top spots. Mount Allison University in Sackville, N.B., is the top-rated school in the

category for the second year in a row. The University of Northern British Columbia took second spot, followed by Acadia and St. Francis Xavier, both in Nova Scotia.

The University of Victoria ranked first in the comprehensive category for the second straight year, but it shares the spotlight this time with Simon Fraser University, which moved up from second place. Waterloo and Guelph in Ontario held their spots from last year in third and fourth.

"We don't tend to see huge shifts from year to year," said Tony Keller, managing editor of special projects at Maclean's. "Universities are kind of like big ships – you can't turn them around suddenly. There's a lot of stability in the data."

He did note that some schools, such as the University of Calgary, have steadily moved up in the rankings in recent years. In 2005, U of C was 14th out of 15 schools in the medical doctoral category and this year it ranked seventh. It was in 10th place last year.

Maclean's uses six broad indicators, each weighted differently, to come up with the rankings. The indicators include student award winners and size of class, calibre of faculty, research money and other resources, student assistance and scholarships, library resources, and reputation. The magazine used to collect data from the universities themselves, but after years of disputes and criticisms about its methodology, Maclean's now relies on publicly available data, from the schools and from third party sources such as Statistics Canada and other agencies.

Relations between universities and the magazine became so tense over the rankings that in 2006 a group of schools – which includes Concordia University, Université de Montréal and Université du Québec – announced it would boycott the survey. "It's very difficult to summarize a very complex organization like a university in a single number," said Pierre Mercier, associate vice-president of institutional research and planning at the University of Ottawa, another school that joined the boycott. Mercier said the depth of information needed by prospective students cannot be found

through a ranking system and that the university would rather invest its time providing detailed information on its own website. "All Ontario universities do that now and many other Canadian universities are either doing it or are in the process of doing something like it," he said. "We feel that we're informing people better that way." Maclean's says the university rankings issue is widely used by high school students when making a decision about post-secondary education, "but it obviously shouldn't be the last word," Keller said.

THE GAZETTE : Some students want Bs for effort, survey says : But spoiled kids don't get better grades – Tuesday, November 11, 2008

Most university students believe that if they're "trying hard," a professor should reconsider their grade. That is one of the revelations in a newly published study examining students' sense of academic entitlement, or the mentality that enrolling in post-secondary education is akin to shopping in a store where the customer is always right. The paper describes academic entitlement as "expectations of high marks for modest effort and demanding attitudes toward teachers." It's a hot topic – and source of frustration – among instructors, says author Ellen Greenberger, a research professor of psychology and social behaviour at the University of California-Irvine. "I would have trembled with fear before I suggested to some of my revered teachers that I wanted

them to give me a higher grade," she says, chuckling about how attitudes have changed. Greenberger's study reveals that students who are academically entitled are more likely to academically cheat, exploit others, shirk hard work and display "narcissistic orientation." She found virtually no connection between self-entitled attitudes and grades, meaning it's not just weak students trying to wheedle better marks out of their profs, and those who do so aren't reaping the benefits on their transcripts. "It certainly suggests that these attitudes and behaviours aren't producing the desired effect," she says. "It's just making teachers crazy." Greenberg was surprised that parenting appears to have little influence in shaping self-entitled students, with one key exception: students who

say their parents often compare their achievements to siblings, cousins or friends are more likely to engage in these behaviours. The study, which surveyed two groups of about 400 undergraduates age 18 to 25, is published in the November issue of the Journal of Youth and Adolescence. Technology may encourage some of this behaviour because email is quick, provides easy access to professors and opens the door to a less formal and respectful tone, Greenberger says. "In-person communication obliges you to look the person in the eye as you're about to say, 'You really ought to give me a B because I came to most of the classes.'" she says. "Try saying that face-to-face."

MACLEAN'S : New! Our 18th Annual Rankings – Monday, November 10, 2008

Now in its 18th year of ranking, Maclean's continues its mandate to provide basic, essential information in a comprehensive package to help students choose the university that best suits their needs. The annual rankings assess Canadian universities on a diverse range of factors, from spending on student services and scholarships and bursaries, to funding for libraries and faculty success in obtaining national research grants. Maclean's surveys universities with a focus on the undergraduate experience, and an intent to offer an overview of the quality of instruction and services available to students at public universities across the country.

- [1] [::Medical Doctoral University Rankings](#)
 - [2] [::Comprehensive University Rankings](#)
 - [3] [::Primarily Undergraduate University Rankings](#)
- See also: [4] ["Asking the Experts"](#)

Maclean's places universities in one of three categories, recognizing the differences in types of institutions, levels of research funding, the diversity of offerings, and the range of graduate and professional programs. Primarily Undergraduate universities are largely focused on undergraduate education, with relatively few graduate programs. Those in the Comprehensive category have a significant amount of research activity and a wide range of programs at the undergraduate and graduate levels, including professional degrees. Medical Doctoral universities offer a broad range of Ph.D. programs and research. In addition, all universities in this category have medical schools, which sets them apart in terms of the size of research grants.

In each category, Maclean's ranks the institutions on a range of factors—or performance indicators—in six broad areas (weightings are in parentheses). Primarily Undergraduate and Comprehensive universities are ranked on 13 performance measures; Medical Doctoral universities are ranked on 14. Figures include data from all federated and affiliated institutions. The magazine does not rank schools with fewer than 1,000 full-time students

or those that are restrictive due to a religious or specialized mission.

The ranking process begins in the spring when thousands of reputational surveys are sent to university officials, high-school principals and guidance counsellors, heads of organizations, CEOs and corporate recruiters across the country, asking for their views on quality and innovation at Canadian universities. During the course of the summer, Maclean's collects information on dozens of student and faculty awards from 44 administering agencies.

The Maclean's rankings are based on the most recent and publicly available data. Student and faculty numbers are obtained from Statistics Canada, as are data for all five financial indicators—operating budget, spending on student services, scholarships and bursaries, library expenses and acquisitions—as well as total research income. For the social sciences and humanities research grants indicator and the medical/science research grants indicator, data for fiscal year 2007-2008 are received directly from the three major federal granting agencies: the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada, the Natural Sciences and Engineering Research Council of Canada, and the Canadian Institutes of Health Research. The Canadian Association of Research Libraries and its regional counterparts provide figures used for the library holdings indicators. Financial and library figures are for the fiscal year 2006-2007; student and faculty numbers are for 2005-2006.

You will also find display tables of additional data, such as entering grade averages and graduation rates—information that, surprisingly, not all universities are willing to make public. Maclean's obtains the figures in this section directly from universities, from university websites—whenever such data are available and comparable—as well as from Common University Data Ontario (CUDO), an initiative of the Council of Ontario Universities. The rankings are weighted as follows:

STUDENTS/CLASSES (20% of final score)

Maclean's collects data on the success of the student body at winning national academic awards (weighted 10 per cent) over the previous five years. The list covers 38 fellowship and prize programs, encompassing nearly 16,000 individual awards. The count includes such prestigious awards as the Rhodes Scholarships, the Fulbright awards, as well as scholarships from professional associations and the three federal granting agencies. Each university's total of student awards is divided by its number of full-time students, yielding a count of awards relative to each institution's size.

Maclean's also measures the number of full-time-equivalent students per full-time faculty member (10 per cent). This student/faculty ratio includes all students, graduate as well as undergrads.

FACULTY (18%)

In assessing the caliber of faculty, Maclean's calculates the number who have over the past five years won major national awards, including the distinguished Killam, Molson and Steacie prizes, the Royal Society of Canada awards, the 3M Teaching Fellowships and nearly 40 other award programs covering a total of 818 individual awards (six per cent). To scale for institution size, the award count for each university is divided by each school's number of full-time faculty.

In addition, the magazine measures the success of faculty in securing research grants from each of the three major federal granting agencies: the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada, the Natural Sciences and Engineering Research Council of Canada, and the Canadian Institutes of Health Research. Maclean's takes into account both the number and the dollar value received in the previous year, and divides the totals by each institution's full-time faculty count. Research grants are reported by how many are awarded to the primary investigator on a project. Social sciences and humanities grants (six per



cent) and medical/science grants (six per cent) are tallied as separate indicators.

RESOURCES (12%)

This section examines the amount of money available for current expenses per weighted full-time-equivalent student (six per cent). Students are weighted according to their level of study—bachelor, master's or doctorate—and their program of study. To broaden the scope of the research picture, Maclean's also measures total research dollars (six per cent). This figure, calculated relative to the size of each institution's fulltime faculty, includes income from sponsored research, such as grants and contracts, federal, provincial and foreign government funding, as well as funding from non-governmental organizations.

STUDENT SUPPORT (13%)

To evaluate the assistance available to students, Maclean's examines the percentage of the budget spent on student services (6.5 per cent) as well as scholarships and bursaries (6.5 per cent). Expenditures are measured as they are reported to the Canadian Association of University Business Officers.

LIBRARY (15%)

This section assesses the breadth and currency of the collection. Universities receive points for the number of volumes and volume equivalents per number of full-time-equivalent students (five per cent for Primarily Undergraduate and Comprehensive, four per cent for Medical Doctoral). The total holdings measurement is used in the Medical Doctoral category (one per cent), acknowledging the importance of extensive on-campus collections in those universities.

As well, Maclean's measures the percentage of a university's operating budget allocated to library services (five per cent) and the percentage of the library budget spent on updating the collection (five per cent). In acknowledging a shift from the traditional library model—books on shelves—to an electronic access model, Maclean's captures spending on electronic resources in both the library expenses and acquisitions measurements.

REPUTATION (22%)

This section reflects a university's reputation in the community at large. For the reputational survey (22 per cent), respondents rated the universities in three categories: Highest Quality, Most Innovative, and Leaders of Tomorrow. Best Overall represents the sum of the scores.

ADDITIONAL INFORMATION

Until 2007, the Maclean's rankings included additional indicators. The number was reduced last year as some universities refuse to disclose even such basic information as retention rates and average entering grades. Still, for those universities that have made public this data, Maclean's publishes those numbers here in order to provide students with the widest range of information possible.

As a measure of student quality, Maclean's presents incoming students' average highschool grades. The figures are for full-time students attending university in their home province. No conversion formula is applied to incoming grade averages to adjust for provincial differences or varying admission policies, although CÉGEP grades are converted from an R score to a percentage grade. As well, it should be noted that certain universities, to enhance accessibility, accept students with lower grades.

To provide a more detailed picture of grade averages, Maclean's displays grades divided into six grade ranges, extending from less than 70 per cent to 95 per cent and higher.

As a measure of drawing power, Maclean's counts the proportion of out-of-province students in the first-year undergraduate class, and the proportion of first-year international students.

In taking stock of retention rates, Maclean's asks for the percentage of full-time, first-year students who return in second year. While many factors can affect a student's choice not to return—personal considerations, or a decision to transfer to a program unavailable at their home university—student retention, on the whole, reflects a university's success in keeping its students on course.

Maclean's also measures graduation rates by tracking an incoming cohort of full-time, first-year undergraduate students to determine if they received a degree within seven years. The graduation numbers include students in three-year programs, as well as those in such second-entry programs as medicine, law and education—programs that have a highly selective admissions process. As such, the number of these programs at any given university can affect the overall graduation rate.

In assessing faculty, Maclean's counts the percentage of full-time instructional faculty members who have a Ph.D., a first professional degree or a terminal degree in their field. Finally, in taking a look at the classroom experience, Maclean's presents figures on average undergraduate class sizes at the first- and second-year level, as well as at the third- and fourth-year level.

Article printed from Macleans OnCampus:

<http://oncampus.macleans.ca/education>

URL to article:

<http://oncampus.macleans.ca/education/2008/11/10/our-18th-annual-rankings/>

URLs in this post:

[1] ::Medical Doctoral University Rankings:

<http://oncampus.macleans.ca/education/w/p-content/uploads/2008/11/med.pdf>

[2] ::Comprehensive University Rankings:

<http://oncampus.macleans.ca/education/w/p-content/uploads/2008/11/comprehensivefiat.pdf>

[3] ::Primarily Undergraduate University Rankings:

<http://oncampus.macleans.ca/education/w/p-content/uploads/2008/11/undergradflat.pdf>

[4] "Asking the Experts":

<http://oncampus.macleans.ca/education/?p=2265>

LE DEVOIR : Enseignement universitaire - L'argent, une limite à la liberté académique - Édition du vendredi 07 novembre 2008

Clairendrée Cauchy

La mercantilisation du savoir universitaire et la perte d'indépendance des universités assujetties aux dikats des bailleurs de fonds inquiètent les professeurs d'universités réunis hier en colloque à Montréal.

Le sociologue Guy Rocher, observateur et acteur du développement de l'université québécoise depuis près de 50 ans, a plaidé hier en faveur d'un nouvel équilibre entre la recherche et l'enseignement, qui ne «devra pas être conditionné par le slogan "l'économie d'abord", comme on l'entendra dans les prochains jours».

La position de l'université en est une paradoxale, croit ce doyen des sciences sociales au Québec. Elle doit être fermée sur elle-même pour assurer une recherche libre, le développement d'un savoir critique, la construction de connaissances dans un contexte où personne ne doit interférer. Mais elle doit aussi être ouverte sur la société dans laquelle elle évolue.

«Tout en étant à l'intérieur d'une bulle, nous devons être conscients des conséquences multiples de la recherche. Les conséquences sociales, économiques, culturelles ne sont pas toujours telles qu'on aurait pu le penser», a affirmé M.

Rocher lors de la conférence d'ouverture du colloque de la Fédération québécoise des professeurs d'universités (FQPPU) qui s'amorçait hier, sur le thème «Faut-il reconstruire l'université québécoise?».

M. Rocher s'est montré par ailleurs fort critique des récentes décisions gouvernementales quant à la gouvernance des universités. Le projet de loi 107 déposé la semaine dernière par la ministre de l'Éducation accroît le poids des administrateurs externes dans les universités. «Ces gens de l'extérieur, supposés être indépendants, sont souvent dépendants de bien d'autres choses», a laissé tomber en entrevue M. Rocher. Un schisme se crée malheureusement entre la communauté universitaire et les gestionnaires qui administrent l'institution, a fait valoir M. Rocher, suggérant des rencontres régulières entre les administrateurs avec les professeurs pour prendre le pouls de la vie universitaire.

Dans une «Enquête sur le corps professoral québécois», les chercheurs Nathalie Dykes et Frédéric Deschenaux font état de critiques acerbes des professeurs à l'égard de l'administration. Les professeurs interrogés «dénouent abondamment le virage administratif qu'a pris l'université et sa

gestion entrepreneuriale». La logique du «savoir comme marchandise à fournir à des clients» irrite les participants à l'enquête, dont certains invitent à «résister à l'utilitarisme» pour «protéger la liberté académique».

À la lecture du document rendu public, on constate un malaise quant au financement de la recherche. Trente-huit pour cent des quelque 1300 professeurs interrogés considèrent que les règles de financement des recherches «permettent rarement ou presque jamais de réaliser les recherches souhaitées». «Le fait de dépendre presque entièrement du financement des organismes subventionnaires pour réaliser leurs recherches en irrite plus d'un, au point où il est question de la perte de la liberté académique», écrivent les chercheurs, qui ont effectué une série d'entrevues qualitatives.

La logique économique élabousserait aussi la qualité des diplômes décernés, toujours aux dires de certains professeurs. La course à la clientèle se traduirait par «une baisse de la qualité des efforts fournis par les étudiants puisque les échecs aux cours ne seraient pratiquement plus possibles».

LA PRESSE : Les blues des profs d'université : une étude affirme que la moitié auraient songé à quitter leur emploi - Vendredi 07 novembre 2008

Louise Leduc, La Presse



«On est passé de la Révolution tranquille à la régression tranquille.»

Telle est l'une des observations recueillies par les chercheurs Frédéric Deschenaux et Nathalie Dyke, qui ont livré hier les fruits de leur étude toute fraîche sur les professeurs d'université.

Ce qui ressort de cette enquête menée auprès de 1328 professeurs des quatre coins du Québec? Un professeur sur deux (49%) a déjà sérieusement songé à quitter son emploi. Plus d'un professeur sur trois (36,2%) est insatisfait de la vie intellectuelle de son institution. Un professeur sur quatre (25,5%) a déjà eu un problème de santé d'ordre psychologique lié à son travail.

Ce qui est aussi très fortement ressorti, a dit hier la chercheuse Nathalie Dyke, «c'est ce schisme entre les administrateurs (universitaires) et les professeurs». Les professeurs de l'UQAM ont notamment dit à la presque unanimité avoir été en désaccord avec des décisions administratives importantes prises en haut lieu.

Si les relations avec les étudiants sont perçues comme étant très satisfaisantes (à 97% des répondants), les professeurs ont cependant fait certains commentaires peu élogieux à leur égard.

«Certains n'y vont pas de main morte, peut-on lire dans l'étude: les étudiants seraient des illettrés, manqueraient de respect à l'égard des professeurs et ne seraient plus soucieux de faire les efforts nécessaires pour bien travailler. Le plagiat a aussi été dénoncé.»

Au surplus, «certains ont mentionné que l'accessibilité aux études avait contribué à réduire le niveau global de connaissances des étudiants à l'entrée à l'université et à faire baisser les normes d'excellence. D'autres sont allés jusqu'à affirmer que certains étudiants ne devraient pas se retrouver à l'université tant leur niveau de connaissances générales est faible.»

«L'anti-intellectualisme des étudiants qui s'attendent à avoir des notes élevées sans fournir les efforts nécessaires a été mentionné. (...) Il semblerait également que le clientélisme ait commencé à être intériorisé chez certains étudiants qui perçoivent leurs professeurs comme des fournisseurs de services.»

Enseigner, ce n'est pas ce que les professeurs préfèrent: 52,3% des professeurs ont dit qu'ils aimaient la recherche et l'enseignement, mais qu'ils penchaient plus vers la recherche, alors que

11,7% ont carrément dit qu'ils aimaient surtout la recherche.

Malgré cela, et même si la conciliation travail-famille est difficile au point d'avoir découragé 10% des répondantes d'avoir un enfant après leur entrée en poste, les professeurs se sont quand même dits satisfaits de leur travail. Les chercheurs n'ont pas caché leur étonnement face à ce taux de satisfaction élevé de 77,2% exprimé par les professeurs. «J'imagine que c'est comme en amour: on peut être satisfait, mais avoir beaucoup de reproches à faire!» a lancé Mme Dyke.

L'étude, intitulée «Enquête sur le corps professoral québécois: Faits saillants et questions», a été rendue publique dans le cadre du colloque de la Fédération québécoise des professeurs d'université dont le thème est «Faut-il reconstruire l'université?»

À cette question, le chercheur Antoon De Baets, de l'Université de Groningen, aux Pays-Bas, est intervenu au micro pour rappeler que tout cela évoque l'étiquette de «McUniversités» déjà largement accolée à ces institutions.

LE DEVOIR : Publicité : Déclaration des chargées et chargés de cours des universités québécoises – Édition du vendredi 07 novembre 2008

Monsieur Jean Charest, Premier Ministre du Québec
Madame Michelle Courchesne, Ministre de l'Éducation,
du Loisir et du Sport

Veuillez considérer la déclaration suivante :

POUR UNE GOUVERNANCE UNIVERSITAIRE AXÉE SUR LA COLLÉGIALITÉ DÉCLARATION DES CHARGÉES ET CHARGÉS DE COURS DES UNIVERSITÉS QUÉBÉCOISES*

Nous appuyant sur la déclaration de la Table des partenaires universitaires, nous, chargées et chargés de cours des universités québécoises, soutenons une vision non réductrice de la gouvernance universitaire qui respecte l'histoire, la culture, les traditions, les valeurs universitaires ainsi que la diversité des établissements du réseau.

Nous souscrivons à :

- une conception de l'Université où chaque groupe professionnel de même que les étudiants et les enseignants contribuent à l'idéal universitaire et à l'accomplissement de la mission en vertu de leurs responsabilités propres;

Nous exigeons pour les universités :

- des conseils d'administration diversifiés et représentatifs de la communauté universitaire et du milieu social, ouverts à la présence d'observatrices et d'observateurs;

- le maintien de la présence des chargées et chargés de cours dans les conseils d'administration;

- des processus ouverts et consultatifs pour les nominations aux conseils d'administration, pour le choix des recteurs et des principaux, afin de promouvoir la transparence.

Nous rappelons que les chargées et chargés de cours sont membres de la communauté universitaire et participent à toutes les délibérations d'orientation des établissements. Nous croyons qu'il ne faut pas diminuer, mais plutôt renforcer la collégialité. C'est cette collégialité qui assure la légitimité et la transparence nécessaires au processus décisionnel.

Les chargées et chargés de cours tiennent à réaffirmer que les universités doivent poursuivre leur mission en donnant la primauté aux finalités académiques.

Association des professeurs/és à temps partiel de l'Université Concordia
Syndicat des chargées et chargés de cours de l'éducation aux adultes de l'Université Concordia (FNEEG-CSN)

Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université de Montréal (FNEEG-CSN)

Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université de Sherbrooke (CSG)

Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université du Québec à Chicoutimi (FNEEG-CSN)

Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université du Québec à Montréal (FNEEG-CSN)

Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université du Québec à Rimouski (FNEEG-CSN)

Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université du Québec à Trois-Rivières (SCC-2867)

Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (FNEEG-CSN)

Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université du Québec en Outaouais (FNEEG-CSN)

Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université Laval (FNEEG-CSN)

Syndicat des maîtres de français langue seconde de l'Université Laval (FNEEG-CSN)

Syndicat des maîtres et des surintendentes de la Table-université (FNEEG-CSN)

RADIO-CANADA / ONTARIO : Éducation : Grève à l'Université York - Mise à jour le jeudi 6 novembre 2008 à 16 h 26

Les 3500 chargés de cours et auxiliaires en enseignement de l'Université York ont érigé des piquets de grève devant l'établissement jeudi.

Le débrayage prive de cours 50 000 étudiants de premier cycle. Les grévistes ont érigé une barrière devant l'entrée principale de l'Université pour ralentir l'arrivée au travail des employés.

Mercredi dernier, les syndiqués ont rejeté une offre de la direction qui comprenait une hausse

salariale de 9,25 % étalée sur trois ans. Le syndicat réclame 11 % en deux ans et une meilleure sécurité d'emploi. L'université affirme ne pas pouvoir offrir une telle augmentation, surtout avec la déroute des marchés boursiers qui a fait fondre le bas de laine de l'institution.

Le porte-parole Alex Bilyck mentionne que l'Université York a offert aux syndiqués d'aller en arbitrage.

L'auxiliaire en enseignement Xavier Lafrance explique le refus des syndiqués par leur perception qu'il s'agit d'une tactique pour niveler par le bas leurs conditions de travail.

Aucune séance de négociations n'est prévue pour l'instant. La dernière grève à l'Université York avait duré près de trois mois en 2001.

JOURNAL DE MONTRÉAL : UQAM | Employés de soutien : Une élection qui tombe à point – Jeudi 06 novembre 2008

Jean-Philippe Pineault, Le Journal de Montréal
Alors que la machine électorale s'est remise en marche, les employés de soutien de l'UQAM lancent une offensive publicitaire, craignant de devoir payer les pots cassés à la suite du désastre financier de l'établissement universitaire.
«On n'a rien à voir avec les déboires immobiliers dont sont responsables d'anciens dirigeants de l'UQAM», clame le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) dans une pub radio.
Le message publicitaire de 30 secondes est diffusé pendant deux semaines dans trois stations de radio.
Ayant déjà subi une abolition de 40 postes au printemps dernier, les employés de soutien crai-

gnent d'être victimes d'une coupe supplémentaire de 70 postes.
«On n'est pas coupables. Pourquoi forcer l'UQAM à couper nos emplois ? Parce que vous avez déjà payé son béton», demande la voix dans la publicité, faisant ainsi référence à l'aide financière de 180 M\$ du gouvernement Charest qui doit servir à éponger la dette reliée à la construction du Complexe des sciences.
«Nous, les employés de soutien de l'UQAM, avons déjà sacrifié beaucoup pour aider l'université. Notre effectif est au minimum vital», poursuit la publicité.
Bon timing

La campagne publicitaire actuellement diffusée tombe à point, alors que Jean Charest déclenche des élections.
«Ça n'a pas été prévu pour ça, mais on est très heureux de la coïncidence», a indiqué Alexandre Boulerice, porte-parole du SCFP.
Les employés de l'UQAM ne sont pas les seuls à déployer des moyens de pression à l'aube d'un nouveau scrutin. Les répondants médicaux d'Urgences- santé ont d'ailleurs manifesté mardi devant les bureaux du ministre de la Santé, Yves Bolduc.

LE DEVOIR : Courchesne réfléchit à l'idée de rémunérer les stagiaires en éducation - Édition du mardi 04 novembre 2008

Clairandré Cauchy
À quelques jours du déclenchement probable d'une campagne électorale, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a annoncé aux étudiants la création d'une «table de réflexion» sur la rémunération des stagiaires en éducation.
C'est ce qu'elle a indiqué lors du congrès de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) qui se tenait la fin de semaine dernière. L'organisme avait entamé cet automne des démarches auprès des élus pour réclamer la rémunération des stages.
Le comité devrait réunir des fonctionnaires du ministère de l'Éducation, des représentants étudiants ainsi que des délégués des universités qui forment les futurs enseignants. «Le recrutement de personnel enseignant est un enjeu important pour maintenir la qualité de notre système d'éducation. La table de réflexion aura pour mandat de se pencher sur les conditions de stage de ces étudiants. Elle nous permettra également d'étu-

dier des mesures qui permettraient de mieux soutenir ces enseignants en devenir», a fait valoir Mme Courchesne dans un communiqué diffusé hier.
Les étudiants en enseignement doivent réaliser quatre stages pendant leur formation, soit un par année. D'une simple expérience d'observation en début de formation, les étudiants prennent carrément en charge l'ensemble des classes d'un enseignant à leur quatrième stage, ainsi que les autres tâches attribuées à l'enseignant. Ce dernier stage s'étend sur 8 à 14 semaines, selon les disciplines. Le ministère de l'Éducation estime que 3500 étudiants en enseignement effectueront ce stage cette année.
La FEUQ allègue que les étudiants éprouvent des difficultés financières pendant ce stage, puisqu'ils doivent consacrer environ 60 heures par semaine à leur stage (temps de classe, d'encadrement, travaux, etc.). Selon une étude effectuée pour le compte de la fédération étudiante, 82 % des

étudiants en enseignement ont dû abandonner leur emploi à temps partiel ou réduire considérablement leur temps de travail pendant le stage, ce qui se traduirait par une perte de revenu moyenne d'environ 2200 \$. La recherche établissait à environ 16 millions le montant nécessaire à l'État pour rémunérer les stagiaires au salaire minimum.
Le président de la FEUQ, David Paradis, s'est réjoui de la création d'une table de travail sur l'enjeu mis en avant par son organisation. «C'est un bon premier pas. Cela va permettre d'explorer de fond en comble la question», a affirmé M. Paradis.
Il ne s'inquiète pas outre mesure du contexte électoral, puisque la critique en éducation du Parti québécois, Marie Malavoy, s'est aussi montrée «favorable à une compensation» des stagiaires, tandis que le porte-parole adéquate, Éric Laporte, s'est dit «sensible» à cet enjeu.

LE DEVOIR : Étude de l'UQAM - Productifs, ces vieux scientifiques ! : Les 50 à 70 ans publient presque deux fois plus que les fringants nouveaux profs de 30 ans - Édition du lundi 03 novembre 2008

Amélie Daoust-Boisvert
La tour d'ivoire mythique du vieux professeur d'université grisonnant attendant sa retraite vient de s'écrouler. Une nouvelle étude montre que les plus matures de la faune scientifique québécoise produisent b
Une équipe de l'UQAM a analysé les articles écrits par les chercheurs du Québec entre 2000 et 2007, en tenant compte de l'âge des auteurs, du nombre d'articles publiés par chacun et du nombre de citations par d'autres scientifiques de leurs travaux. Ils ont passé au peigne fin un corpus de 13 680 professeurs et de 9000 articles. Surprise: les 50 à 70 ans publient presque deux fois plus que les fringants nouveaux profs de 30 ans.
«Les vieux chercheurs sont encore capables!», résume le «jeune» étudiant au doctorat et chercheur Vincent Larivière, qui a travaillé avec le sociologue des sciences d'âge plus vénérable Yves Gingras. «À partir de leur début de carrière, ajoute Vincent Larivière, leur production atteint son point culminant à 50 ans, et elle y reste jusqu'à 70!» Bref, non à «liberté 55» pour les scientifiques. Par exemple, forcer une retraite obligatoire à 65 ans, comme cela se pratique

ailleurs, nuirait à l'avancement de la société, selon le jeune sociologue.
Ces résultats sont uniques en leur genre, puisqu'il est difficile d'obtenir des données sociodémographiques sur les chercheurs et de les lier avec leur production scientifique recensée dans les grandes bases de données internationales. La prestigieuse revue scientifique Nature s'est empressée de rapporter la nouvelle, alors que l'étude est disponible sur le serveur gratuit de prépublication ArXiv depuis une semaine. «C'est une des plus importantes études du genre», a dit à Nature Wolfgang Glänzel, directeur du Policy Research Center for RetD Indicators à l'Université catholique de Leuven, en Belgique.
Impact des recherches
Ce qui a surpris Vincent Larivière, «c'est que les plus jeunes font les articles ayant le plus d'impact». On mesure l'impact d'une recherche par la fréquence à laquelle les autres la citent et l'importance de la revue scientifique qui la publie. De 28 à 40 ans, l'impact des recherches diminue, pour ensuite reprendre de la vigueur de 40 ans à la retraite. «Quand tu commences, ta créativité est plus grande et tu prends plus de risques, croit

l'étudiant, tu focalises sur la qualité plutôt que sur la quantité.» À l'instar d'Einstein, qui publia sa Théorie de la relativité restreinte à 26 ans, les premières études sont souvent les plus marquantes dans la carrière d'un scientifique. Il explique aussi qu'«un vieux prof signe tout ce qui passe dans son laboratoire, du pire au meilleur. C'est l'effet de dilution: il publie autant de bonne science, mais elle est noyée dans le total de la production de son équipe».
«Les plus vieux scientifiques ont plus d'étudiants et d'assistants: sans leur aide, ils ne pourraient jamais écrire autant d'articles», a soulevé Song Tianqi sur le site Web de Nature. Vincent Larivière partage son interprétation: «C'est évident [que les plus vieux professeurs] ont de plus gros laboratoires et qu'il y a un effet de réseau social.» Un laboratoire a tous les airs d'une petite PME fourmillante d'étudiants à la maîtrise et au doctorat. Les conclusions de cette équipe multigénérationnelle de l'UQAM seraient, selon Vincent Larivière, généralisables à d'autres régions du monde, car l'âge moyen des professeurs et le modèle universitaire ne varient pas significativement dans les pays industrialisés.

LE SOLEIL : Vélos gratuits à l'université - Dimanche 02 novembre 2008

Éric Moreault, Le Soleil



(Québec) À l'Université de la Nouvelle-Angleterre (UNA), la direction a adopté un moyen draconien pour réduire le nombre d'automobiles sur le campus : on donne un vélo à tous les nouveaux étudiants qui abandonnent leur véhicule à l'extérieur du campus.

«Nous désirons opérer un changement de mentalités. À l'usage, ils se rendent compte qu'ils n'ont pas vraiment besoin d'une auto», explique Kathleen Taggersell, directrice des communications de l'UNA. Et qu'ils peuvent économiser les frais qui viennent avec.

Environ 150 étudiants ont troqué le volant pour les pédales, le casque et le cadenas. Les vélos d'environ 500 \$ sont personnalisés, puisqu'ils sont tous pareils et chaque étudiant est responsable de son entretien. L'initiative n'est vieille que de deux mois, mais on ne déplore aucun vol ou acte de vandalisme pour l'instant.

La direction n'est pas désintéressée : comme elle ne voulait pas construire de nouveaux stationnements, elle a pris les grands moyens. Les vélos gratuits font partie d'un plus large programme de réduction de l'empreinte carbone de l'Université (Big Blue Goes Green).

Ceux qui ne désiraient pas de vélo et qui n'ont pas d'auto peuvent compter sur deux automobiles communautaires stationnées sur le campus. Ils ont droit à 28 heures d'utilisation gratuite et payent ensuite 7 \$ de l'heure pour la location. L'UNA paye l'essence et les assurances. Les étudiants ont aussi une navette gratuite pour leurs

allers-retours au centre-ville de Biddeford, Maine, à quelques jets de pierre d'Old Orchard Beach.

Évidemment, ce campus est petit : il accueille 1800 étudiants, dont 1200 résidents, à qui est destiné le programme. Et malgré le rabais obtenu pour l'achat en gros, il faut financer tout ça. Ce qu'on a fait en augmentant les droits de stationnement. Ce qui ne couvre pas tout, mais qui en vaut largement la peine puisqu'on économise la construction d'un stationnement, fait valoir Mme Taggersell.

«La réponse des étudiants a été très enthousiaste et a dépassé nos attentes», souligne-t-elle. Tellement qu'il a fallu commander trois douzaines de vélos supplémentaires à la rentrée.

L'UNA n'est pas la seule université américaine à proposer des vélos. Mais là comme au Québec (voir texte ci-contre), on mise plutôt sur le vélo-partage avec des fortunes diverses, notamment en raison des intempéries.

À l'UNA, on ne s'en fait pas trop avec l'hiver qui s'en vient. S'ils décident de ranger leurs vélos, ils peuvent compter sur les autos en libre-service et la navette. «En autant qu'ils puissent se déplacer, il n'y a pas vraiment de problème», souligne Kathleen Taggersell.

La direction espère que les étudiants conserveront leurs bonnes habitudes tout au long de leur bac. Après tout, le vélo leur appartient.

Bicyclettes pour tous à Laval?

Le système de prêt gratuit de vélos pour les 2400 résidents roule tellement bien à l'Université Laval que la direction étudie la possibilité de l'étendre à

tout le campus, surtout dans la perspective d'une piste cyclable au centre-ville de Québec.

Depuis 2004, le nombre de prêts double chaque année pour atteindre près de 10 000 en 2008, alors qu'on s'apprête à ranger les vélos jusqu'en avril. «Ça répond à un besoin et fournit aux résidents une forme de liberté en plus», souligne Pascal Laliberté, le directeur général de Mobilis.T, qui fournit les 26 vélos à l'UL et les entretient.

Laval compte augmenter ses efforts pour favoriser les modes de transport plus écologique, indique Héléne Melançon. La porte-parole fait remarquer que le nombre de cases de stationnement est passé de 12 000 à 8000 ces dernières années. Les frais demandés pour les permis permettent de financer la gestion et l'entretien, et même de verser un surplus dans le budget global.

Rouler ailleurs

À l'Université de Sherbrooke, reconnue pour son entente qui permet aux étudiants d'utiliser les autobus municipaux gratuitement, on offre six vélos en mode libre-service depuis 2006. Ils sont accessibles à tous les membres de la communauté universitaire, pour une durée maximale de 24 heures.

À l'Université de Montréal, on a dû resserrer les mesures de sécurité après s'être fait voler 3 des 10 vélos en service depuis deux ans. Mais l'an prochain, on compte retaper les vélos abandonnés sur le campus et étendre le service à Polytechnique et aux HEC.

THE GAZETTE : Law would open university decisions to outsiders – Sunday, November 02, 2008

University administrators are holding fire on proposed Quebec legislation to open up governing boards to more outsiders, and make board decisions more accountable to the community.

The Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec has declined immediate comment on Bill 107, tabled Thursday by Education Minister Michelle Courchesne.

"We agree on the basic principle of good governance," CREPUQ director Daniel Zizian said yesterday. "As for the specific details of the bill, we want to study them closely."

The bill, which includes similar provisions for CÉGEPs, could die on the order books if an elec-

tion is called next week. Among provisions of Bill 107: University boards will consist of 13 to 25 members, split equally between men and women. A minimum of two-thirds of university board members must come from outside; at least one-quarter of members would be chosen within the university community.

Each board must set up three committees: administration and ethics, human resources and audit. Boards must consult the university community before making major planning or financial decisions.

The legislation will strengthen public confidence in academic institutions by clearly defining the roles

of CEGEP and university directors and administrators, Courchesne said this week.

The administrative overhaul follows a government bailout of Université du Québec à Montréal, cash-strapped from disastrous real estate dealings.

The Fédération étudiante universitaire du Québec yesterday welcomed measures to make universities more accountable, but disagreed with giving outsiders so much influence over board decisions.

"There is no proof that outsiders will necessarily improve transparency," FEUQ president Denis Paradis said.

LA PRESSE : Judith Woodsworth, première femme à la tête de Concordia: éponger le déficit – Samedi 1er novembre 2008

Marie Allard, La Presse

Première femme rectrice de Concordia, Judith Woodsworth vient de prendre la tête d'une université en déficit - d'une douzaine de millions l'an dernier - après une longue période d'équilibre budgétaire. «On prévoit toujours un déficit cette année, mais beaucoup moindre, entre trois et cinq millions, a dit la nouvelle rectrice à La Presse. On travaille pour que ce soit près de zéro d'ici à la fin de l'année. C'est un gros défi.»

Pour y arriver, Mme Woodsworth compte demander plus d'argent au gouvernement et aux donateurs, attirer plus d'étudiants et «essayer d'être plus efficace», énumère-t-elle. «Mais si on coupe plus, on peut porter atteinte à l'enseignement, aux services offerts aux étudiants. Ce n'est pas facile.»

Regrette-t-elle d'avoir quitté le poste de rectrice de l'université Laurentienne, à Sudbury, où les droits de scolarité atteignent 5000\$ par année, deux fois plus qu'au Québec? «Même avec des droits de scolarité de 5000\$, on avait des problèmes financiers», répond-elle.

Née à Paris il y a 60 ans, élevée au Manitoba, Mme Woodsworth a travaillé longtemps à l'Université Concordia, où elle est entrée comme

professeure au département d'études françaises. Elle connaît bien les réticences des étudiants d'ici face à une facture qui doublerait. «En théorie, ce serait bien, mais je ne suis pas convaincue que ce soit une bonne chose tout de suite», dit-elle. Il faut d'abord s'assurer que tout étudiant dans le besoin ait suffisamment d'aide financière, puis on haussera les droits, fait-elle valoir.

200 millions d'obligations

«À Concordia, on agit avec beaucoup de prudence», souligne-t-elle. Le nouvel édifice de l'école de commerce John-Molson ouvrira ses portes en septembre prochain, «on time, on budget», dit-elle dans un rare retour à l'anglais. L'autre grand projet de l'Université est l'occupation de la maison mère des Soeurs grises, «d'ici cinq ans». Concordia a dû émettre pour 200 millions d'obligations pour financer son expansion.

«Notre vision, c'est de devenir une université de premier choix pour les étudiants et les professeurs, indique la rectrice. Si on dit ça, c'est qu'on ne l'a pas toujours été.» Mme Woodsworth a récemment dévoilé une ébauche de plan stratégique qui invite la communauté de Concordia à en discuter avec elle. Ses grands objectifs sont l'amélioration de la qualité académique, l'augmen-

tation du taux de réussite des étudiants et le renforcement de l'engagement communautaire.

«Personnellement, je pense que les femmes leaders agissent de façon différente, dit-elle. On a tendance à consulter plus. On est capables de prendre des décisions, mais on les prend beaucoup plus en équipe.» Cela plaît sûrement au conseil d'administration de Concordia, dont les tensions avec son prédécesseur, Claude Lajeunesse, ont mené au départ de ce dernier, trois ans avant la fin de son rectorat.

Échanges avec le Québec francophone

De retour à l'Université Concordia après 10 ans d'absence, la nouvelle rectrice, Judith Woodsworth, a été étonnée d'y entendre davantage de français. «À l'époque où je travaillais ici, je pense que les francophones étaient moins ouverts à l'idée d'étudier en anglais», dit-elle. Traductrice de métier, Mme Woodsworth voudrait voir plus de contacts entre étudiants francophones et anglophones. «Ce serait bien si nos étudiants partageaient en échange dans une autre université qué-



bécoise, par exemple à Chicoutimi ou à Rimouski. Et vice-versa.»

Adoptez un étudiant

Voulez-vous adopter un étudiant de Concordia? Par le truchement du programme Adopt-a-Student, 500 étudiants

ont été «adoptés» par des donateurs, qui se sont engagés à leur offrir une bourse d'au moins 500\$ pendant trois ans. «Il y a une interaction, le donateur peut rencontrer l'étudiant», indique Chris Mota, directrice des relations avec les médias de l'Université Concordia. En deux ans,

840 000\$ ont été amassés. «Ça encourage les gens à contribuer, parce qu'ils voient un étudiant vivant, avec un visage, qui est reconnaissant», dit Judith Woodsworth, rectrice de l'université.

RADIO-CANADA / MAURICIE : Signature d'une nouvelle convention collective - Mise à jour le vendredi 31 octobre 2008 à 11 h 44

Les professeurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières signeront leur nouvelle convention collective, vendredi prochain. Cette ratification survient sept mois après la conclusion de l'entente de principe qui a mis à la grève des professeurs. Le président du syndicat des professeurs, Michel Volle, indique que des différends au sujet du protocole de retour au travail et des congés parentaux sont principalement à l'origine de ce délai.

M. Volle note cependant que l'Université applique déjà certaines clauses de la nouvelle convention. «L'engagement des nouveaux professeurs, les nouvelles clauses salariales. On applique quand même la nouvelle convention dans ces grandes lignes.» Le président du syndicat souligne également que les relations s'améliorent entre les professeurs et la direction de l'UQTR. «Petit à petit, les relations avec le recteur, entre autres, ça va mieux. Ça

progresses, mais c'a laissé beaucoup de traces et ça prend du temps avant de se rétablir», ajoute M. Volle. La direction de l'Université préfère ne pas commenter la situation pour le moment. La nouvelle convention collective sera en vigueur jusqu'en 2012.

Réflexions, idées

THE GAZETTE : Queen's University makes a fool of itself – Thursday, November 27, 2008

It would be hilarious if it were not so chilling: Queen's University will hire six "facilitators" who will listen in on student conversations, vigilant against incorrect speech. Officially, says the University's website, these incognito "intergroup facilitators," will "respond to, stimulate and invite engagement across difference and tensions that arise among and between groups" in residences. They'll pay special attention to "incidents of bias, prejudice ... harassment and discrimination" and they'll be good at all this, because they will "receive intensive and specialized training in the areas of social-justice theory." There's a phrase to strike terror into the hearts of the sensible: "social-justice theory." So often, social-justice theoreticians wrap themselves in the unassailable mantle of "justice" as a way to impose their theories on others. The great villains of

the last century, and many littler ones, all claimed repeatedly to be agents of social justice. And once you're embarked on such a noble crusade, well, individuals who stand in the way of the historical inevitability of social justice deserve whatever comes to them, don't they? Fortunately, this nonsense seems likely to be laughed off campus, as it deserves. We'll concede, without having spoken to them, that the academic chiefs of Queens are not plotting to introduce a dictatorship of the proletariat in Victoria Hall. But how can they be so foolish as to try to impose an official throttle on the freedom of speech which is the sine qua non of a university? Surely the money could be better used to hire a professor to study and teach about the iniquitous effects of censorship on society in general and on academia in particular.

Queen's is by all accounts one of Canada's best universities, and it scored very high once again in the latest Maclean's magazine annual rankings. The school has had a lot of media attention lately because it has scrapped fall homecoming for the next two years, following steadily-rowdier street parties. Scuttling homecoming caused a fuss, but this business of thought police on campus is far more serious. Patrick Deane, the academic vice-president of Queen's, has tried to justify this folly with a lot of baffleleg about "respect, consideration, and a commitment to mutual understanding." But what most people will understand about this is that out of considerations of political correctness, Queen's has forgotten to have any respect for freedom of thought and of speech. In a university, that is both pathetic and frightening.

LE DEVOIR : Essais québécois - Le remue-méninges de Jean-François Lisée – Édition du samedi 15 et du dimanche 16 novembre 2008

Louis Cornellier
Si j'étais premier ministre du Québec -- n'avez crainte, cela n'arrivera pas --, je ferais du nouvel essai de Jean-François Lisée un de mes livres de chevet. Riche catalogue d'idées originales visant à faire du Québec un paradis de la qualité de vie pour tous, Pour une gauche efficace constitue, en effet, un très stimulant remue-méninges qui pourrait faire office de programme gouvernemental de centre gauche. Qualifié de «puissante machine à idées» par Gérard Larose et de «solidaire qui essaie d'être lucide» par l'économiste Pierre Fortin, Jean-François Lisée est un penseur hyperactif dont le regard sur le Québec est à la fois lucide et très enthousiaste. Aux esprits chagrins de la droite qui se complaisent dans un discours sur la médiocrité du Québec, il réplique qu'ils ont tout faux. «Que le Québec, écrit-il, soit la nation nord-américaine avec le niveau d'inégalité sociale le plus faible, que son taux de pauvreté et d'intensité de la pauvreté soit le plus faible sur le continent, que ses villes soient les plus sécuritaires du continent, avec des taux de criminalité parmi les plus bas, tout cela n'a pas d'importance à [leurs] yeux, alors qu'il s'agit de réalisations considérables.» Notre pouvoir d'achat, ajoute-t-il, dépasse celui des Ontariens et notre niveau de scolarisation a fait un bond considérable. Notre situation globale, somme toute, est plutôt enviable, mais les défis qui nous attendent nous impo-

sent de poursuivre avec audace le «processus constant d'amélioration et de réforme» enclenché dans les années 1960. La droite, obsédée par le seul objectif de la création de la richesse, a son plan: réduction de l'État, démantèlement syndical et recul du filet social. L'approche américaine, qui crée de la richesse ne profitant qu'à quelques-uns, n'est pas loin. Lisée la rejette radicalement. Inspiré par «le progressisme pragmatique» de Jacques Parizeau, «celui qui a vu tous les trains partir», le journaliste et chercheur affirme réfléchir dans une logique d'économie de marché avec intervention publique dans laquelle «la création et la distribution de la richesse vont de pair». En ce sens, explique-t-il, «la gauche efficace ne vise pas la création de richesse comme une fin en soi, mais la qualité de vie, dont la prospérité durable est une variable essentielle». Pour illustrer l'esprit de cette gauche efficace, Lisée parle d'un «pacte entre l'économique et le social». Parce qu'elle est «largement imbriquée dans le commerce mondial», l'économie québécoise doit être concurrentielle. Aussi, un gouvernement de la gauche efficace prônerait un allègement fiscal et réglementaire (sauf social et écologique) en échange duquel les entreprises s'engageraient à respecter «le cadre juridique et réglementaire le plus favorable du continent aux droits des salariés [...] et le plus rigoureux du

continent en matière de protection de l'environnement et des consommateurs». Par exemple, au lieu d'augmenter les impôts sur les sociétés, qui affectent ou les prix ou les salaires, il faut plutôt faire payer «les individus riches». En échange d'une abolition de la taxe sur le capital, les entreprises doivent s'astreindre à de nouvelles normes minimales du travail (meilleure conciliation travail-famille, par exemple) et à une gestion plus participative. Selon cette même logique du «donnant-donnant», Lisée propose une réduction conditionnelle de la taxe sur la masse salariale. Les entreprises peuvent en bénéficier si elles présentent un plan général d'augmentation de la productivité qui protège les salariés. De la même manière, une entreprise qui licencie moins pourrait cotiser moins à l'assurance chômage (mais il s'agit ici d'un dossier fédéral).
Faire payer les riches
Ces propositions plutôt techniques, présentées à la chaîne parmi tant d'autres, peuvent finir par donner le tournis au lecteur non spécialiste, mais elles suivent une logique facile à retenir: il s'agit de réduire les coûts de production des entreprises, mais en protégeant les travailleurs-consommateurs, voire en améliorant leur sort. L'un ne doit pas aller sans l'autre. Ces réductions de taxes affecteront les revenus de l'État. Pour renflouer la caisse, Lisée avance plusieurs solutions visant à faire payer les riches.



Les amendes, par exemple, devraient être alignées sur le revenu, comme c'est déjà le cas dans quelques pays. «Une contravention pour avoir grillé un feu rouge? L'équivalent d'une demi-journée de revenu», suggère Lisée. Après une consommation de base, les tarifs d'électricité devraient augmenter. Les tarifs gouvernementaux (SAAQ, garderies) devraient aussi être modulés en fonction du revenu. Les produits de luxe pourraient être lourdement taxés. Lisée propose même de légaliser et de réglementer la vente de marijuana et la prostitution, mais il reconnaît que la souveraineté serait nécessaire pour ce faire. Une augmentation importante des tarifs d'électricité pour tous, accompagnée d'une baisse d'impôt à l'avenant et d'un remboursement pour les ménages à faible revenu, engendrerait aussi, selon lui, un cercle vertueux. Sa démonstration, trop détaillée pour être reprise ici, est spectaculaire et


fait réfléchir, même si le volet d'une privatisation partielle (25 %) d'Hydro-Québec convainc peu. Le chapitre que Lisée consacre à la lutte contre la pauvreté est un des plus stimulants de cet ouvrage. La pauvreté, rappelle-t-il, coûte très cher. Le Québec, dans ce dossier, fait bonne figure par rapport à ses voisins, mais il doit faire mieux. Pour y arriver, il doit de toute urgence généraliser les services de garde pour les enfants pauvres (et ne surtout pas remettre des chèques directement aux parents), privilégier la scolarisation précoce, mieux payer les enseignants, particulièrement ceux qui travaillent en zones défavorisées, combattre l'analphabétisme à tout âge et imposer une obligation de formation aux jeunes assistés sociaux aptes au travail. Cette lutte, on le voit, passe essentiellement par l'éducation. À l'université, une augmentation des droits de scolarité pourrait s'accompagner d'un «contrat citoyen». En

s'engageant à travailler au Québec pendant 12 de ses 20 premières années de travail, un étudiant bénéficierait d'un important remboursement. Véritable électron libre de la social-démocratie québécoise, Lisée, qui s'affiche clairement en faveur de Pauline Marois, se livre, même quand il pousse le bouchon un peu loin, à une brillante et nécessaire entreprise de désintoxication idéologique. Il nous invite, avec une audace qui parfois s'emballe, à être riches, de moyens et de temps, ensemble. «Que ceux qui ont du cran, lance-t-il, engagent le débat et prennent des décisions. Que les autres rénovent leur sous-sol.» Lui, de toute évidence, préfère la parole publique au marteau privé.

Pour une gauche efficace, par Jean-François Lisée, Boréal, Montréal, 2008, 280 pages

Les titres du Courrier international

les titres du 28 novembre 2008

 **THE TELEGRAPH**
Attentats à Bombay : interventions des forces spéciales pour sauver les otages

Au second jour de l'attaque terroriste massive contre Mumbai (nom officiel de la ville de Bombay), la majorité des otages prisonniers des deux principaux hôtels attaqués ont été libérés suite à de violentes batailles "de chambre à chambre". Au moins 17 soldats des forces spéciales ont été hélicoptérés vendredi matin sur un centre juif de Bombay où des islamistes armés retiennent encore des otages. Le dernier bilan fait état d'au moins 130 morts et de plus de 315 blessés.

 **BANGKOK POST**
Thaïlande : le Premier ministre décrète l'état d'urgence


Le Premier ministre thaïlandais Somchai Wongsawat a déclaré l'état d'urgence sur les deux aéroports de Bangkok et autorisé la police à mettre fin au blocage des lieux depuis leur prise d'assaut par des manifestants de l'Alliance du Peuple pour la démocratie (PAD). Cette décision de s'appuyer sur la police fait suite au refus du chef de l'armée Gen Anupong Paojinda d'utiliser la force contre la PAD. Des milliers de touristes sont toujours bloqués dans Bangkok, inaccessible par les airs.

 **DAWN**
Inde-Pakistan : le jeu des responsabilités a commencé


Au lendemain de l'attaque terroriste en Inde, le Premier ministre indien, Manmohan Singh, a explicitement accusé son voisin en affirmant que les assaillants étaient d'origine pakistanaise, et menacé le Pakistan de représailles. De son côté, Islamabad a "fermement affirmé" que le Pakistan n'était impliqué en aucune manière dans ces attaques. "Quels qu'en soient les auteurs, ces attaques terroristes portent un coup à l'amélioration des relations entre les deux pays observée ces derniers temps", commente le quotidien d'Islamabad.

 **AL HAYAT**
Le Parlement irakien approuve l'accord avec les Etats-Unis


Les députés irakiens ont adopté le 27 novembre, par 149 voix exprimées sur 198 votants, l'accord avec les Etats-Unis prévoyant le retrait des troupes américaines d'ici à 2011, rapporte le quotidien panarabe. Lors de la séance, les députés du chef chiite radical Moqtada Al-Sadr ont brandi des pancartes où était écrit : "Non à l'accord" et scandé : "Non à l'occupation ! Oui à l'Irak !" L'accord doit être ratifié par le président kurde Jalal Talabani et par ses deux vice-présidents, un chiite et un sunnite.

 **THE MONITOR**
Des centaines d'habitants du Nord-Kivu se réfugient en Ouganda

Dans la seule journée du 26 novembre, plus de 1 300 réfugiés fuyant les combats en République démocratique du Congo (RDC) sont entrés en Ouganda, rapporte le quotidien de Kampala. Selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), le nombre de Congolais qui ont fui leur pays s'élève à 15 000 depuis le début du mois d'août 2008, marqué par la reprise des combats au Nord-Kivu entre les rebelles de Laurent Nkunda et l'armée régulière de RDC. Les réfugiés ont été dirigés dans des camps installés à 350 kilomètres de la frontière.

 **EL UNIVERSAL**
"La moitié des policiers mexicains sont peu recommandables"

Au cours d'une séance de questions devant le Sénat organisée le 27 novembre, le président mexicain Felipe Calderón a déclaré que "49,6 % des policiers municipaux et fédéraux évalués cette année ne sont pas recommandables". Ils ne satisfont pas aux exigences que requièrent leurs fonctions. En matière de sécurité, les autorités mexicaines se reposent notamment sur l'armée pour pallier les faiblesses des policiers. Or le maintien des militaires dans les rues suscite un débat au sein de la classe politique dans le pays.

 **DAILY NATION**
Les Etats-Unis perdent patience face à Robert Mugabe

La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice a demandé le 27 septembre aux pays limitrophes du Zimbabwe de faire pression sur son président Robert Mugabe

pour qu'il accepte enfin de partager le pouvoir avec l'opposition. "La patience des Etats-Unis a des limites, nous avons besoin de l'aide des pays voisins", a-t-elle expliqué aux journalistes. Jusqu'à présent, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), qui regroupe 11 pays, n'a pas réussi à s'imposer.

 **LOS ANGELES TIMES**
Inquiétude après une cyberattaque contre le ministère de la Défense

Plusieurs officiels du ministère de la Défense américain ont fait part de leur inquiétude quant à la récente "attaque électronique" contre plusieurs ordinateurs du commandement de la Défense qui proviendrait de Russie, révèle le *Los Angeles Times*. Les ordinateurs touchés abritaient des informations importantes sur les zones de combat en Irak et en Afghanistan. Cette cyberattaque risque de refroidir davantage les relations russo-américaines, commente le journal.


 **THE DAILY TELEGRAPH**
Angleterre : un parlementaire conservateur arrêté

Un membre important du Parti conservateur britannique, Damian Green, a été arrêté jeudi par la police antiterroriste. Il est soupçonné d'avoir divulgué des informations importantes sur la politique d'immigration du gouvernement. Cette arrestation a provoqué un tollé chez les Tories. Son leader, David Cameron, s'est dit "très en colère" après cette arrestation et a dénoncé en privé le comportement "staliniens" des autorités britanniques.

 **LE TEMPS**
Joyeux anniversaire, Claude Lévi-Strauss

Le père fondateur de l'ethnologie, Claude Lévi-Strauss, fête ses 100 ans ce vendredi 28 novembre. "Les débats qui agitaient la scène intellectuelle française autour de sa méthode structuraliste semblent apaisés. Reste une œuvre littéraire majeure, dont le célèbre *Tristes Tropiques*", écrit le quotidien suisse, qui lui rend un bel hommage en publiant notamment une longue et passionnante interview du philosophe Didier Eribon.


les titres du 27 novembre 2008

 **THE INDIAN EXPRESS**
Attentat à Bombay : 100 morts et plus de 100 blessés

Une centaine de personnes ont été tuées et une centaine d'autres blessées à Bombay dans des fusillades et explosions en série menées mercredi soir par des hommes armés de fusils d'assaut et de grenades, qui ont visé notamment des grands hôtels de la ville. Cette "nuit de terreur à Mumbai" (l'autre nom de Bombay) a été marquée par des prises d'otages de touristes essentiellement américains et britanniques. "Observée par une nation horrifiée, il s'agit d'une des plus audacieuses attaques terroristes qu'a connue l'Inde (...) touchant un symbole du cosmopolitisme, commente le journal indien.

 **EL NACIONAL**
Accord de coopération nucléaire civile entre Moscou et Caracas

"Les présidents de Russie (Dmitri Medvedev) et du Venezuela (Hugo Chávez) ont signé le 26 novembre sept accords dans les domaines social, technologique, économique et militaire", annonce le quotidien. Le plus important d'entre eux porte sur le développement de l'énergie nucléaire à des fins civiles pour permettre la diversification des ressources énergétiques vénézuéliennes. La visite de Medvedev coïncide avec des manœuvres sans précédent des marines russe et vénézuélienne dans les Caraïbes.


 **BANGKOK POST**
Les manifestants thaïlandais bloquent le second aéroport

Les manifestants antigouvernementaux ont bloqué et fermé le second aéroport de Bangkok, a annoncé jeudi 27 novembre son directeur. La capitale n'est donc plus accessible par voie aérienne. Le Premier ministre, Somchai Wongsawat, et les leaders de l'Alliance du peuple pour la démocratie (PAD, coalition d'obédience royaliste) ont par ailleurs rejeté l'appel au compromis lancé par le général Anupong Paojinda, le chef des armées, qui proposait l'organisation de nouvelles élections.


 **JERUSALEM POST**
Le procureur d'Israël envisage une inculpation d'Ehoud Olmert

Menahem Mazouz, procureur général d'Israël, a informé le Premier ministre Ehoud Olmert que plusieurs chefs d'inculpation contre lui étaient envisagés dans le cadre de l'affaire Rishon Tours - une double facturation de voyages à l'étranger. Les charges retenues le rendraient passible

d'une peine maximale de sept ans de prison. "Les responsables du parti Kadima pourraient demander à Olmert de démissionner dès aujourd'hui", annonce le quotidien.


 **EL WATAN**
La France va indemniser les victimes des essais nucléaires en Algérie

Les militaires, les personnels civils de l'armée et les populations civiles irradiés par les essais nucléaires français qui ont eu lieu entre 1960 et 1996 en Polynésie et dans le Sahara algérien pourront enfin être indemnisés. La nouvelle a été annoncée par le ministre de la Défense français, Hervé Morin, qui déposera en janvier prochain un projet de loi sur la question à l'Assemblée nationale. Reste à savoir, cinquante ans après les essais, combien de personnes sont concernées.

 **GAZETA**
Assassinat du maire de Vladikavkaz en Ossétie du Nord

Vitali Karaev, le maire de la capitale nord-ossète, Vladikavkaz, a été tué hier matin d'une balle en plein cœur tirée par un sniper. Karaev venait de monter dans sa voiture pour se rendre au travail quand il a été abattu. Les enquêteurs supposent que le meurtre est lié à ses activités professionnelles. En poste depuis un an seulement, Karaev avait occupé auparavant diverses responsabilités municipales

pales ou régionales mais n'avait été mêlé à aucun scandale particulier, selon le journal moscovite.


 **CORRIERE DELLA SERA**
Une nouvelle compagnie aérienne européenne : Lufthansa Italia

La compagnie aérienne allemande Lufthansa a annoncé le 26 novembre la création d'une filiale italienne, Lufthansa Italia, qui desservira, à compter du mois de février 2009, plusieurs villes européennes à partir de l'aéroport de Milan Malpensa, dont Barcelone, Paris, Bruxelles, Budapest, Bucarest, Londres et Lisbonne, annonce le quotidien de Milan. La nouvelle compagnie embauchera 150 personnes, des pilotes et des hôtes uniquement de nationalité italienne.


 **SUD QUOTIDIEN**
Le financement mondial de la lutte contre les grandes maladies revu à la baisse

La crise financière qui secoue le monde aura des incidences directes sur la santé des populations en Afrique, note le quotidien de Dakar. Les donateurs du Fonds mondial de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose (les trois maladies les plus mortelles) ont en effet déclaré qu'ils ne pourront plus débloquer la totalité des 3 milliards de dollars qu'ils avaient promis. Réuni les 7 et 8 novembre dernier à New Delhi, le conseil d'administration du fonds a

ramené la somme à 2,7 milliards de dollars, soit une réduction de 10 %.

 **THE INDEPENDENT**
"Personne ne soutient les talibans mais tout le monde haït le gouvernement"

"L'effondrement de l'Afghanistan est plus proche que ce que le monde croit", prévient Robert Fisk, correspondant en Afghanistan et grande plume de *The Independent*. Sur le point de quitter le pays, le journaliste dresse un bilan catastrophique de la situation. Plus de 4 000 personnes, dont un tiers de civils, ont été tuées ces onze derniers mois, les organisations humanitaires désertent le pays et le gouvernement corrompu d'Hamid Karzai est impuissant face à l'avancée des talibans.


 **THE WASHINGTON POST**
Etats-Unis : les consommateurs font moins de shopping

Les dernières données économiques montrent que, malgré la baisse des prix des produits de consommation, les consommateurs américains choisissent d'épargner plutôt que de dépenser, annonce le quotidien. "Ce qu'ils économisent en essence, les Américains ne le dépensent pas au supermarché, mais préfèrent consolider leur compte épargne", affirme un économiste de l'université du Maryland.

les titres du 26 novembre 2008

 **THE NATION**
Des manifestants bloquent l'aéroport de Bangkok

L'aéroport Suvarnabhumi de Bangkok a été fermé mardi soir après avoir été pris d'assaut par les manifestants antigouvernementaux de l'Alliance du peuple pour la démocratie (PAD). "Nous avons fait pression sur le gouvernement pendant cinquante heures sans résultat. Ce blocage vise à montrer au monde entier les problèmes auxquels la Thaïlande est confrontée", a déclaré un leader du PAD qui réclame le départ du Premier ministre, jugé corrompu. Mercredi 26 novembre, l'évacuation des centaines de touristes de l'aéroport a débuté dans la matinée.

 **THE NEW YORK TIMES**
Obama maintient Robert Gates à la Défense

Barack Obama a décidé de maintenir Robert Gates au poste de ministre de la Défense. Ancien directeur de la CIA, âgé de 65 ans, Robert Gates a succédé à Donald Rumsfeld au Pentagone à la fin de l'année 2006 à la demande d'un George Bush à la recherche d'une porte de sortie du borbier irakien. C'est une preuve de "continuité bipartisane" en temps de guerre, commente le quotidien de New York. Sa nomination devrait être confirmée la semaine prochaine.

 **POLITIKEN**
Oui massif du Groenland à une autonomie élargie

Les quelque 39 000 électeurs des 80 villes et villages du Groenland ont décidé, à une majorité écrasante et sans surprise, de faire avancer leur territoire vers l'indépendance. Plus de 75,5 % des Groenlandais ont en effet voté, mardi 25 novembre, en faveur d'une autonomie élargie de cette île stratégique de l'Arctique sous hégémonie danoise depuis près de trois cents ans, selon des résultats complets publiés par le gouvernement local.

 **DAILY NATION**
La crise alimentaire empire au Kenya


Le Kenya traverse une grave crise alimentaire. Il ne reste que 1,2 million de sacs de maïs dans les réserves du gouvernement, ce qui est insuffisant. Il en faudrait entre 4 et 6 millions pour tenir jusqu'à la prochaine récolte et nourrir l'ensemble de la population. Lors d'une conférence de presse à la suite d'une réunion avec les meuniers, le 25 novembre, le ministre de l'Agriculture, William Ruto, a toutefois annoncé que la situation était sous contrôle.

 **DAWN**
L'Inde et le Pakistan s'unissent pour lutter contre le terrorisme

Afin de renforcer la lutte contre le terrorisme transfrontalier, l'immigration clandestine et le trafic de fausse monnaie, un accord de coopération a été signé le 25 novembre à Islamabad par les ministres de l'Intérieur de l'Inde et du Pakistan. Pour la première fois, les deux parties ont décidé qu'il fallait cesser de faire porter la responsabilité à l'autre à chaque fois qu'un incident survenait dans les régions frontalières. Les services concernés des deux pays auront en outre toute latitude pour agir.


 **MAIL & GUARDIAN**
Cinq cents opposants auraient disparu en deux ans en RDC

Selon un rapport rendu public le 25 novembre par l'ONG Human Rights Watch, dont le siège est à New York, le gouvernement de la république démocratique du Congo (RDC) aurait tué en deux ans au moins 500 opposants au régime et il en aurait détenu 1 000 autres dont beaucoup auraient été torturés. Ces faits se seraient déroulés essentiellement dans le nord-ouest et dans le sud du pays, loin de l'endroit où sévit la rébellion. Human Rights Watch dénonce le silence de la communauté internationale.


 **THE GUARDIAN**
Royaume-Uni : révélations sur une hausse secrète de la TVA

A l'occasion de la présentation au Parlement du pré-budget, lundi 24 novembre, le ministre de l'Economie, Alistair Darling, a annoncé sa mesure phare : une baisse de la TVA de 17,5 % à 15 %. Mais la publication de documents officiels ce 26 novembre révèle que la chancellerie avait d'abord prévu d'annoncer "une augmentation significative


de la TVA à 16,5 % en 2011-2012". "Pourquoi l'avoir caché ?" s'interroge le journal. Ce revirement de dernière minute alimente déjà les critiques du camp conservateur.

 **LA NACION**
L'Argentine annonce son plan de lutte contre la crise

La présidente de l'Argentine, Cristina Kirchner, a annoncé le 25 novembre un plan de travaux publics de quelque 16 milliards d'euros pour faire face à la crise financière internationale. Ce plan d'investissements publics, le plus ambitieux de l'histoire du pays, s'ajoute au projet de loi sur le rapatriement des capitaux argentins investis à l'étranger. Leur montant s'élèverait, selon le quotidien, à plus de 115 milliards d'euros. Le gouvernement veut inciter leur retour par le biais de mesures fiscales.

 **RENMIN RIBAO**
Yang Jia, le tueur de six policiers, a été exécuté

Yang Jia, reconnu coupable d'avoir tué six agents de police, a été exécuté par injection mercredi 26 novembre à Shanghai, annonce sur son site "Le Quotidien du peuple". Ce Pékinois sans emploi âgé de 28 ans avait poignardé à mort six policiers le 1er juillet dernier. Son cas, largement médiatisé, avait fait l'objet d'une pétition en faveur de l'abolition de la peine de mort en Chine.


 **LE SOIR**
CO2 : les émissions cachées du nucléaire

"L'énergie nucléaire est une source de production d'électricité qui n'émet pas de CO2." Ce leitmotiv de l'industrie nucléaire est remis en cause par une étude menée par un chercheur de l'université de Singapour, révèle le quotidien de Bruxelles. Ses conclusions montrent que le cycle du combustible nucléaire (de l'extraction de l'uranium au démantèlement des centrales) peut produire près de deux tiers des émissions produites par le cycle du combustible des centrales gaz-vapeur. Extraire l'uranium, le conditionner et le transporter produit 38 % des émissions de CO2 de la filière nucléaire.

les titres du 25 novembre 2008

 **BANGKOK POST**
Thaïlande : le Parlement paralysé

"Les manifestations monstres du lundi 24 novembre à Bangkok ont contraint le Parlement à annuler ses réunions de travail et ont provoqué une situation d'anarchie dans les rues", rapporte le quotidien. Les partisans de l'Alliance du peuple pour la démocratie (PAD), qui souhaite faire tomber le gouvernement, ont proclamé leur victoire, mais le Premier ministre Somchai Wongsawat semble déterminé à rester en place. Mardi matin, environ 10 000 manifestants ont assiégré des bureaux temporaires aménagés par le Premier ministre dans un terminal désaffecté de l'aéroport.


 **BERLINGSKE TIDENDE**
Les Groenlandais votent sur un régime d'autonomie élargie

Près de 40.000 électeurs du Groenland, territoire danois d'outre-mer, se prononcent ce 25 novembre sur un régime d'autonomie élargie négocié avec le Danemark. Le journal reprend les résultats d'une récente enquête d'opinion selon laquelle 61% des Groenlandais voteraient oui. Ce nouveau régime leur confère pour la première fois le droit à l'autodétermination et contient la reconnaissance de la langue groenlandaise comme langue officielle. Et il ouvre la voie à l'indépendance totale de l'île.


 **THE KOREA HERALD**
La Corée du Nord ferme un peu plus sa frontière avec la Corée du Sud

La Corée du Nord a averti Séoul qu'à compter du 1er décembre elle allait suspendre ses liaisons ferroviaires en direction de la Corée du Sud et restreindre les entrées à la frontière, en signe de protestation contre la politique de confrontation menée par Séoul à l'égard de Pyongyang. Les relations intercoréennes se sont sensiblement dégra-

dées depuis l'arrivée au pouvoir à Séoul du président Lee Myung-bak, en février dernier, un conservateur qui prône une ligne intransigeante à l'égard de Pyongyang.


 **FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG**
N.Sarkozy : "Nous agissons", A. Merkel : "Nous attendons de voir"

Lors du dixième Conseil des ministres franco-allemand, le lundi 24 novembre, les divergences entre la France et l'Allemagne se sont cristallisées sur le plan de relance européenne, qui pourrait se monter à 130 milliards d'euros, soit l'équivalent de 1 % de la richesse des pays de l'UE. "Face à la crise, nous souhaitons agir avec rapidité et avec force", a annoncé le président français. "Le risque, c'est que l'on confonde action et précipitation", a estimé pour sa part la chancelière allemande.

 **THE WALL STREET JOURNAL**
Barack Obama veut un "grand stimulus" économique




Barack Obama a annoncé qu'il souhaitait que l'ensemble des mesures économiques décidées par sa future gouvernance impose un "grand stimulus", rapporte le quotidien économique. "Mais je veux aussi que nos mesures permettent de soutenir durablement l'économie américaine" a-t-il annoncé le 24 novembre lors d'une conférence de presse à Chicago au cours de laquelle il a présenté son "équipe économique". D'après les commentateurs, son plan de relance pourrait dépasser les 800 milliards de dollars.

 **LA REPUBLICA**
L'APEC s'engage à lutter contre la crise mondiale

A l'issue d'un sommet de deux jours qui s'est terminé le 23 novembre à Lima, les vingt et un membres du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) - dont les Etats-Unis, la Chine et le Japon - ont assuré qu'ils prendraient toutes les mesures économiques et financières nécessaires pour faire face à la crise mondiale. Le quotidien regrette le "manque d'autocritique et l'excès d'optimisme" des participants à cette réunion et juge la déclaration finale décevante.

 **ZAMAN**
L'Arménie souhaite ouvrir ses frontières avec la Turquie

Le ministre arménien des Affaires étrangères Eduard Nalbandian a appelé lundi 24 novembre à une normalisation des relations avec son voisin turc. Pour lui, une ouverture des frontières et des relations diplomatiques avec la Turquie serait utile aux deux pays et encouragerait la paix dans la région.

 **MAIL & GUARDIAN**
Réunion de la dernière chance pour le Zimbabwe

Sous la poussée des leaders régionaux, les rivaux politiques zimbabwéens, qui s'affrontent depuis les élections de juin 2008, se retrouvent ce 25 novembre en Afrique du Sud afin de trouver une issue à l'impasse politique dans laquelle se trouve le Zimbabwe. Des représentants des différents partis seront présents autour de l'ancien président sud-africain Thabo Mbeki, qui a gardé son titre de négociateur. Il y a urgence, la population du Zimbabwe est menacée par le manque de nourriture, l'hyperinflation et une épidémie de choléra.

 **LE POTENTIEL**
L'Ethiopie envisage de retirer ses troupes de Somalie

Dans un discours diffusé à la télévision le 23 novembre, le ministre des Affaires étrangères éthiopien a fustigé l'inca-

pacité des dirigeants somaliens à sauver leur pays privé d'administration centrale depuis dix-huit ans, relate le quotidien de Kinshasa. Face à cet échec, le retrait des troupes éthiopiennes déployées sur le territoire somalien depuis la fin de l'année 2006, afin d'aider le gouvernement à lutter contre les rebelles islamistes, est envisagé.


 **THE INDEPENDENT**
"Enfin un Gordon Brown audacieux !"

Au lendemain de l'annonce par le gouvernement britannique d'une série de mesures économiques en faveur des faibles salaires et des retraités, le quotidien de Londres donne un bon point au Premier ministre, Gordon Brown. "C'est le plan le plus progressiste depuis l'arrivée du Labour au pouvoir, en 1997. (...) Il aura fallu une récession pour que G. Brown et Alistair Darling osent enfin prendre des décisions en faveur d'une société plus juste et tourner ouvertement le dos aux orthodoxies Reagan-Thatcher", écrit le journal.

les titres du 24 novembre 2008

 **AL-AYYAN**
Des élections en Palestine en cas d'échec du dialogue

Le président palestinien Mahmoud Abbas a annoncé le 23 novembre qu'il provoquerait début 2009 des élections générales anticipées en cas d'absence d'accord de réconciliation avec les islamistes du Hamas. Ce parti, qui a violemment pris le contrôle de la bande de Gaza en juin 2007 au détriment du Fatah après dix-huit mois de coexistence houleuse avec ce parti, a refusé l'éventualité d'un nouveau scrutin. Pour lui, il serait illégal, la législature actuelle arrivant à terme en janvier 2010.

 **EL NACIONAL**
Chávez sort vainqueur des élections régionales au Venezuela


Les partisans du président Hugo Chávez l'ont emporté dans la majorité des Etats en lice pour les élections régionales organisées le 23 novembre au Venezuela. Profondément anti-Chávez, le quotidien met en avant la victoire de l'opposition dans 5 Etats sur 22, dont celui de la capitale Caracas. "Le nouveau maire de Caracas, Antonio Ledezma, a remercié les citoyens pour leur choix", explique le journal. Il a aussi adressé un message à Chávez en souhaitant qu'"[ils travaillent] ensemble pour sauver Caracas".

 **VREMIA NOVOSTIËI**
Anniversaire raté pour le président géorgien Saakachvili


Le cinquième anniversaire de la "révolution des roses" en Géorgie, qui a vu l'avènement du président Mikheil Saakachvili, a été marqué par plusieurs scandales, selon le journal moscovite. Ancienne figure du mouvement, l'expresidente du Parlement Nino Bourdjanadzé a décidé de créer son propre parti d'opposition et de se présenter à la prochaine élection présidentielle. Le président Saakachvili est confronté à une forte opposition.

 **BANGKOK POST**
Thaïlande : manifestations monstres pour faire tomber le pouvoir

Des milliers de manifestants ont bloqué lundi 24 novembre l'accès au Parlement à Bangkok, à l'appel de l'Alliance du peuple pour la démocratie (PAD), pour une "bataille finale" visant à renverser le gouvernement de Somchai Wongsawat. La veille, plus de 40 000 manifestants, vêtus de jaune, en signe d'allégeance au roi, s'étaient rassemblés dans la capitale. M. Somchai était absent lundi de Bangkok car il participait ce week-end à un sommet des pays de la Coopération Asie-Pacifique (APEC) au Pérou.

 **SUD QUOTIDIEN**
Echec du putsch contre le président de la Guinée-Bissau

Des militaires mutinés ont attaqué la résidence du président de la Guinée-Bissau, João Bernardo Vieira, dans la nuit du 22 au 23 novembre, mais la tentative de renversement a échoué, rapporte le quotidien sénégalais. Cette rébellion fait suite à la proclamation des résultats des élections législatives du 16 novembre, qui s'étaient pourtant déroulées dans le calme. Le Parti républicain pour l'indépendance et le développement (PRID) du président Vieira avait été donné battu.

 **THE GUARDIAN**
Plan anticrise : Londres veut taxer davantage les riches

Le ministre des Finances britannique, Alistair Darling va annoncer lundi 24 novembre une hausse du taux d'imposition - qui passera de 40 % à 45 % - pour les personnes dont le revenu annuel est supérieur à 150 000 livres (180 000 euros). "Le chancelier va ainsi briser quinze ans de tabou au Parti travailliste concernant l'imposition des plus riches", écrit le quotidien. Il annoncera également les grandes lignes du prébudget 2009-2010, comprenant une baisse de la TVA et des investissements publics.

 **TRIBUNE DE GENÈVE**
Le PS fonce dans le mur en klaxonnant

Comme beaucoup de quotidiens francophones, le journal suisse ironise sur la crise au Parti socialiste français, alors qu'une "commission de récolement" doit examiner ce lundi


matin les nombreux contentieux nés du vote très contesté de vendredi pour élire une nouvelle première secrétaire. "Le PS fait penser à ces couples soviétiques obligés de partager le même appartement après la séparation !" écrit le quotidien.

 **THE NEW YORK TIMES**
Le gouvernement américain à la rescousse de Citigroup

Le gouvernement américain a annoncé, le dimanche 23 novembre, un plan de sauvetage du géant bancaire Citigroup afin d'éviter une nouvelle catastrophe financière. Celui-ci prévoit de garantir les actifs à hauteur de 306 milliards et de prendre une participation privilégiée dans le groupe. Citigroup avait déjà bénéficié d'une aide de 25 milliards de dollars, via le plan Paulson.

 **LE POTENTIEL**
Le Burundi abolit la peine de mort

Le Parlement du Burundi a adopté le 22 novembre un nouveau Code pénal prévoyant l'abolition de la peine de mort, par 90 voix pour, zéro voix contre et 10 abstentions, annonce le quotidien de Kinshasa. Le nouveau code intègre les dispositions du droit international concernant les génocides, crimes de guerre et contre l'humanité, qui jusqu'ici n'étaient pas pénalisés, mais, déplore le quotidien, l'homosexualité est devenue un délit.


 **LA REPUBBLICA**
Polémique sur la sécurité dans les écoles après un accident meurtrier

Après l'effondrement d'un lycée qui a causé la mort d'un lycéen de 17 ans, à Turin, la polémique fait rage en Italie sur l'état de délabrement des établissements scolaires. La ministre de l'Education, Mariastella Gelmini, a reconnu qu'il était urgent de les rénover, une école sur deux serait dangereuse. Silvio Berlusconi a estimé qu'il ne s'agissait que d'une fatalité dramatique. Pour manifester leur colère, une centaine de lycéens ont envahi le festival du film de Turin lors de la projection d'un film de Nanni Moretti, qui leur a apporté son soutien.

les titres du 21 novembre 2008

 **JORDAN TIMES**
Bande de Gaza : le roi de Jordanie met Israël en garde

Le 20 novembre, deux jours après avoir reçu les Israéliens Ehoud Olmert et Ehoud Barak, le roi Abdallah II de Jordanie s'est entretenu à Aqaba avec Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne. Il a mis en garde Israël contre toute action militaire dans la bande de Gaza, rapporte le quotidien anglophone jordanien. Il a également demandé à l'Etat hébreu de rouvrir les points de passage vers le territoire, fermés depuis le 5 novembre, après des tirs de roquettes et d'obus de mortier sur Israël. "Il a clairement énoncé que la route vers la paix et la sécurité passait par les négociations, non la force et la famine", insiste le journal en éditorial.


 **THE WASHINGTON POST**
Le système financier rechute dans la crise

Après une courte accalmie, le marché financier a de nouveau sombré dans la crainte d'une récession mondiale

durable, annonce le quotidien de Washington. L'indice Standard & Poor's, qui compile 500 valeurs de la Bourse de Wall Street, a clôturé le 20 novembre en baisse de presque 7 %, à son plus bas niveau depuis 1997. Les compagnies financières ont été durement touchées. L'action de Citigroup, entre autres, a perdu la moitié de sa valeur en l'espace d'une semaine.

 **BANGKOK POST**
L'opposition thaïlandaise se mobilise en masse

Les leaders de l'Alliance du peuple pour la démocratie (PAD, coalition de partis d'opposition) appellent ce dimanche 23 novembre à "la plus grande manifestation jamais vue". Jeudi, un attentat à la bombe a brusquement ravivé les tensions. Un engin a explosé au milieu des manifestants qui occupent depuis trois mois le siège du gouvernement, à Bangkok. L'explosion a tué une personne et fait vingt-neuf blessés. "Des experts politiques craignent que cela n'entraîne une spirale de violence", relate le journal de Bangkok.

 **THE TIMES**
Au Royaume-Uni, l'accession à la propriété vire au cauchemar

Au moins un cinquième des maisons mises en vente sur le marché britannique appartiendraient à des personnes en difficulté financière, incapables de rembourser leur emprunt. Au total, le nombre de saisies aura augmenté de 70 % en 2008 par rapport à 2007, ajoute le quotidien londonien, citant des enquêtes menées auprès des banques et des agents immobiliers. La pression s'accroît sur le gouvernement britannique pour qu'il vienne en aide aux propriétaires endettés.

 **EL ESPECTADOR**
La faillite retentissante d'une société d'épargne pyramidale en Colombie

500 000 à 2 millions de Colombiens, selon les estimations, sont victimes de la fermeture administrative de la société DMG, accusée de pratiquer l'épargne pyramidale. David Murcia, patron de DMG, a été arrêté au Panamá cette semaine et aussitôt extradé en Colombie. Il devra répon-

dre notamment de blanchiment d'argent, en compagnie d'autres membres de la compagnie financière. Plusieurs centaines d'épargnants ruinés ont affronté la police à Bogotà le 20 novembre, accusant l'Etat de voler leurs économies.

LE PAYS

Affaire Kieffer : Abidjan lance un mandat d'arrêt contre un témoin

La justice ivoirienne a lancé un mandat d'arrêt international, le 17 octobre, contre Berté Seydou. Cet Ivoirien est installé en France et témoin à charge dans l'affaire de la disparition du journaliste franco-canadien Guy-André Kieffer, le 16 avril 2004. Berté Seydou est poursuivi pour avoir osé témoigner contre la première dame de Côte-d'Ivoire, Simone Gbagbo, précise le quotidien burkinabé. Ce mandat est aussi une réponse à la France, qui maintient en détention un proche du pouvoir, Jean-Toni Oulaï, suspecté d'être responsable de l'enlèvement du journaliste.

CHINA DAILY

Le marché de l'emploi se dégrade en Chine

"Le pire est encore à venir, alors que la crise internationale pèse sur l'économie chinoise", titre le quotidien anglo-

phone de Pékin. Selon les chiffres fournis par le régime, "le taux de chômage est resté stable dans les villes, à 4 %, sur les dix premiers mois de l'année. Ce taux, qui ne prend pas en compte la main-d'œuvre venue des campagnes, pourrait passer à 4,5 % d'ici à décembre", précise le journal. Il espère cependant que le plan de relance concocté par Pékin fera sentir ses effets courant 2009.

LE POTENTIEL

Les rebelles sont de retour au Mozambique

Les groupes armés qui sont restés fidèles à l'ancien mouvement rebelle mozambicain, la Renamo, ont refait leur apparition dans les rues de Maringue, une ville d'une province centrale du pays, annonce le quotidien de Kinshasa. Seize ans après la fin de la guerre civile, cette force, composée de 200 combattants installés dans d'anciennes bases militaires, a repris du service. Armés jusqu'aux dents, les rebelles avaient déjà semé la panique dans la région de manière sporadique.

EKANTIPUR.COM

Les jeunes communistes mettent Katmandou en ébullition

Ce vendredi 21 novembre, pour la deuxième journée d'affilée, de jeunes Népalais ont manifesté leur colère dans

les rues de Katmandou. La mort de deux étudiants, retrouvés morts le 19 novembre après avoir été kidnappés, a mis le feu aux poudres. Les manifestants accusent la Ligue des jeunes communistes, affiliée au parti maoïste au pouvoir, d'être derrière ces assassinats. Les deux victimes auraient appartenu à un parti communiste rival.

THANH NIEN

Le Vietnam veut limiter à deux le nombre d'enfants par famille

"Le gouvernement vietnamien, pour tenter de réduire le taux de croissance de la population, proposera en décembre aux députés un texte qui impose une réduction du nombre d'enfants à deux par famille", relate le quotidien de Hô Chi Minh-Ville. La mesure, déjà appliquée par le passé, a été assouplie en 2003, ce qui a entraîné une multiplication des familles de trois enfants. Le pays compterait 84 millions d'habitants, pour les deux tiers âgés de moins de 35 ans. Il est le treizième pays le plus peuplé au monde.

les titres du 20 novembre 2008

THE INDIAN EXPRESS

La marine indienne coule un bateau pirate somalien

Le 18 novembre dans la soirée, la frégate indienne *INS Tabar* a été attaquée par des pirates somaliens dans le golfe d'Aden. Elle a riposté, et coulé le navire pirate, présenté comme un "bateau mère" : un cargo transportant des embarcations rapides que les Somaliens utilisent pour mener leurs attaques. Le quotidien de Bombay, qui détaille les circonstances de l'assaut, ajoute que la marine indienne envisage de se doter d'un avion de patrouille, stationné à Djibouti, pour assurer la sécurité des mers.

FINANCIAL TIMES DEUTSCHLAND

Pour relancer l'économie, l'UE débloque 130 milliards d'euros

Le quotidien allemand confirme les chiffres qui circulaient depuis quelques jours : la Commission européenne concocte un plan de relance de 130 milliards d'euros. "Cela représente 1 % du PIB de chaque Etat membre", précise le journal en éditorial. "Au regard de la profondeur de la crise, c'est une bonne chose que l'Union européenne mette d'urgence en place un plan d'action coordonnée. Le plus grand danger est que maintenant chaque pays chipote sur les chiffres et détruisse cet élan", écrit-il.

EL WATAN

L'ultimatum de l'UE à la Mauritanie expire aujourd'hui

C'est ce 20 novembre que va se jouer à Paris le destin de la Mauritanie, à l'issue des consultations entre la junte militaire, au pouvoir depuis son coup d'Etat du 6 août, et l'Union européenne. L'UE est le principal partenaire économique et bailleur de fonds de la Mauritanie, rappelle le quotidien d'Alger. Pour lui, la junte risque gros à passer outre à l'ultimatum de l'UE, qui exige le rétablissement de l'ordre constitutionnel. Une menace d'embargo et de sanctions internationales plane sur le pays.

KOMMERSANT

Le procès du meurtre de Politkovskaïa restera à huis clos

Le procès du meurtre de la journaliste Anna Politkovskaïa, qui a débuté le 17 novembre dans un tribunal militaire de Moscou, se tiendra finalement à huis clos. Les douze jurés

ont refusé de siéger si des journalistes étaient présents, craignant des pressions. L'annonce du huis clos a été faite le 19 novembre. Quatre personnes doivent comparaître, mais manquent le tueur présumé, en fuite, et le commanditaire du crime. Un tribunal militaire a été saisi à la demande d'un des accusés, officier des services secrets russes.

MARDOMAK

L'AIEA épingle l'Iran et la Syrie

Dans son dernier rapport, publié le 19 novembre, Mohammed ElBaradei, directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), affirme n'avoir toujours pas pu déterminer la nature des programmes nucléaires iranien et syrien, en raison du manque de coopération des deux pays. En Syrie, l'Agence soupçonne un site bombardé par l'aviation israélienne en septembre 2007 d'avoir été un site nucléaire. Selon le rapport, l'Iran continue l'enrichissement de l'uranium et possède 6 000 centrifugeuses.

THE NEW YORK TIMES

"Al-Qaïda accueille froidement l'élection d'Obama"

Depuis des années, Al-Qaïda portaitrait George W. Bush comme le héros d'une croisade américaine contre les musulmans. "L'élection d'Obama, un homme qui a vécu enfant en Indonésie et dont le père était d'une famille musulmane, a brouillé son message", écrit le journal new-yorkais. Dans une vidéo diffusée sur Internet le 19 novembre, le numéro deux du réseau, Al-Zawahiri, revient donc aux bonnes vieilles injures raciales : Obama serait un "house negro" (employé de maison noir) au cœur "rempli de haine".

CHINA DAILY

Le salut de l'automobile passe-t-il par la Chine ?

"Les multinationales, touchées par la crise, tablent sur la hausse des ventes en Chine", titre le quotidien anglophone de Pékin. Au bord de la faillite, l'américain General Motors a inauguré le Salon international de l'auto de Guangzhou, le 19 novembre, en présentant 24 nouveaux modèles qu'il compte lancer sur le marché chinois. Et Ford commencera en 2009 à assembler à Nanjing sa nouvelle Fiesta. Tous

assurent que leurs déboires actuels ne les empêcheront pas de se développer en Chine.

THE GUARDIAN

Les détaillants britanniques s'angoissent avant Noël

Crise oblige, les détaillants britanniques s'attendent à un avent éprouvant. "Le carnage des étiquettes" a commencé, titre le quotidien londonien. A partir de ce jeudi 20 novembre, pour tenter de doper ses ventes, Marks & Spencer a décidé d'ouvrir les portes de ses magasins de 8 heures à minuit, et de concéder des rabais de 20 %. Le cours de Woolworths a chuté de 32 % en Bourse le 19 novembre, après que le groupe a laissé entendre qu'il était au bord de la faillite et comptait vendre sa principale enseigne.

EL MERCURIO

Les fonctionnaires chiliens sont en grève illimitée

"Selon les chiffres du gouvernement, 71 % des fonctionnaires étaient en grève le 19 novembre, et la manifestation organisée à Valparaíso [110 km à l'ouest de Santiago] a réuni entre 25 000 et 30 000 personnes", rapporte le quotidien. Plus de 400 000 fonctionnaires chiliens, notamment des secteurs de l'enseignement et de la santé, ont commencé le 17 novembre une grève illimitée pour exiger du gouvernement une augmentation salariale de plus de 14 %. Les négociations entre les syndicats et l'exécutif doivent ce poursuivre ce jeudi.

LE SOIR

Le Rwanda se mobilise autour de Rose Kabuye

Le peuple rwandais suit avec émotion les étapes du transfert de Rose Kabuye vers la France, relate le journal belge. La chef du protocole du président rwandais Paul Kagame, arrêtée à Francfort le 9 novembre, a été extradée vers Paris le 19 novembre. Elle a été inculpée de complicité d'assassinats en relation avec une entreprise terroriste. A Kigali, on estime que Rose Kabuye, laissée en liberté à Paris, est victime d'une machination. Les relations entre les deux pays ne sont pas près de se normaliser.

les titres du 19 novembre 2008

THE DETROIT NEWS

Les géants automobiles américains implorant de l'aide

Le 18 novembre, General Motors, Ford et Chrysler ont réclamé au Sénat américain un crédit-relais de 25 milliards de dollars pour surmonter la crise. "Les Big Three de l'automobile ont dépeint une situation catastrophique, les sénateurs sont restés sceptiques", titre le quotidien de Detroit, la ville qui héberge les sièges des constructeurs. Les élus mettent en cause la stratégie commerciale des Big Three. En éditorial, le journal s'étonne de la piètre image du secteur : "Pourquoi nous haïssent-ils ?"

VJESNIK

"La Serbie va être jugée pour génocide"

Le quotidien croate relaie la nouvelle. Le 18 novembre, la Cour internationale de justice de La Haye a jugé recevable une plainte pour génocide de la Croatie contre la Serbie, pour des faits remontant à la guerre de 1991-1995. Le même jour, la ville de Vukovar (est) célébrait le 17e anniversaire de sa prise par les forces yougoslaves et serbes, l'un des épisodes les plus sanglants du conflit. En riposte, la Serbie compte porter plainte contre la Croatie pour crimes de guerre et nettoyage ethnique.

DAILY NATION

Le chef de l'armée de RDC est remplacé

Après les revers subis par les troupes régulières face aux rebelles du Nord-Kivu de Laurent Nkunda, le président de la république démocratique du Congo (RDC), Joseph Kabila, a annoncé le 18 novembre le remplacement du chef d'état-major de l'armée. Le général Dieudonné Kayembé a laissé la place au général Didier Etumba,

ancien chef de la marine et des services secrets militaires. Le quotidien kényan rappelle que plus de 250 000 personnes ont dû fuir les zones de combat au Nord-Kivu (est du pays) depuis la fin du mois d'août.

LA VANGUARDIA

Crimes du franquisme : le juge Garzón fait marche arrière

"Baltasar Garzón a reconnu qu'il n'était pas habilité à ouvrir une procédure judiciaire contre la dictature", titre le quotidien. Juge de l'Audience nationale, la plus haute juridiction pénale espagnole, il avait déclenché une polémique, à la mi-octobre, en ouvrant une instruction judiciaire sur les disparus du franquisme (1939-1975), passant outre à la loi d'amnistie votée en 1977. Le 18 novembre, il a jeté l'éponge et s'est rangé à l'avis du parquet. "Il s'est fourvoyé", commente le journal. Garzón s'est dessaisi au profit des tribunaux des provinces où les crimes ont eu lieu.





LA JORNADA

Le chef d'Interpol Mexique soupçonné de liens avec les cartels

Ricardo Gutiérrez Vargas, représentant mexicain auprès d'Interpol, a été arrêté le 16 novembre dans le cadre d'une opération "mains propres". Selon le site du quotidien, "il est soupçonné d'avoir livré des informations confidentielles à des personnes non autorisées". En échange, il aurait reçu des sommes d'argent versées par des cartels de la drogue. Son arrestation illustre la corruption qui règne au sein de la classe politique, de l'appareil judiciaire et des forces de l'ordre mexicaines.



THE TIMES

Les services secrets syriens et britanniques collaborent de nouveau

Le ministre des Affaires étrangères britanniques était le 18 novembre à Damas. Il en a profité pour rétablir des liens avec les services secrets syriens. "Ces relations pourraient être d'une importance capitale pour le Royaume-Uni, selon le quotidien londonien. Les services syriens sont notamment réputés pour leur habileté à traquer les militants islamistes en Irak et dans la région." Londres, comme Paris, tient à sortir Damas de l'isolement dans lequel l'avait cantonné l'administration Bush.



KARGOZARAN

Un proche d'Ahmadinejad entre à l'Intérieur

Sadegh Mahsouli, proche conseiller du président Ahmadinejad, est le nouveau ministre de l'Intérieur en Iran. Le 18 novembre, les députés ont approuvé sa candidature à une courte majorité, par 138 voix contre 135. Mahsouli, ancien gardien de la révolution, remplace Ali Kordan, destitué il y a un mois pour avoir menti sur ses diplômes. Le guide suprême Ali Khamenei, la plus haute autorité de l'Etat, avait appelé les députés à approuver le nouveau candidat proposé par Mahmoud Ahmadinejad.



CAPE ARGUS

Le parti dissident de l'ANC est prêt à s'allier avec un parti blanc

Le 17 novembre, Mosiuoa Lekota, le chef du Congrès du peuple (COPE), le nouveau parti dissident du Congrès national africain (ANC), a déclaré à Johannesburg qu'il était prêt à s'allier avec l'Alliance démocratique (DA), le parti dirigé par Helen Zille, la maire blanche du Cap. Il a profité de la cérémonie de lancement du logo du parti, créé en vue des élections de 2009, pour faire cette annonce. En réponse, et pour empêcher ses concurrents de se préparer, l'ANC souhaite avancer la date des élections au 25 mars, au lieu de fin avril.



TEMPO

L'homme le plus riche d'Indonésie s'enlise dans la crise

Les ennuis s'accroissent pour Aburizal Bakrie, il y a peu encore l'homme le plus riche d'Indonésie. En une de l'hebdomadaire indonésien, son portrait est barré du nombre 666, signe de malédiction. Laminé par la crise, son empire se retrouve criblé de dettes. Pour se renflouer, Bakrie & Brothers a dû vendre Bumi Resources, très gros producteur mondial de charbon thermique. Le magazine met également en question les liens de Bakrie avec le monde politique et avec le président Susilo Bambang Yudhoyono.



FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG

La Saxe peut être fière de son système scolaire

Le Land de Saxe, autrefois partie de la RDA, vient de remplacer la Bavière au premier rang pour ses résultats scolaires. L'enquête PISA (Programme international pour le suivi des acquis des élèves) menée par l'OCDE lui a décerné la palme en mathématiques, en lecture et en sciences naturelles. Roland Wöllner, le ministre de l'Éducation régional, attribue ces bons résultats à la qualité des professeurs, en majorité formés à l'époque de la RDA.

les titres du 18 novembre 2008



ARABNEWS

Des pirates somaliens s'emparent d'un supertanker saoudien

La nouvelle a fait repartir à la hausse le cours du pétrole. Le 17 novembre, dans le golfe d'Aden, des pirates se sont emparés du *Sirius Star*, le plus gros pétrolier de la compagnie saoudienne Aramco. La prise est sans précédent : la navire transporte le quart de la production quotidienne de pétrole de l'Arabie Saoudite. Il a été attaqué à 450 milles nautiques du port kényan de Mombasa et aurait ensuite rallié les côtes somaliennes. Depuis janvier, 36 navires ont été détournés au large de la Somalie.



YOMIURI SHIMBUN

A son tour, le Japon entre en récession

Depuis deux trimestres, le PIB nippon régresse. Techniquement, la seconde économie mondiale est donc en récession. Et, comme l'a déclaré le 17 novembre Kaoru Yosano, le ministre de la Politique économique et budgétaire, "la situation pourrait continuer à empirer". "Le gouvernement doit revoir sa stratégie économique en intégrant le fait que les recettes fiscales vont baisser", considère le quotidien tokyoite. "Il doit user de tous les moyens en son pouvoir pour empêcher la récession de se prolonger."



FRANKFURTER RUNDSCHAU

Le constructeur Opel a-t-il encore un avenir ?

"Opel ne doit pas mourir", assure le journal de Hesse. Le Land héberge le siège du constructeur allemand, filiale de l'américain General Motors au bord de la faillite. Opel lui-même aurait besoin d'un milliard d'euros pour rester à flot. Le 17 novembre, la chancelière Merkel a reçu les cadres de l'entreprise, et promis de décider avant Noël de l'octroi ou non de garanties financières. Deux précautions sont à prendre : que cela ne crée pas un précédent, et que l'argent versé ne soit pas syphoné vers les Etats-Unis.



LIDOVÉ NOVINY

La ville tchèque de Litvinov devient "zone de guerre"

Pavés et cocktails Molotov contre canons à eau et gaz lacrymogènes : durant trois heures, le 17 novembre, un millier de policiers ont affronté 600 partisans du Parti des travailleurs (extrême droite) à Litvinov, dans le nord de la République tchèque. Le 17 novembre - Jour de la bataille pour la liberté et la démocratie - est férié. Les extrémistes, qui manifestaient à cette occasion, sortaient de leur parcours pour s'en prendre à des Roms quand la police s'est interposée. Les heurts ont fait 14 blessés.



LA PRENSA

La violence et la division s'emparent de Managua

La journée s'annonce tendue à Managua, la capitale du Nicaragua. Les partisans de l'opposition et des représentants de la société civile ont prévu de manifester cet après-midi ; des milliers de sandinistes armés de pierres et de bâtons se sont déployés pour leur barrer le chemin. Depuis les élections municipales du 9 novembre, les deux camps se font face. Le parti sandiniste du président Daniel Ortega revendique la victoire. L'opposition dénonce des fraudes.



GRANMA

Le "camarade" Hu Jintao effectue une visite à Cuba

Le président de la république populaire de Chine est arrivé le 17 novembre à La Havane, pour sa première visite officielle depuis l'arrivée au pouvoir de Raúl Castro. "Cette visite est l'expression des liens excellents qui unissent les gouvernements et les partis communistes chinois et cubains", assure le quotidien castriste. Il égratigne quand même au passage le modèle de développement chinois, jugé inégalitaire. La Chine est le deuxième partenaire commercial de Cuba, derrière le Venezuela.



THE NEW YORK TIMES

En Irak, la lutte contre la corruption a du plomb dans l'aile

Parmi la trentaine de ministères que compte actuellement le gouvernement irakien, dix-sept auraient reçu l'ordre de renvoyer les observateurs que l'administration américaine avait mis en place pour lutter contre la corruption. Le quotidien new-yorkais accuse de fait le Premier ministre irakien, Al-Maliki, d'encourager la corruption et les fraudes

au plus haut niveau. Treize milliards de dollars versés par les Etats-Unis pour reconstruire le pays se seraient ainsi volatilisés.



THE INDIAN EXPRESS

Le sort du Cachemire indien dans les urnes

Le 17 novembre a été donné le coup d'envoi des élections législatives dans l'Etat indien du Jammu-et-Cachemire. La population de dix circonscriptions était appelée aux urnes, première étape d'un scrutin qui doit durer jusqu'à Noël. La surprise est venue du taux de participation : 64 % en moyenne. "Les électeurs ont bravé le froid et les appels au boycott des séparatistes musulmans", titre le quotidien de Bombay. "Leur message est clair : ils veulent que soient résolus leurs problèmes quotidiens et comptent sur la nouvelle Assemblée."



LE QUOTIDIEN D'ORAN

Des rebelles touaregs maliens rejoignent l'armée régulière

Pendant que les combats font rage au Niger voisin, la situation tend à s'apaiser au Mali entre les rebelles touaregs et l'armée. Un premier pas dans le processus de paix signé à Alger en juillet 2006 va bientôt être franchi dans le nord du pays. Un groupe composé de plusieurs centaines de rebelles touaregs a en effet accepté de quitter le maquis pour rejoindre des unités spéciales de l'armée avant la fin du mois de décembre. Ils s'installeront à Kidal (nord), rapporte le quotidien d'Oran.



THE INDEPENDENT

"Baby P" : le fantôme qui hante le Royaume-Uni

Il est mort le 3 août 2007, à 17 mois. Appelé "Baby P" par la presse, il est devenu l'incarnation de la faille des services sociaux britanniques. Durant sa courte vie, il a été brutalisé, torturé par sa mère, le compagnon de celle-ci et un autre locataire. Les médecins et assistants sociaux qui l'ont examiné à soixante reprises n'avaient pourtant pas tiré la sonnette d'alarme, en dépit des bleus et des fractures à chaque fois remarqués. Le procès de ses tortionnaires se déroule actuellement.

les titres du 17 novembre 2008



TRIBUNE DE GENÈVE

L'implosion gnette le Parti socialiste français

La presse européenne tire un bilan accablant du 75e Congrès du Parti socialiste (PS), qui s'est achevé le 16 novembre à Reims. "Les équipes de Ségolène Royal, Bertrand Delanoë, Martine Aubry et Benoît Hamon ont été incapables de s'entendre" pour former une majorité, constate le quotidien suisse. "La haine a prévalu", chacun étant mu par "l'ambition personnelle la plus cynique" et "un ego boursoufflé". Ce sera donc aux militants de désigner, le 20 novembre, leur premier secrétaire.



LOS ANGELES TIMES

Le vent tombe mais les incendies continuent en Californie

Le vent est tombé en Californie le 16 décembre. Depuis trois jours, il attisait des incendies de forêt dans le sud de

l'Etat. Plus d'un millier d'habitants ont été détruites et 50 000 personnes ont dû être évacuées. Pour autant, les pompiers ne considèrent pas la situation sous contrôle. Le gouverneur Arnold Schwarzenegger a décrété l'état d'urgence. Plus de 9 000 hectares ont déjà été détruits par les flammes.



FINANCIAL TIMES

Le G20 s'engage à soutenir la croissance

Réunis à Washington le 14 novembre, les membres du G20 ont "présenté un front uni" pour stabiliser le système financier mondial et prévenir une crise généralisée. Entre autres, ils ont préconisé l'adoption de mesures fiscales pour stimuler la demande et le renoncement à tout protectionnisme. Pour le grand quotidien financier britannique, il s'agit sans doute de "la première lueur dans l'obscurité qui nous entoure". Il attend désormais de voir si le futur

gouvernement Obama adoptera la même ligne de conduite.



DAWN

Contraint et forcé, le Pakistan appelle le FMI à l'aide

Le 15 novembre, le FMI a accordé 7,6 milliards de dollars de crédit au Pakistan. Confronté à une balance des paiements déficitaires, le pays a dû s'engager, en échange, à lever des taxes agricoles pour accroître ses revenus. Il devra aussi augmenter ses taux d'intérêt de 2 %, soit "la hausse la plus forte de la décennie", évalue le quotidien de Karachi. La potion est amère, mais Islamabad n'avait pas le choix : la Chine exceptée, aucun pays ne voulait lui venir en aide sans accord préalable avec le FMI.



DAILY NATION

Le chef des rebelles de RDC accepte un cessez-le-feu



Laurent Nkunda, chef des rebelles du Nord-Kivu, a rencontré le 15 novembre l'envoyé de l'ONU, l'ex-président du Nigeria Olusegun Obasanjo. Il a donné son accord sur trois points : le respect d'un cessez-le-feu, la création d'un corridor humanitaire pour venir en aide aux réfugiés ; et le soutien aux initiatives de paix prises par l'ONU - à la condition, toutefois, que le président de la république démocratique du Congo (RDC), Joseph Kabila, fasse de même et suspende les hostilités militaires, précise le quotidien kényan.



MATI & GUARDIAN

Le régime somalien serait sur le point de s'effondrer

Dans un discours prononcé devant les parlementaires somaliens, réunis dans la capitale kényana le 15 novembre, le président somalien Abdoullahi Youssouf a reconnu que la plus grande partie de son pays était passée sous le contrôle des rebelles islamistes. Youssouf a admis conserver un peu d'influence à Baidoa, un petit bourg situé au nord-ouest de Mogadiscio où s'est établi son "gouvernement bis", ainsi que dans certaines parties de la capitale, mais plus pour longtemps, rapporte le journal sud-africain.



THE NEW YORK TIMES

L'Irak et les Etats-Unis s'entendent sur un calendrier de retrait

A une large majorité, le gouvernement irakien a entériné, le 16 novembre, un pacte bilatéral avec les Etats-Unis, qui prévoit un retrait total des troupes américaines pour 2011. Le texte doit encore être soumis au Parlement irakien la semaine prochaine mais, selon le quotidien new-yorkais, le vote devrait être une formalité. Le pacte, qui résulte de près d'un an de négociations, restreint par ailleurs les opérations de combat que pourront mener les Américains à partir du 1er janvier 2009.



EL DIARIO VASCO

Le chef militaire d'ETA a été arrêté en France

"Mikel Garikoitz Aspiazu, alias 'Txeroki', le plus haut responsable de l'appareil militaire de l'organisation séparatiste basque ETA, a été arrêté ce 17 novembre au matin en compagnie d'une femme dans la localité de Cauterets, dans le sud-ouest de la France", annonce sur son site le quotidien basque. Selon le journal, des membres d'ETA arrêtés le mois dernier ont déclaré que "Txeroki" leur avait avoué sa participation à l'assassinat de deux gardes civils espagnols le 1er décembre 2007 à Capbreton (Landes).



HANDELSBLATT

Les politiques allemands veulent sauver l'industrie automobile

"L'Allemagne doit veiller à ce que son industrie automobile ne soit pas, en peu de temps, anéantie par la crise." Roland Koch, le ministre-président de Hesse (CDU), a appelé ce week-end à la mise en place d'un paquet d'aides pour soutenir le secteur, qui emploie 750 000 personnes dans le pays. Ce 17 novembre, la direction d'Opel est attendue à la chancellerie pour un sommet de crise. La filiale allemande de l'américain General Motors, en difficulté, a sollicité l'aide publique. Son siège est en Hesse.



THE GUARDIAN

Serbes et Croates font désormais la sécurité en Irak

On connaissait déjà le plombier polonais, venu concurrencer son homologue britannique sur son propre terrain. Mais la plomberie n'est pas le seul secteur où les Européens de l'Est dament le pion aux Anglais, relève le quotidien londonien. De moins en moins d'anciens militaires britanniques trouvent à s'employer en Irak et en Afghanistan en tant qu'agents de sécurité privée. Ils sont concurrencés en particulier par les Serbes et les Croates, qui demandent des salaires moins élevés.

les titres du 14 novembre 2008



DIE WELT

Pour la première fois depuis 2003, l'Allemagne est en récession

Une baisse de cette ampleur était inattendue. Le 13 novembre, l'Office fédéral des statistiques allemand a annoncé que le PIB fédéral avait reculé de 0,5 % au troisième trimestre, et que la baisse allait se poursuivre d'ici à la fin de l'année. Pour la première fois depuis cinq ans, l'Allemagne est donc entrée techniquement en récession. Pour le quotidien berlinois, il est urgent que le gouvernement agisse. "Baissez les impôts !", lui intime-t-il en éditorial. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) estime que, dans la zone euro, la récession devrait s'établir à 0,5 % l'an prochain.



THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

Sommet du G20 : un nouvel ordre économique émerge

Le quotidien de Boston attend peu de choses du sommet du G20 qui doit débiter ce 14 novembre aux Etats-Unis. En dépit des ambitions annoncées, ce n'est pas lui qui sortira le monde de la crise économique qui sévit actuellement. Selon le journal, l'évolution est avant tout d'ordre symbolique : ce sommet du G20 marquera "un adieu formel" au système financier hérité de l'après-guerre et dirigé par les Américains. La Chine, la Corée du Sud ou le Brésil, entre autres, auront l'occasion d'accroître leur influence.



THE TIMES

Les suppressions d'emploi se multiplient au Royaume-Uni

Le 13 novembre, l'opérateur téléphonique BT a annoncé la suppression de 10 928 emplois. La Banque d'Ecosse se prépare à licencier 3 000 personnes. Les annonces de mauvais augure se multiplient, alors que les entreprises se préparent à une longue récession. "Depuis lundi, les grandes entreprises du pays ont annoncé 18 000 suppressions d'emploi, et les analystes prédisent pire encore", écrit le quotidien. A la fin septembre, le taux de chômage était déjà remonté à son plus haut niveau depuis onze ans.



CORRIERE DELLA SERA

L'Italienne Eluana Englaro pourra mourir

Le 13 novembre, la Cour de cassation italienne a tranché. Les médecins pourront cesser d'alimenter et d'hydrater artificiellement Eluana Englaro, conformément à ce que demande le père de cette jeune femme, plongée dans le coma depuis seize ans. Sous le titre "Le droit de dire assez", l'éditorialiste du quotidien salue ce verdict. Depuis des années, l'affaire Englaro suscite de vifs débats en Italie. A l'énoncé de l'arrêt, l'Eglise italienne a réitéré son désaccord, évoquant "une euthanasie de fait et de droit".



LA REPUBLICA

Le président uruguayen met son veto à la légalisation de l'avortement

Le président uruguayen, Tabaré Vázquez, a mis son veto à la dépenalisation de l'avortement adoptée par le Congrès cette semaine. "Dans les prochaines heures, une notification du pouvoir législatif est attendue, mais concrètement le veto a déjà été rédigé et dûment présenté", a assuré le 13 novembre le ministre du Tourisme, Héctor Lescano. Le chef de l'Etat, socialiste et cancérologue de formation, avait dit à plusieurs reprises qu'il agirait ainsi pour des raisons d'ordre "philosophique et biologique".



I KATHIMERINI

En Grèce, les détenus poursuivent leur grève de la faim

Le 13 novembre, la mort d'un détenu dans une prison du nord de la Grèce - à la suite, semble-t-il, d'une intoxication médicamenteuse - a encore accru les tensions. Depuis le 3 novembre, des milliers de prisonniers grecs refusent de s'alimenter pour dénoncer les conditions de détention. Le ministère de la Justice a déjà fait quelques concessions, comme la réduction de la durée maximale de la détention préventive à douze mois, contre dix-huit actuellement.



THE DAILY STAR

En Egypte, la tension ne faiblit pas entre policiers et Bédouins

Les heurts se multiplient dans la région égyptienne du Sinaï, après qu'un Bédouin a été abattu par la police alors

qu'il fuyait un poste de contrôle à la frontière avec Israël, le 10 novembre. Le 13 novembre, des Bédouins circulant en voiture ont ouvert le feu et blessé aux jambes un policier, rapporte le quotidien anglophone du Caire. La police égyptienne soupçonne les tribus qui vivent dans le Sinaï de passer armes et drogue en contrebande de l'autre côté de la frontière.



ABC

Madrid veut donner la nationalité espagnole aux descendants d'exilés

Les consuls d'Espagne étaient réunis cette semaine à Madrid pour connaître les modalités d'application de la loi devant permettre aux descendants d'exilés politiques de prendre la nationalité espagnole. Les personnes concernées sont celles dont les parents ou grand-parents ont fui l'Espagne pour des raisons politiques entre 1936 et 1955. Le quotidien conservateur accuse le gouvernement socialiste de vouloir ainsi récupérer des voix. Le nombre de bénéficiaires oscillerait entre 500 000 et 3 millions.



ASAHI SHIMBUN

Les préfectures japonaises s'endettent pour payer les retraites

Quarante-quatre préfectures japonaises projettent d'émettre des emprunts, au cours de cette année fiscale, pour être en mesure de payer les retraites de leurs anciens fonctionnaires. Selon des chiffres obtenus par le quotidien, elles pourraient emprunter jusqu'à 420 milliards de yens (3,4 milliards d'euros). Au fur et à mesure que les baby-boomers arrivent à l'âge de la retraite, les finances des préfectures basculent dans le rouge.



GULF NEWS

Une Emiratie accède à un bastion masculin

Pour la première fois dans l'histoire des Emirats arabes unis, une femme a été nommée officier d'état civil, chargée de rédiger des actes de mariages religieux. Fatima Saïd Obeid Al-Awani, 33 ans, pourra donc occuper cette fonction traditionnellement dévolue aux hommes. Avant les Emirats, seule l'Egypte, parmi tous les pays arabes, avait promu une femme à un tel poste, souligne le quotidien de Dubaï. Les fondamentalistes jugent cette nomination contraire à la charia.

les titres du 13 novembre 2008



THE TIMES

Energie : l'Europe ne veut plus dépendre du bon vouloir russe

La Commission européenne doit dévoiler, ce 12 novembre, son projet de "superréseau énergétique", qui lui permettrait de ne plus dépendre de la Russie. Le quotidien britannique en présente les grandes lignes. L'Europe voudrait ainsi faciliter l'acheminement sur le continent de l'électricité produite par les éoliennes de la mer du Nord, financer la construction de deux gazoducs depuis l'Asie centrale et l'Afrique et permettre la mise en commun des réserves en gaz en cas de crise avec Moscou.



THE NEW YORK TIMES

Washington renonce à racheter les actifs pourris des banques

Le ministère des Finances américain a tourné casaque le 12 novembre. Plutôt que de racheter les actifs pourris des

banques, comme prévu initialement, il a préféré "mettre l'accent sur le consommateur", souligne le quotidien new-yorkais. Henry Paulson, le secrétaire au Trésor, a annoncé que les 700 milliards de dollars débloqués par le Congrès serviraient en priorité à assouplir le marché des crédits à la consommation. La nouvelle a fait plonger les marchés boursiers.



LA TRIBUNE

La révision constitutionnelle algérienne a été adoptée

Le 12 novembre, 500 parlementaires algériens des deux chambres (sur 523), réunis au palais des Nations d'Alger, ont dit oui à une révision de la Constitution. La réforme permettra au président Abdelaziz Bouteflika de briguer un troisième mandat en 2009 et, de facto, de pouvoir être président à vie. Dans la foulée du vote, le chef du gouvernement, Ahmed Ouayhia, a annoncé qu'il allait démission-

ner dès la promulgation de la loi. Le nouveau texte modifie en effet les contours de sa fonction.



LE POTENTIEL

Quatorze soldats tués dans une embuscade en Centrafrique

Le 11 novembre, une attaque menée par des rebelles de l'Armée populaire pour la restauration de la république et de la démocratie (APRD) dans le nord-ouest de la Centrafrique a fait quatorze victimes parmi les soldats en poste dans la région. Le ministre de la Justice, qui devait se rendre sur place, a annulé son déplacement, les rebelles ayant annoncé qu'ils le prendraient pour cible. La région, située le long de la frontière avec le Tchad, est particulièrement instable, précise le quotidien de Kinshasa.



EL ESPECTADOR

Les "pyramides financières" font le malheur des Colombiens



Le gouvernement colombien a finalement dû intervenir pour calmer les esprits. Le 12 novembre, des milliers de petits épargnants ont manifesté dans plusieurs villes du pays, parfois violemment. Tous ont été escroqués par des sociétés offrant des systèmes d'épargne pyramidale, une forme de fraude qui se répand en Colombie. A l'échelle du pays, ce sont des centaines de millions de pesos qui se sont volatilisés. Bogotà a décidé de saisir les biens de DRFE, la principale société pyramidale incriminée.



BANGKOK POST

Accusé de corruption, le maire de Bangkok démissionne

"Je m'excuse pour toute cette affaire... Je reviendrai après avoir été blanchi." Un peu plus d'un mois après sa réélection facile à la mairie de Bangkok, Apirak Kosayodhin a annoncé le 12 novembre sa décision de démissionner. L'édile, membre du Parti démocrate (opposition), est soupçonné de corruption dans le cadre d'un accord scellé en 2004 avec une entreprise autrichienne, pour l'achat de camions et de bateaux de pompier. Une nouvelle élection pourrait avoir lieu le 11 janvier.



LIDOVÉ NOVINY

Le président tchèque se met l'Irlande à dos

En visite à Dublin, "Václav Klaus a provoqué une fracture diplomatique sans précédent avec l'Irlande", titre le journal pragois. Le crime du président tchèque, eurosceptique notoire, est d'avoir osé comparer l'Eire à une dictature soviétique. Rencontrant Declan Ganley, l'un des fers de lance, en Irlande, de l'opposition au traité de Lisbonne, Klaus l'a comparé aux dissidents tchèques de l'époque communiste. Prague doit assurer à partir de janvier la présidence de l'Union européenne.



ASHARQ AL-AWSAT

L'ONU accueille le dialogue interreligieux lancé par le roi Abdallah d'Arabie Saoudite

L'Assemblée générale des Nations unies s'est réunie, le mercredi 12 novembre, pour un sommet sur le thème de la "Culture de la paix", en présence de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement, de ministres et de dignitaires religieux, rapporte le quotidien saoudien édité à Londres. Le président israélien, Shimon Pérès, dont le pays n'a pas de relations diplomatiques avec le royaume wahhabite, a salué cette initiative du roi Abdallah d'Arabie Saoudite, la qualifiant de moyen de promouvoir la paix.



LE TEMPS

Le ministre de la Défense suisse jette l'éponge

"Les larmes aux yeux, des trémolos dans la voix", Samuel Schmid a annoncé sa démission le 12 novembre. Le ministre de la Défense suisse était sur la sellette depuis plusieurs mois, attaqué de toutes parts après avoir claqué la porte de son ancien parti, l'Union démocratique du centre (UDC, droite populiste). Pour le quotidien helvète, il ne fait nul doute que le leader de l'UDC, Christoph Blocher, qui enrageait de ne pas siéger au Conseil fédéral, "a eu sa peau".



FRANKFURTER RUNDSCHAU

Les lycéens allemands manifestent leur inquiétude

Ils étaient 70 000, aux quatre coins de l'Allemagne, à manifester le 12 novembre. A Berlin, à Brême, à Hanovre ou encore à Kiel, les lycéens allemands sont descendus dans la rue pour dénoncer les classes surchargées, le manque de professeurs et une école à deux vitesses. Ils ont également réclamé la fin du *Turbo-Abitur*. A la grande colère des parents et élèves, plusieurs Länder ont en effet décidé de raccourcir la durée de la scolarité au lycée, préparatoire au bac (*Abitur* en allemand).

les titres du 12 novembre 2008



JERUSALEM POST

Nir Barkat remporte la mairie de Jérusalem

Nir Barkat a été élu maire de Jérusalem, le 11 novembre, avec 52 % des voix. A peine les résultats du scrutin connus, ce mercredi, il a promis d'être le maire de "tous les Jérusalémistes", qu'ils soient juifs, arabes, de gauche ou de droite, rapporte le quotidien local. Nir Barkat, candidat laïc et ancien membre de Kadima, a devancé l'ultraorthodoxe Meir Porush et le milliardaire d'origine russe Arkadi Gaydamak. Comme lors des élections passées, les résidents arabes de Jérusalem-Est ont boycotté le scrutin : moins de 1 % d'entre eux avaient voté le 11 novembre à la mi-journée.



LE MESSENGER

Les otages de Bakassi ont été libérés

Après douze jours de captivité, les 10 personnes, dont 7 Français, membres d'équipage du bateau français *Bourbon Sagitta*, enlevés dans la nuit du 30 octobre au large du Cameroun, ont été libérés. On ne connaît ni les conditions de cette libération ni le lieu où les otages ont été retenus par les Bakassi Freedom Fighters, un mouvement de libération de la région de Bakassi, riche en pétrole et située près de la frontière entre Cameroun et Nigeria. Les ex-otages rejoindront la France ce 12 novembre.



DAILY MAIL

Une Britannique de 13 ans obtient le droit de mourir

Elle a 13 ans et s'appelle Hannah Jones. Les effets secondaires de nombreux traitements contre une leucémie lui ont provoqué une perforation cardiaque. Interrogée en exclusivité par le tabloïd, elle explique pourquoi elle refuse la transplantation à haut risque qui lui est proposée. "Etre à l'hôpital me rappelle de mauvais souvenirs. J'y ai passé assez de temps dans ma vie. Je préfère rester dans ma famille, même si ma vie doit en être écourtée." Les autorités britanniques ont renoncé à tout recours en justice.



THE IRRAWADDY

Quatorze opposants birmanes écopent de soixante-cinq ans de prison chacun

La junte birmane poursuit la répression et reste sourde aux appels de la communauté internationale à libérer les détenus politiques", écrit le webzine d'opposition démocratique publié depuis la Thaïlande. Le 11 novembre, 14 opposants ont été condamnés à soixante-cinq ans de prison chacun. Etudiants en 1988, ils avaient été à l'avant-garde d'un soulèvement réprimé dans le sang. Vingt-cinq autres activistes, dont 5 bonzes, ont écopé de peines allant jusqu'à vingt-six ans de prison pour leur implication dans le soulèvement de septembre 2007.



DAILY NATION

Les Rwandais protestent contre l'arrestation en Allemagne de Rose Kabuye

Recherchée par la justice française pour sa participation présumée au génocide rwandais de 1994, Rose Kabuye, une proche du président Paul Kagame, a été arrêtée le 9 novembre en Allemagne. Elle doit être extradée vers la France. Mécontente, la population rwandaise est descendue dans la rue, note le quotidien kényan. Des milliers de personnes, les parlementaires et les chefs religieux se sont retrouvés pour manifester dans la capitale, Kigali. En représailles, l'ambassadeur d'Allemagne a été expulsé le 11 novembre.



LA PRENSA

L'Eglise nicaraguayenne demande le recensement des voix

Selon des résultats encore incomplets, les élections municipales organisées le 9 novembre ont vu victoire du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), le parti du président Daniel Ortega. L'opposition conteste le décompte des voix, tout comme la Conférence épiscopale qui a accusé le Conseil suprême électoral de "manquer à son devoir moral de respect du vote populaire". Plusieurs affrontements entre partisans et opposants de M. Ortega se sont produits ces dernières quarante-huit heures à Managua, la capitale.



TAIPEI TIMES

L'ancien président taïwanais se voit passer les menottes

Des procureurs taïwanais ont demandé ce 12 novembre la mise en détention provisoire de l'ancien président taïwanais Chen Shui-bian, arrêté le 11 novembre pour corruption et blanchiment d'argent. Le parquet craignait qu'il ne profite de sa liberté pour détruire des preuves à charge.

Chen Shui-bian, farouche défenseur de l'indépendance de Taiwan, a dirigé l'île jusqu'en mai 2008. Il dénonce un complot du Kouomintang (KMT, Parti nationaliste), partisan d'un rapprochement avec Pékin et désormais au pouvoir.



THE DETROIT NEWS

Les démocrates américains volent au secours de l'industrie automobile

Nancy Pelosi, la présidente démocrate de la Chambre des représentants américaine, a annoncé le 11 novembre qu'elle allait demander, dès la session prochaine, le vote d'un plan d'urgence pour l'industrie automobile. Elle souhaite que les industriels du secteur puissent puiser dans les 700 milliards de dollars mis à disposition des banques pour se stabiliser. La nouvelle fait la une du quotidien de Detroit. La ville, siège des "Big Three" (General Motors, Ford et Chrysler), subit de plein fouet la crise du secteur.



CHINA DAILY

En Chine, les chauffeurs de taxi du Hainan poursuivent leur grève

Le 11 novembre, pour le deuxième jour de suite, une centaine de chauffeurs de taxi ont manifesté à Sanya, une ville côtière du Hainan (sud de la Chine). Ils protestent contre l'infliction d'amendes trop élevées et surtout la multiplication des taxis illégaux. Vingt et une personnes ont été arrêtées. "Elles auraient attaqué des chauffeurs de taxi qui ne voulaient pas se joindre au mouvement", relate le quotidien officiel du régime. Au début du mois, des mouvements similaires ont eu lieu dans le Gansu et le Guangdong.



HINDUSTAN TIMES

La marine indienne repousse des pirates dans le golfe d'Aden

Le 11 novembre, dans le golfe d'Aden, un navire de guerre indien a déjoué la tentative de pirates somaliens visant à détourner deux bateaux. L'une des embarcations convoitée par les pirates était indienne. L'autre, saoudienne, avait cinq Indiens à son bord. Les attaques de ce genre se multiplient dans le golfe d'Aden. Depuis le 23 octobre, la marine de guerre indienne patrouille dans la région pour protéger les bateaux indiens. C'est la première fois qu'elle s'est vue obligée d'intervenir

les titres du 11 novembre 2008 : FÉRIÉ

Jour férié en France → pas de titres

les titres du 10 novembre 2008



THE JAKARTA POST

Les terroristes de Bali sont fêtés comme des martyrs

Le 9 novembre, en Indonésie, des milliers de personnes ont assisté aux funérailles des trois terroristes de Bali. Ils avaient été passés par les armes tôt dans la nuit, après avoir été condamnés à mort pour leur participation à des attentats qui avaient fait 202 morts en 2002. Des voix se sont élevées pour dénoncer les multiples retards pris par le gouvernement dans l'exécution de la sentence, qui ont

donné aux musulmans radicaux le temps de s'organiser et d'exprimer leur sympathie pour les trois hommes.



THE NEW YORK TIMES

Dans la traque d'Al-Qaida, les Etats-Unis ne connaissent pas de frontières

Une directive confidentielle, signée en 2004 par le Pentagone, a donné aux forces spéciales américaines la permission d'attaquer Al-Qaida et d'autres groupes terroristes partout dans le monde, y compris dans des pays qui ne sont pas en guerre avec les Etats-Unis. Selon le quotidien new-yorkais, une douzaine d'opérations secrètes auraient

ainsi été menées, notamment au Pakistan et en Syrie. Aucune n'aurait été conduite en Iran, même si des missions de reconnaissance ont été effectuées sur place.



DIE TAGESZEITUNG

Les militants antinucléaires allemands marquent des points

"Le mouvement antinucléaire allemand est toujours là, et même plus fort que ce qu'escomptaient les plus optimistes", se réjouit le quotidien de la gauche alternative. Le 10 novembre, près de 15 000 militants ont manifesté près du centre de stockage nucléaire de Gorleben (nord). Ils



ont dénoncé l'acheminement d'un train de déchets nucléaires en provenance de la France. Des activistes ont réussi à retarder le convoi plusieurs heures. La crainte d'un possible report de la fermeture des centrales allemandes avait motivé les troupes.



KOMMERSANT

Vingt personnes périssent dans un sous-marin russe

Un accident survenu à bord du sous-marin nucléaire russe *Nerpa*, de la flotte du Pacifique, a fait 20 morts et 22 blessés le 8 novembre en mer du Japon. Les victimes ont été tuées par le gaz fréon émis par le système anti-incendie, à la suite d'une défaillance technique. Il s'agit en majorité d'ouvriers civils. Le sous-marin, neuf, effectuait des essais avant d'être livré à l'Inde. C'est la pire catastrophe du genre depuis celle du *Koursk*, qui avait fait 118 morts en 2000.



CHINA DAILY

La Chine dépense des milliards pour doper sa croissance

Pékin a rendu public, le 10 novembre, un plan de soutien de son économie de 4 000 milliards de yuans (456 milliards d'euros). Lors d'un conseil d'Etat ayant eu lieu le 5 novembre et présidé par le Premier ministre, Wen Jiabao, le gouvernement a décidé d'"en finir avec une fiscalité prudente" et une politique monétaire "rigoureuse", relate le journal anglophone. Cela fait plus d'un an que la croissance chinoise ne cesse de ralentir. Les milliards annoncés serviront, sur deux ans, à doper la demande intérieure.



LE POTENTIEL

La RDC obtient le soutien militaire de "pays amis"

Dans les coulisses du sommet international de Nairobi, le 7 novembre, "un accord de principe a été donné par des pays amis de la république démocratique du Congo (RDC) pour épauler militairement la mission de l'ONU et l'armée congolaise". Les pays concernés sont "l'Angola, et peut-être l'Afrique du Sud et le Nigeria", annonce le quotidien de Kinshasa, qui ne craint pas – pour l'instant – une régionalisation du conflit. Dans l'est de la RDC, les combats entre l'armée et les rebelles se sont poursuivis ce week-end.



FRATERNITÉ MATIN

L'ONU veut une présidentielle en Côte-d'Ivoire avant juin 2009

Une rencontre "décisive" pour la Côte-d'Ivoire a lieu ce 10 novembre à Ouagadougou, sous l'égide du président burkinabé Blaise Compaoré. Le président ivoirien Laurent Gbagbo doit s'entretenir avec ses opposants : le Premier ministre Guillaume Soro (ex-chef rebelle), l'ex-chef d'Etat Henri Konan Bédié et l'ancien chef de gouvernement Alassane Ouattara. Ils discuteront de l'organisation de l'élection présidentielle, attendue depuis 2005. Elle a été une nouvelle fois reportée en cette fin d'année, pour des problèmes techniques.



DIE PRESSE

La Poste autrichienne veut supprimer 9 000 emplois

Pour faire face à l'ouverture du marché à la concurrence, la Poste autrichienne envisagerait de licencier

9 000 personnes et de fermer les trois quarts de ses bureaux. Avant même la confirmation de la nouvelle, les syndicats autrichiens ont dénoncé "une déclaration de guerre". Mais ils n'ont pas été les seuls à donner de la voix, remarque le quotidien viennois : Werner Faymann, le chef des sociaux-démocrates (SPÖ), a réclamé que la direction paye sa mauvaise gestion et parte avant les salariés.



THE GUARDIAN

Les Maldives économisent pour s'acheter de nouvelles terres

Le mardi 11 novembre, Mohamed Anni Nasheed deviendra officiellement président des Maldives. Ce week-end, alors qu'il dévoilait la composition de son gouvernement, il a annoncé vouloir acheter de nouvelles terres pour son peuple, au cas où le réchauffement climatique conduirait à la disparition des Maldives sous les eaux. Il a prévu d'économiser une partie des revenus que l'archipel tire du tourisme pour acquérir des terres en Inde, au Sri Lanka ou en Australie, précise le quotidien britannique.



AL-MASRI AL-YOUM

L'Egypte refole un fils d'Oussama Ben Laden

Omar, l'un des dix-neuf enfants d'Oussama Ben Laden, est arrivé le 9 novembre au Qatar avec son épouse britannique, après s'être vu refuser l'entrée en Egypte. Omar Ben Laden avait débarqué la veille à l'aéroport du Caire, après le rejet d'une demande d'asile politique en Espagne. Les autorités espagnoles ont estimé que sa sécurité n'était pas notoirement en danger au Moyen-Orient. Omar Ben Laden renie les activités terroristes de son père.

les titres du 7 novembre 2008



FINANCIAL TIMES

Face à la récession, l'Europe sort l'artillerie lourde

Pour prévenir les effets de la crise financière, la Banque d'Angleterre a décidé, le 6 novembre, d'abaisser son taux directeur à 3 %, son plus bas niveau depuis 1954. Pour sa part, la Banque centrale européenne (BCE) a réduit son taux à 3,25 %. Le quotidien financier londonien salue l'audace de l'une et la "timidité" de l'autre. Selon lui, seule "la Banque d'Angleterre montre qu'elle comprend la sévérité de la crise actuelle". Reste à voir maintenant si cela redonne confiance aux marchés financiers et aux banques commerciales.



GAZETA

Les kamikazes frappent à nouveau dans le Nord-Caucase

Un attentat suicide perpétré par une femme, le 6 novembre, a fait au moins dix morts et une quarantaine de blessés à Vladikavkaz, capitale de l'Ossétie du Nord. Cela faisait près d'un an qu'un attentat ne s'était pas soldé par un bilan aussi lourd en Russie. Le journal moscovite souligne que celui-ci porte la marque des terroristes wahabites, responsables de plusieurs attentats en Ossétie du Nord et de la prise d'otages dans une école de Beslan. La république nord-caucasienne a décrété ce 7 novembre journée de deuil national.



LE POTENTIEL

La RDC et le Rwanda "doivent jouer cartes sur table"

Ce vendredi 7 novembre, un sommet voulu par la communauté internationale réunit à Nairobi les présidents rwandais et congolais, en présence du secrétaire général de l'ONU. Le quotidien de Kinshasa, s'il espère que la rencontre permettra de "crever l'abcès" et de ramener la paix dans l'est de la république démocratique du Congo (RDC), invite les parties à "jouer cartes sur table". Sur le terrain, les rebelles de Laurent Nkunda continuent leur progression face à l'armée congolaise.



L'ORIENT-LE JOUR

Attentat de Damas : la Syrie accuse le Fatah Al-Islam

Selon Damas, le Fatah Al-Islam serait responsable de l'attentat qui avait fait dix-sept morts dans la capitale syrienne, le 27 septembre. La télévision nationale a diffusé, le 6 novembre, les confessions présumées de douze membres du mouvement terroriste apparu dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban, et inspiré d'Al-Qaïda. Le quotidien de Beyrouth constate que ce nouvel événement survient alors que les ministres de l'Intérieur et de la Défense viennent d'être invités en visite officielle à Damas.



THE INDIAN EXPRESS

Le Bhoutan couronne son nouveau roi

Au Bhoutan, Jigme Khesar Namgyel Wangchuck est devenu le plus jeune roi du monde le 6 novembre : il a été couronné cinquième d'une famille qui règne sur le petit pays himalayen depuis 1907. Agé de 28 ans et diplômé d'Oxford, le nouveau roi a "des idées modernes mais reste attaché aux traditions de son pays", affirme le quotidien indien. Le Bhoutan est une monarchie constitutionnelle depuis ce printemps.



EL PAÍS

Avec l'aide de Paris, l'Espagne devrait siéger au sommet du G20

La décision devrait être officialisée ce 7 novembre, lors du sommet de l'Union européenne de Bruxelles. Le président français Nicolas Sarkozy a offert au Premier ministre espagnol José Luis Rodríguez Zapatero de lui céder l'un des deux sièges dont disposera la France au prochain sommet du G20, qui doit avoir lieu dans quinze jours à Washington. Depuis des semaines, le chef du gouvernement espagnol se démène pour que son pays soit invité à cette rencontre consacrée à la refonte du système financier mondial.



GRANMA

Un nouvel ouragan menace Cuba

La tempête tropicale Paloma, qui s'est formée le 6 novembre dans les Caraïbes, à l'est du Honduras et du Nicaragua, s'est transformée en fin de journée en ouragan de catégorie 1 et se dirige vers Cuba. "La menace se concentre pour l'instant sur les parties centrale et orientale de l'île, qui pourraient être touchées dimanche si les

paramètres météorologiques ne changent pas d'ici là", rapporte le quotidien de La Havane. Cuba a déjà été durement touchée cette année par les ouragans Ike et Gustav.



LE SOIR

Le président du FN belge ironise sur la Shoah et démissionne

L'unique sénateur du Front national belge, Michel Delacroix, a démissionné le 6 novembre de sa fonction de président du parti d'extrême droite, quelques heures après qu'une vidéo l'eut montré chantant une chanson ironisant sur le génocide des Juifs. Il a été filmé à l'occasion de ce qui semble être une fête de famille. Sur l'air de *L'Eau vive*, il chante un pamphlet macabre : "*Ma petite Juive est à Dachau / Elle est dans la chaux vive / Elle a quitté son ghetto / Pour être brûlée vive.*"



LOS ANGELES TIMES

Les homosexuels californiens manifestent leur mécontentement

Le 4 novembre, en plus d'élire un nouveau président, les électeurs de Californie devaient se prononcer sur la légalité du mariage gay : à 52,5 %, ils ont voté son interdiction. Au sein des groupes de défense des droits des homosexuels, ce vote ne passe pas. Le 6 novembre, ils étaient plus d'un million de militants à manifester devant le temple mormon de Los Angeles. Ils accusent l'Eglise d'avoir versé 15 millions de dollars pour financer la campagne contre le mariage gay. Une procédure légale a également été engagée pour invalider ce vote.



IL GIORNALE

Berlusconi salue en Obama un président "jeune, beau et bronzé"

"Il n'y a aucune raison d'être choqué", assure en une l'éditorialiste du quotidien, propriété du frère de Berlusconi. Le 6 novembre, le président du Conseil italien était à Moscou, où il a assuré que le président Medvedev s'entendrait sans nul doute avec le nouveau président américain, "jeune, beau et bronzé". Dario Franceschini, le numéro deux du Parti démocrate (PD), a demandé à Berlusconi de s'excuser pour ce propos "dangereusement ambigu". Le journal se gausse de cette gauche incapable de discerner un "compliment".

les titres du 6 novembre 2008



THE WALL STREET JOURNAL

Après sa victoire, Barack Obama commence à former son équipe

Le 5 novembre, au lendemain de son élection triomphale à la présidence des Etats-Unis, Barack Obama a offert le poste de secrétaire général de la Maison-Blanche à Rahm Emanuel. Actuel représentant démocrate de l'Illinois, Emanuel est un ancien conseiller politique de Bill Clinton. La nouvelle équipe dirigeante devrait continuer à prendre forme dans les jours qui viennent, précise le quotidien

financier de New York : "La rapidité de la transition entre la campagne et la formation du gouvernement montre l'urgence qu'il y a à réagir à la pire crise financière qui frappe les Etats-Unis depuis les années 1930." A la Bourse de Wall Street, l'indice Dow Jones a clôturé en baisse de 5,05 %.



JERUSALEM POST

L'armée israélienne a abattu sept militants palestiniens

Il pourrait s'agir de "la pire escalade de violence depuis que la trêve de juin 2007 entre le Hamas et Israël est entrée en vigueur", reconnaît-on côté israélien. Le 6 novembre, le Hamas a tiré une cinquantaine de roquettes et d'obus de mortiers sur le sud de l'Etat juif. Il ripostait à une opération de Tsahal qui avait fait six morts, tous membres de la branche armée du Hamas, la veille à Gaza. Le 6 novembre, des frappes aériennes ont également tué un membre du Jihad islamique dans le nord de Gaza.





THE INDEPENDENT
Interprète à l'OTAN, il espionnait pour le compte de l'Iran

Daniel James, un caporal britannique de 45 ans, a été reconnu le 5 novembre coupable d'espionnage par un tribunal londonien. En décembre 2006, alors qu'il était interprète auprès du commandant des troupes de l'OTAN en Afghanistan, il avait été arrêté en possession de documents confidentiels qu'il s'appropriait à transmettre aux autorités iraniennes. Daniel James, né en Iran et immigré au Royaume-Uni quand il avait 17 ans, avait plaidé non coupable.



LE MESSENGER
La confusion règne autour des otages de Bakassi

Le 5 novembre, la presse internationale révélait que l'un des otages du groupe rebelle camerounais des Bakassi Freedom Fighters avait été tué lors d'une tentative de libération par l'armée. Le chef des rebelles, Ebi Dari, aurait lui-même donné des détails sur cet assassinat. Le quotidien de Douala n'est pas en mesure de confirmer cette information et le gouvernement camerounais reste muet. Dix membres de l'équipage du navire *Bourbon Sagitta*, dont six Français, ont été enlevés le 31 octobre au large du Cameroun.



LA REPUBLICA
L'armée péruvienne reprend le contrôle de la ville de Tacna

Le mardi 4 novembre au soir, le gouvernement péruvien a déclaré l'état d'urgence pour trente jours dans la ville de Tacna, dans le sud du pays. Depuis la semaine dernière, des manifestants exigent une répartition plus juste des revenus tirés de l'exploitation des mines de la région. Dans la journée de mardi, de violents heurts ont fait

48 blessés côté manifestants et 29 côté policiers, rapporte le quotidien de Lima. Soixante personnes ont été arrêtées.



VJESNIK
L'Union européenne reconnaît les progrès de la Croatie

Le 5 novembre, dans son rapport annuel sur les progrès des pays candidats à l'adhésion, la Commission européenne laisse entrevoir une prochaine intégration de la Croatie. Elle confirme que les négociations pourraient s'achever avant la fin 2009, dernière étape avant une adhésion en 2010 ou 2011. "Nous saluons cette déclaration de la Commission européenne", a réagi Ivo Santander, le Premier ministre croate. L'UE pose toutefois comme condition l'intensification de la lutte contre le crime organisé et la corruption.



VEDOMOSTI
Medvedev veut donner "six ans de plus" à Poutine

Le 5 novembre, pour son premier discours devant l'Assemblée fédérale de Russie en tant que président, Dmitri Medvedev a annoncé une réforme de la Constitution. Il prévoit de faire passer la durée du mandat présidentiel de quatre à six ans et celui des élus de la Douma à cinq ans. Selon le journal libéral moscovite, Medvedev provoquerait une élection présidentielle anticipée dès 2009 afin de permettre à Vladimir Poutine de se représenter à la présidence. Ce plan aurait été concocté dès 2007, quand Poutine était encore président.



TAIPEI TIMES
Le président taiwanais a rencontré un émissaire de Pékin

"Où qu'aille Chen, des opposants à sa venue le suivent." Chen Yunlin, le responsable chinois des affaires taiwanai-

ses, poursuit sa visite historique à Taïwan. Ce 6 novembre, il s'est entretenu avec le président taiwanais Ma Ying-jeou, élu en mai et désireux d'améliorer les relations avec Pékin. La rencontre a eu lieu dans le centre de Taipei, sous très haute sécurité. La visite de Chen suscite en effet de violentes manifestations sur l'île.



LA REPUBLICA
Un projet de loi sur l'avortement divise l'Uruguay

Les députés ont adopté le 5 novembre, par 49 voix contre 48, un projet de loi visant à dépénaliser l'avortement. Il devrait être présenté dans une semaine au Sénat. Le quotidien espère que ces élus s'y opposeront. "Si jamais ce texte devait passer, il reviendrait au président uruguayen Vázquez d'agir. Il avait déclaré peu avant sa prise de fonctions, en 2005, qu'il opposerait son veto à tout projet visant à dépénaliser l'avortement. Sinon, l'Uruguay deviendrait le premier pays de la région à ne pas sanctionner juridiquement l'IVG.



EL PAÍS
La popularité de Zapatero pâtit de la crise économique

La cote de popularité du Premier ministre espagnol, le socialiste José Luis Rodríguez Zapatero, est au plus bas depuis qu'il est entré en fonction, en 2004. Le gouvernement n'arrive pas à tirer avantage de la crise économique et de l'inquiétude qui affecte la population, constate le quotidien madrilène. La situation va s'aggravant dans le pays : en octobre, le nombre de chômeurs a fait un bond de 7,3 % par rapport à septembre - le plus mauvais chiffre depuis douze ans.

les titres du 5 novembre 2008



THE NEW YORK TIMES
"Les barrières raciales sont tombées" aux Etats-Unis

Le premier quotidien des Etats-Unis, qui avait appelé à voter pour le candidat démocrate, savoure son plaisir : "Barack Hussein Obama a été élu, le 4 novembre, 44e président des Etats-Unis. Les Américains l'ont choisi pour être leur premier dirigeant noir." Mais d'embellie, il prévient : "Le vainqueur n'a pas le temps de se reposer sur ses lauriers. La période qui s'annonce sera difficile." Il dresse la liste des tâches auxquelles doit s'atteler le nouveau président : guerre en Irak et en Afghanistan, immigration, récession économique... "Obama a maintenant besoin de toute l'aide des Américains. [...] Les défis que le pays doit relever ne sont pas à la portée d'un seul homme. Ni même d'un seul parti politique."



EL PAÍS
L'Europe espère renouer une relation de confiance

"L'administration Bush a mis en scène le pire de la politique américaine. L'Europe veut tourner cette page et renouer des relations d'égal à égal avec les Etats-Unis", écrit le quotidien espagnol. "L'Europe doit pouvoir dire non aux Etats-Unis, et vice et versa. Mais tous deux doivent chercher les moyens de collaborer utilement. Il faut moins de haine, d'insolence, de peur et plus de politique et d'empathie. Voilà ce qu'attendent ceux qui espèrent pouvoir parler de nouveau en bien des Etats-Unis."



LE POTENTIEL
"Barack Obama sauve l'Amérique"

Le quotidien de Kinshasa salue la victoire du démocrate afro-américain Barack Obama, dont "le programme constitue un formidable vivier pour remettre l'Amérique sur orbite et entrevoir les relations internationales sous une optique plus porteuse". L'Afrique peut être fière "d'avoir donné au monde un enfant qui vient d'entrer par la grande porte dans l'histoire mondiale". Après avoir donné à l'Amérique "des esclaves pour sa construction", elle lui donne aujourd'hui un président.



DAILY NATION
La frénésie s'empare du Kenya à l'annonce des résultats

Dans tout le Kenya, des chants et des danses ont accueilli l'annonce de l'élection de Barack Obama, l'enfant du pays. Dans la foulée, le président Kibaki a annoncé que le jeudi 6 novembre serait férié pour tous les travailleurs afin que l'événement soit dignement célébré. Le quotidien de Nairobi rapporte également que le premier bébé né ce matin à la maternité de Nairobi, une fille, a reçu comme prénom le nom de jeune fille de la nouvelle "first lady", Michelle Wacuka.



DIE WELT
"John McCain a perdu, c'est une bonne chose"

"L'enchanteur Obama a remporté une victoire impressionnante", titre le quotidien allemand sur la page d'accueil de son site Internet. En éditorial, Olaf Gersemann, ancien correspondant à Washington, explique pourquoi c'est une bonne chose que John McCain ait échoué, quand bien même il était "le meilleur candidat républicain". Parmi les handicaps retenus contre McCain figurent son âge, une mauvaise colistière (Sarah Palin), mais aussi son impulsivité ou son tempérament colérique.



AL-OUQS
L'homme de la paix ?

Le quotidien panarabe rappelle que le principal ennemi des pays arabes au cours des dix dernières années a été le président républicain américain George W. Bush. Il espère que la situation va changer avec l'élection du démocrate Barack Obama, en se demandant s'il sera "l'homme de la paix".



MILENIO
Un vote d'espoir pour le Mexique

Le quotidien souhaite que le Mexique parvienne à tirer des leçons de l'élection présidentielle américaine. "Nous devons nous demander ce que nous devons apprendre avec le scrutin dans notre pays voisin et ce que peut nous apporter la présence d'Obama à la Maison-Blanche. Il est clair que notre société doit être plus libre et plus participative. Et le vote américain semble être en ce sens un scrutin d'espoir."



LE TEMPS
La communauté internationale attend beaucoup du nouveau président

L'annonce de l'élection de Barack Obama a soulevé l'enthousiasme aux quatre coins de la planète, remarque le quotidien suisse. Les réactions à cette élection montrent "combien sont grands les espoirs qu'a placés la communauté internationale dans le prochain président des Etats-Unis", un démocrate d'origine africaine. Le journal reprend à son compte le slogan de campagne d'Obama : "Yes, we can". Prenons-en le pari. Le rêve américain s'est rallumé ce 4 novembre, au moment où il nous était le plus nécessaire."



HA'ARETZ
L'élection américaine a été "un modèle de démocratie"

Il y a de quoi "être jaloux des Américains", écrit l'éditorialiste du quotidien israélien. Lors de cette présidentielle, ils ont fait voler en éclats plusieurs plafonds de verre : tout d'abord, cinquante ans après la condamnation de la ségrégation scolaire, ils ont élu le fils d'un immigré ké-

nyan. Ensuite, ils ont mis la présidence "à la portée d'une femme, pour la première fois de l'Histoire". "Les Etats-Unis ont tenu leur rang de leaders du monde libre", conclut le journal, qui appelle à prendre ce scrutin en exemple.



THE TELEGRAPH
Derrière la victoire d'Obama, une main indienne

En raison des fuseaux horaires, le quotidien de Calcutta avait boudé son édition bien avant l'annonce de la victoire d'Obama. Il avait toutefois anticipé ce succès, et consacre sa une de ce 5 novembre au rôle que les Indiens vivant aux Etats-Unis ont joué dans le scrutin. De nombreux jeunes d'origine indienne se sont mobilisés, rapporte le journal, tandis que la campagne d'Obama a diffusé des tracts en hindi et en malayalam (la langue de l'Etat indien du Kerala).



THE WALL STREET JOURNAL
Le candidat démocrate s'est imposé au terme d'une âpre bataille

Barack Obama n'était pas le vainqueur dont rêvait le quotidien financier de Wall Street. Tout en félicitant le nouveau président, il place les démocrates face à leurs nouvelles responsabilités. "Les républicains peuvent se consoler en songeant que, bientôt, les démocrates ne pourront plus utiliser Bush comme bouc émissaire. Ils devront assumer leur rôle si la récession économique persiste ou si l'Irak sombre dans le chaos après un retrait soudain des forces américaines", écrit son éditorialiste.



THE WASHINGTON POST
Obama remporte la victoire dans une élection historique

Le grand quotidien de centre droit avait appelé ses lecteurs à voter pour Barack Obama. En éditorial, il se réjouit donc de la victoire du démocrate, dont il attend beaucoup, notamment au plan international. "Obama ne peut pas effacer l'héritage de George W. Bush, mais il a l'occasion d'améliorer l'image des Etats-Unis dans le monde, de mettre fin à des pratiques comme la torture (...), qui ont rabaisé ce pays aux yeux de ses alliés."



CHICAGO TRIBUNE
"Barack Obama est notre nouveau président"

C'est à Chicago que Barack Obama a prononcé son premier discours de président élu des Etats-Unis. En éditorial, le quotidien local s'exclame : "L'élection d'Obama compte parmi ces événements qui montrent tout le trajet que notre nation a accompli. Quand il est né, en 1961, les Africains-Américains, dans certains Etats du sud du pays, risquaient leur vie pour aller s'inscrire sur les listes électorales. Et pourtant, aujourd'hui, la nation est prête à confier son avenir à un homme dont le père était noir."





THE VIRGINIAN PILOT

Les Etats-Unis ont élu leur 44e président

Jamais, depuis 1964, la Virginie n'avait voté démocrate. "La Virginie a viré au violet pour aider Barack Obama à s'imposer", titre le quotidien de Norfolk. Les électeurs de l'Etat ont en effet mis du bleu, couleur des démocrates, dans le rouge, couleur des républicains, qui teinte d'habitude leurs préférences électorales. Barack Obama est venu onze fois en Virginie au cours de sa campagne. Il s'y impose avec 50,6 % des voix, contre 48,4 % à John McCain.



LOS ANGELES TIMES

Quel Barack Obama va gouverner les Etats-Unis ?

"Barack Obama conquiert la présidence au terme d'une campagne où il a mêlé objectifs ambitieux et tempérament prudent. Mais, à la Maison-Blanche, il se mettra en danger s'il gouverne trop à gauche ou s'il choisit de jouer un rôle de médiateur prudent plutôt que d'appliquer son programme", commente Doyle McManus. Le journaliste dirige le bureau de Washington du quotidien californien, le plus à gauche de tous les grands journaux du pays.



EL NUEVO HERALD

"Obama presidente"

"Ce mardi 4 novembre, Barack Obama a inscrit son nom de façon indélébile dans l'histoire des Etats-Unis en devenant le premier président noir des Etats-Unis. Sa victoire écrasante contre John McCain a été portée par un message de changement social et politique", titre le quotidien de Miami, deuxième journal hispanophone du pays. Il constate que près de deux Latino-Américains sur trois ont donné leur vote au candidat démocrate.



THE ATLANTA JOURNAL-CONSTITUTION

Barack Obama fait l'Histoire

Le grand quotidien sud-américain salue comme il se doit la première élection d'un candidat noir à la présidence. "Je ne m'attendais pas à ce que cela survienne si tôt", s'exclame Cynthia Tucker. La journaliste afro-américaine, née en Alabama à l'époque de la ségrégation, avoue qu'"[elle] ne croyai[is] pas vraiment qu'Obama puisse surmonter les vestiges d'hostilité et de méfiance raciale et devienne président".



THE PHILADELPHIA INQUIRER

"Un Afro-Américain devient président des Etats-Unis"

A l'annonce de la victoire de Barack Obama, ses partisans sont descendus dans les rues de Philadelphie pour fêter ce moment historique. Le quotidien, qui avait appelé à voter pour lui, savoure lui aussi cet instant. Il rappelle toutefois que "les Noirs ont toujours un long chemin à parcourir en politique", et que les Etats-Unis, encore aujourd'hui, "ne comptent qu'un seul gouverneur noir, dans le Massachusetts." C'est à Philadelphie que, le 18 mars, Obama avait prononcé son discours marquant sur la race.



THE DALLAS MORNING NEWS

"Le Texas reste républicain... pour l'instant"

George W. Bush, le président sortant, a été gouverneur du Texas entre 1994 et 2000, avant d'accéder à la Maison-Blanche. C'est donc sans surprise que l'Etat a apporté ses suffrages au candidat républicain, John McCain. Le quotidien de Dallas salue toutefois, en une, la large victoire d'Obama, qui a su faire tomber la "barrière de couleur" pour accéder à la Maison-Blanche. Et qui a même su grappiller des voix au Texas, Etat traditionnellement républicain.

les titres du 4 novembre 2008



USA TODAY

Etats-Unis : le changement sortira-t-il des urnes ?

Les premiers bureaux de vote ont ouvert ce 4 novembre aux Etats-Unis. A l'heure d'élire un successeur au président George W. Bush, les Américains sont "pessimistes comme jamais ils ne l'ont été depuis des décennies", constate le quotidien de New York. Quel que soit le nouveau chef de l'Etat, ils doutent qu'il ait le pouvoir d'améliorer leur situation, sa marge de manœuvre étant entamée par la crise économique et financière. Les derniers sondages donnaient toujours un net avantage au démocrate Barack Obama sur le républicain John McCain.



DER STANDARD

La croissance dans la zone euro arrive au point mort

"A cause de la crise financière mondiale, l'Union européenne (UE) sera à deux doigts de la récession l'an prochain", annonce le quotidien autrichien. Le 3 novembre, la Commission européenne a publié ses prévisions de conjoncture pour 2009. La croissance ne devrait être que de 0,1 % dans la zone euro, et de 0,2 % dans l'ensemble de l'UE. La croissance devrait être nulle en France, en Allemagne et en Italie. L'Autriche devrait s'en tirer un peu mieux, avec un taux de 0,6 %.



DAWN

Islamabad met Washington en garde contre tout tir de missile

Le général américain David Petraeus est depuis le 2 novembre en visite au Pakistan, où il étrenne ses fonctions de chef du Commandement central américain en Afghanistan et en Irak. Le 3 novembre, il a rencontré le président pakistanais, Asif Ali Zardari, qui lui a intimé de respecter l'intégrité de son territoire. Depuis août, les Etats-Unis ont plusieurs fois pilonné les bases de militants islamistes supposés, dans les Zones tribales pakistanaises. Zardari juge ces frappes "contre-productives".



L'ORIENT-LE JOUR

Beyrouth et Ankara s'unissent contre le terrorisme

Le Premier ministre libanais Fouad Siniora est arrivé le 3 novembre à Ankara pour une visite de deux jours. Il a

rencontré son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan. Les deux hommes ont signé trois accords de coopération dans les domaines de la santé et surtout de la sécurité, pour faciliter la lutte contre le terrorisme et contre le crime organisé. Ce 4 novembre, Fouad Siniora doit se rendre à Istanbul, où il rencontrera le président Abdullah Gül.



LE POTENTIEL

L'Angola entre dans le conflit en RDC

Les affrontements entre les rebelles de Laurent Nkunda et les forces gouvernementales dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) prennent une tournure explosive. Deux millions de personnes ont fui Goma, la capitale du Nord-Kivu. Le quotidien de Kinshasa craint "une régionalisation du conflit armé" : après le Rwanda, l'Angola entre dans la danse. Situé à 2 000 kilomètres des lieux de combat, ce pays sollicité par les pays occidentaux s'est lui-même invité pour des raisons géostratégiques et économiques.



L'EXPRESSION

L'incertitude entoure l'Union pour la Méditerranée

Cinq mois après son lancement à Paris, le 13 juillet, le projet d'Union pour la Méditerranée stagne dans sa première phase, note le quotidien d'Alger. Afin d'établir un premier bilan, les ministres des Affaires étrangères des 43 pays membres se réunissent depuis le 3 novembre à Marseille. Des blocages persistent, parmi lesquels la présence de la Ligue arabe aux réunions de l'UPM - refusée par Israël - et le choix du siège du secrétariat général. La Tunisie, pourtant soutenue par Paris, a refusé de l'héberger.



KAYHAN

Les slogans anti-américains font toujours recette à Téhéran

"Mort à l'Amérique", peut-on lire sur les panneaux brandis par les manifestants, dont la photographie s'étale en première page du quotidien ultraconservateur. Des milliers de jeunes auraient manifesté le 3 novembre à Téhéran pour commémorer la prise d'otages de l'ambassade des Etats-Unis entamée le 4 novembre 1979. Pendant 444 jours, environ 400 étudiants iraniens avaient retenu une

cinquantaine d'otages américains. Cet épisode avait entraîné la rupture des relations diplomatiques entre la République islamique et les Etats-Unis.



FRANKFURTER RUNDSCHAU

La région de Francfort dit adieu à une coalition rouge-vert

Les ambitions d'Andrea Ypsilanti ont fait long feu. Le chef du Parti social-démocrate (SPD) de Hesse espérait être élu ce 4 novembre ministre-présidente du Land, à la tête d'un gouvernement de coalition avec les Verts que soutiendrait Die Linke. C'est là que le bât a blessé. Au niveau fédéral, le SPD refuse de s'allier avec Die Linke, un parti d'extrême gauche qui réunit ex-communistes et déçus de la social-démocratie. En Hesse, quatre élus du SPD ont finalement refusé de sauter le pas. La coalition est morte.



THE DAILY STAR

Le parti au pouvoir en Egypte refuse d'évoquer l'après-Moubarak

Le Parti national démocrate (PND), au pouvoir en Egypte, tenait, du 1er au 3 novembre, son congrès annuel. Comme d'habitude, une question est restée taboue : la succession de Hosni Moubarak, 80 ans, qui dirige le pays depuis trente ans. Interrogé par des journalistes, son fils Gamal, souvent présenté comme son successeur, a botté en touche : "Y a-t-il un pays ou un parti qui choisisse son candidat trois ans avant les élections ?" Le prochain scrutin présidentiel doit en effet avoir lieu en 2011.



THE HERALD

Donald Trump pourra construire son golf en Ecosse

"Le rêve de Donald Trump de bâtir en Ecosse le plus beau parcours de golf au monde est devenu réalité le 3 novembre", annonce le quotidien de Glasgow. Après trois ans de polémique, le milliardaire américain a reçu le feu vert du gouvernement écossais pour créer un complexe de luxe au nord d'Aberdeen, dans l'est de l'Ecosse. Coût du projet : 1 milliard de livres (1,2 milliard d'euros). Les militants écologistes étaient montés au créneau au nom de la protection de l'écosystème.

les titres du 3 novembre 2008



THE WASHINGTON POST

Barack Obama et John McCain ne baissent pas leur garde

La dernière ligne droite est "positivement négative", titre le quotidien de Washington. Le mardi 4 novembre, les Américains sont appelés aux urnes pour élire un nouveau président. D'ordinaire, les candidats à la Maison-Blanche privilégient l'apaisement dans les jours précédant le scrutin. Ce week-end, il n'en a rien été entre Barack Obama et John McCain, qui ont multiplié les attaques. Les sondages continuent de donner l'avantage au démocrate.



ARABNEWS

Face à la crise, Gordon Brown sollicite les pays du Golfe

Le 1er novembre, le Premier ministre britannique est arrivé en Arabie Saoudite pour une visite de deux jours. "Il a promis de coopérer étroitement avec notre royaume", titre le quotidien anglophone de Djeddah. Pour convaincre

les pays du Golfe, enrichis par la hausse du prix du pétrole, de verser de nouveaux fonds au FMI afin de faire face à la crise, il leur promet une influence accrue au niveau international. Aucun accord n'a encore été signé. Gordon Brown doit se rendre ce 3 novembre au Qatar.



DIÁRIO DE NOTÍCIAS

Le Portugal nationalise la banque BPN

"La crise financière et des opérations frauduleuses contraignent le gouvernement à nationaliser une banque, pour la première fois depuis 1975", titre le journal lisboète. Le gouvernement socialiste va proposer au Parlement la nationalisation de la banque Banco Português de Negócios (BPN), qui cumulerait 700 millions d'euros de pertes, pour éviter que la faillite de l'établissement n'ébranle le système bancaire portugais. Des opérations de la légalité douteuse pourraient avoir aggravé la mauvaise santé de BPN.



LE MESSAGER

Les six marins français retenus en otages à Bakassi ne seront pas tués

Les ravisseurs des dix otages (six Français, deux Camerounais un Sénégalais et un Tunisien) enlevés dans la nuit du 31 octobre au large du Cameroun ont annoncé qu'ils n'avaient pas l'intention de les tuer. Ils ont fait savoir qu'ils les garderaient jusqu'à ce qu'ils obtiennent de rencontrer le gouvernement camerounais. Depuis la Suisse où il se trouve, le président Paul Biya a fermement condamné l'acte des ravisseurs, appartenant aux Bakassi Freedom Fighters, le mouvement de libération de Bakassi.



HA'ARETZ

Les colons israéliens seraient prêts à prendre les armes

Si le gouvernement israélien décide d'évacuer de nouveaux territoires, cela pourrait conduire à un conflit ouvert



avec les colons d'extrême droite, a mis en garde le 2 novembre le Shin Beth, le service de sécurité intérieure. "Certains colons sont plus que prêts à recourir à la violence – pas avec des pierres, mais avec des armes à feu – pour empêcher ou stopper tout processus diplomatique", a déclaré Yuval Diskin, le chef du Shin Beth. Le gouvernement a décidé de suspendre le financement des implantations sauvages en Cisjordanie.



ZAMAN

"Les Kurdes de Turquie se divisent sur la visite d'Erdogan"

Les 1er et 2 novembre, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, était en visite dans le sud-est de la Turquie, une région à majorité kurde. Sa venue a donné lieu à des scènes contrastées, affirme le quotidien d'Istanbul, proche du pouvoir (version anglophone). D'un côté, des milliers de Kurdes se sont rassemblés pour écouter le chef du gouvernement. De l'autre, des partisans du Parti pour une société démocratique (DTP), le principal parti kurde, menacé d'interdiction par la justice, ont violemment manifesté.



LA RAZÓN

Evo Morales suspend la lutte américaine antidrogue en Bolivie

Le président bolivien Evo Morales a accusé d'espionnage, le 1er novembre, les employés de l'agence américaine de lutte antidrogue (Drug Enforcement Administration, DEA). Il leur a interdit, jusqu'à nouvel ordre, de poursuivre leurs activités dans son pays. Alfredo Rada, le ministre de l'Intérieur bolivien, a plaidé en faveur de la création d'un nouvel organisme régional pour lutter contre le trafic de drogue. Il a proposé que cette mission soit confiée à l'Union des nations sud-américaines (UNASUR).



TAIPEI TIMES

Pékin dépêche un négociateur de haut rang à Taipei

Les forces de sécurité sont sur les dents face à une opposition taïwanaise résolue à faire entendre son mécontentement. Ce lundi 3 novembre, Chen Yunlin, le négociateur en chef chinois chargé des relations avec Taïwan, est arrivé pour une visite de cinq jours à Taipei. Il doit signer avec le président taïwanais Ma Ying-jeou une série d'accords, notamment pour développer le tourisme de part et d'autre du détroit. Arrivé au pouvoir en mai, Ma Ying-jeou a relancé le dialogue avec le Parti communiste chinois.



THE TIMES OF ZAMBIA

Le président Rupiah Banda prête serment en Zambie

Rupiah Banda, le quatrième président de Zambie, a prêté serment le 2 novembre. En signe de paix, lors de son discours d'intronisation, il a tendu un rameau d'olivier aux trois candidats malheureux qui l'avaient affronté le 29 octobre dernier. Banda s'est voulu rassembleur et a notamment expliqué qu'il ne comptait pas gouverner un pays divisé. Dans le camp des perdants, la contestation monte. Elle accuse le président nouvellement élu de fraudes.



THE INDEPENDENT

Hamilton devient le plus jeune champion de l'histoire de la F1

A 23 ans, le Britannique Lewis Hamilton est devenu le 2 novembre champion du monde de Formule 1, à l'issue d'un Grand Prix du Brésil haletant. Tout s'est joué dans le dernier tour, où le pilote de l'écurie McLaren-Mercedes a réussi à se glisser en cinquième position. Au classement du championnat du monde, cette place lui permet de terminer en première position, avec seulement un point d'avance sur le Brésilien Felipe Massa. McLaren n'avait pas remporté de titre depuis 1999.